

SOMMAIRE

Pages

• Résumé du PCD	4
• Liste des abréviations	6
• Liste des tableaux	8
• Liste des photos	9
• Liste des cartes et figures	10
• Liste des annexes	10
1. INTRODUCTION	11
1.1. Contexte et justification	11
1.2. Objectifs du PCD	12
1.3. Structure du document	12
2. METHODOLOGIE	13
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	13
2.2. Collecte des informations et traitement	13
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	14
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ...	15
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	15
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	16
3.1. Localisation de la commune	16
3.2. Milieu biophysique	18
3.2.1 Le climat	18
3.2.2 Les sols	20
3.2.3 Le relief	20
3.2.4 L'hydrographie	20
3.2.5 La faune	20
3.2.6 La flore	20
3.2.7 Les aires protégées	20
3.2.8 Les ressources minières	21
3.3. Milieu humain	22
3.3.1 L'historique de la commune	22
3.3.2 La démographie	22
3.3.3 La taille et structure de la population	22
3.3.4 Les groupes ethniques et relation interethniques	22
3.3.5 Les religions	22
3.3.6 La mobilité de la population	23
3.3.7 La caractérisation des populations vulnérables	24
3.3.7.1 Le cas des autochtones	24
3.3.7.2 Les populations vulnérables	24
3.3.7.3 Les autres populations vulnérables	24
3.3.8 L'organisation sociale	25
3.3.9 L'habitat	26
3.3.10 Le zone de l'espace communal	27
3.3.11 Le système foncier	27
3.3.12 Les activités économiques	27
3.3.12.1 L'agriculture rurale et périurbaine	27
3.3.12.2. La sylviculture.....	30
3.3.12.3. L'élevage	30

3.3.12.4. La pêche	32
3.3.12.5. La chasse	33
3.3.12.6. L'exploitation forestière	33
3.3.12.7. La collecte des produits forestiers et ligneux	33
3.3.12.8. L'artisanat	33
3.3.12.9. le commerce	34
3.3.12.10 L'industrie	34
3.3.12.11 Les services du secteur privé	34
3.4. Principales infrastructures par secteur	34
3.4.1 L'éducation	34
3.4.2 La santé	34
3.4.3 L'agriculture	34
3.4.4 L'élevage	34
3.4.5 L'administration territoriale, décentralisation et maintien de l'Ordre	35
3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune	35
4.1 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	36
3.6. Synthèse du DIC	37
4.1.1 Synthèse de diagnostic de l'institution communale	37
a) Les ressources humaines.....	37
b) Les ressources financières.....	38
c) La gestion des relations.....	38
d) Le patrimoine communal	38
e) Les axes de renforcement des capacités	
4.1.2 Les principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur....	40
4.1.2.1 Analyse des problèmes.....	40
4.1.2.2 Axes de renforcement des capacités.....	41
4.2. Les principaux problèmes identifiés et consolidés par secteur	42
4.3 Les besoins consolidés des corps de métier et des couches vulnérables	47
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE	50
5.1 La vision et les objectifs du PCD	50
5.2 L'économie locale	51
5.3 Le cadre logique par secteur	54
5.4 Le coût estimatif du PCD	89
5.5 L'esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	90
5.6 La matrice de caractérisation des zones de même usage.....	91
6 PROGRAMMATION	92
6.1 Le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires	92
6.2 Le cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT et du PIA	107
6.2.1 Les principaux impacts socio-environnementaux potentiels	107
6.2.2 Les mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables	108
6.2.3 Le Plan sommaire de gestion de l'environnement	108
6.3 Le Plan d'investissement annuel (PIA)	110
6.3.1 Les ressources mobilisables et échéances	110
6.3.2 Les tableaux de mobilisation des ressources des projets prioritaires par secteur	110
6.3.3 La programmation annuelle des projets prioritaires	113
6.3.4 Le budget annuel opérationnel du PIA	120
6.3.5 Le plan de financement du PIA	121

6.4	Le Plan de Passation des Marchés	122
7	MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	133
7.1	La Composition et les attributions du comité de suivi du PCD	133
7.1.1	Les critères de sélection pour être membre du comité de suivi	133
7.1.2	Composition du comité du suivi du PCD	134
7.1.3	Les attributions du comité du suivi du PCD	134
7.2	Les indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	134
7.3	Le dispositif, outils et fréquence de reportions	134
7.4	Le mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA.....	134
8	LE PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	134
9	CONCLUSION	140
ANNEXES	141
	Les fiches de projets du PIA	142
	Le PV de validation du PCD par le COMES	155
	La Délibération Municipale portant validation du PCD	
	L'Arrêté Municipal portant création et composition du Comité de Suivi-évaluation du PCD	
	L'Arrêté Préfectoral rendant exécutoire le PCD	156

DOCUMENTS A PART

Document A : Atlas de la commune (Cartes thématiques et fiches des données géoréférencées) fiches villages et consolidation « pour Mémoire »

Document B : Rapport consolidé du Diagnostic Participatif

Document C : Répertoire adresses des noms et adresses des représentants de CC (présidents et secrétaire) des villages et Synthèses des besoins et plans d'actions des villages de la commune

Résumé du PCD

L'appui aux Collectivités Territoriales Décentralisées s'inscrit dans la volonté de l'Etat Camerounais de promouvoir la réforme sur la décentralisation. Il s'agit d'apporter aux communes et aux communautés de l'appui en termes de renforcement de capacité et de moyens nécessaires à la réalisation des projets locaux. C'est ce qui les prépare à relayer l'Etat dans certains domaines. Le PNDP demeure un programme conçu pour renforcer cette réforme. Sa méthodologie d'intervention vise à doter les bénéficiaires d'une vision collective de développement pouvant les permettre d'élaborer des plans de développement pertinents reflétant toutes les aspirations sociales.

L'objectif d'une telle approche consiste à valoriser la notion participative afin de permettre aux acteurs locaux d'identifier leurs acquis, d'inventorier leurs faiblesses afin de concilier leur points de vue pour une formulation de programmes d'actions à inscrire sur un plan de développement étendu sur un horizon à court ou moyen termes.

Le développement durable est un enjeu qui ne se limite pas aux seuls efforts collectifs de la taille d'un village ou d'une commune. Il constitue un défi qui interpelle en premier lieu le pouvoir public. Le gouvernement Camerounais chargé d'assumer la promotion socioéconomique joue un rôle de premier ordre dans la redistribution des ressources sous forme de financement des infrastructures sociales et des services (le BIP). Face à l'importance du besoin, la priorité reste d'orienter les investissements en rapport avec des besoins réellement identifiés. Le PNDP, programme initié par lui, vient en appui aux Communes et les aide à élaborer des plans qui résultent d'une analyse fine des contraintes dont le but reste de formuler des projets inspirés des réalités locales

Le procédé d'accompagnement en matière de développement durable vise une plus grande responsabilisation des concernés dans la mise en œuvre des actions dans l'objectif d'apporter des solutions efficaces à certaines contraintes. C'est ce qui a permis dans le cadre de cette planification d'impliquer les acteurs locaux organisé d'abord en comité de pilotage puis en comité de suivi du PCD.

L'appui de la Commune de Rey-Bouba dans l'élaboration de son PCD a conduit à identifier cent onze villages et quartiers autour desquels s'est déroulé le processus de planification.

Les acteurs locaux repartis en groupes socioprofessionnels et mixtes, ont identifié sur la base des différents outils de diagnostic, les problèmes, les atouts et ont procédé à l'analyse de ces problèmes qui sont d'ordres infrastructurels, socioéconomiques, culturels, environnementaux ...

Suite à l'analyse des contraintes, des solutions ont été identifiées dont les principales sont : la réalisation des infrastructures (éducatives, sanitaires, hydrauliques, marchandes, routières, environnementales, administratives), l'appui aux groupes vulnérables, aux activités économiques et aux renforcements des capacités des agents communaux et autres acteurs. Ces solutions ont été regroupées dans des cadres logiques sectoriels à partir desquelles un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et un plan d'investissement annuel (PIA) ont été tirés. Le coût global des cadres logiques sectoriels est estimé 8 012 221 000 FCFA et s'arime aux objectifs du DSCE horizon 2035. La mise en œuvre du CDMT qui s'étale sur une période de trois ans a un coût estimé à 4 183 380 000 FCFA. Les ressources mobilisables par la commune pour la mise en œuvre du PIA sont estimées à 1 192 900 000 FCFA.

Les actions qui devront être conduites en première année, ou qui auront à démarrer dès la première année ont été inscrites dans un plan opérationnelle. Cette planification comporte des

tâches spécifiques qui faciliteront la manipulation de ce document. En effet chaque action comporte des tâches détaillées.

Il a été élaboré une liste de microprojets prioritaires qui devront impérativement mis en œuvre par les acteurs concernés. Ceux-ci comportent des coûts à titre indicatif qu'il mérite de réviser de manière réelle lors de la réalisation des projets. Cependant il permet approximativement de faire des rapprochements pouvant fixer les décideurs.

Par ailleurs, les informations importantes relatives à chaque plan par rapport aux contraintes qui ont été identifiées, aux solutions et aux actions à mettre en œuvre fait partir de son contenu.

La réalisation de cette planification a valorisé un ensemble d'outils. C'est ce qui a permis d'adopter la méthodologie de l'élaboration du PCD adopté par le MINEPAT. Les outils les plus importants demeurent : **le transect, la matrice des paysages, le diagramme de Venn, l'arbre à problème, le tableau de solutions endogènes**

Au terme de la planification des actions prioritaires retenues, et pour une observation optimale de la mise en œuvre du plan, un comité de suivi a été mis sur pied. Son rôle consiste à suivre et à évaluer le niveau d'exécution du plan.

Liste des abréviations

A1 : Premier Adjoint au Maire
A2 : Deuxième Adjoint au Maire
AES SONEL : American Energy Society - Société Nationale d'Electricité du Cameroun
CA : Compte Administratif
CAC : Centimes Additionnels Communaux
CC : Comité de Concertation
CDI : Centre Divisionnaire des Impôts
CDV : Comité de Développement Villageois
CEFAM : Centre de Formation de l'Administration Municipale
CLC : Comité Local de Concertation
CLLS : Comité Local de Lutte Contre le VIH/SIDA
CM : Comptabilité Matière / Conseil Municipal
CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CRTV : Cameroon Radio and Television
CSI : Centre de Santé Intégré
CVUC : Communes et Villes Unies du Cameroun
DEL : Développement Economique Local
DIC : Diagnostic de l'Institution Communale
DO : Diagnostic Organisationnel
DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
DSCE : Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi
ESA : Projet Eau, Sol, Arbre
FEICOM : Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
FFOM : Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
FMO : Forces de Maintien de l'Ordre
FNE : Fonds National de l'Emploi
GIC : Groupe d'Initiative Commune
GTP/SIDA : Groupe Technique Provincial/SIDA
ISS : Interview Semi- Structuré
MARPP : Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCULTURE : Ministère de la Culture
MINEDUB : Ministère de l'Education de Base
MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEP : Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPIA : Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP : Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune
MINJESS : Ministère de la Jeunesse et des Sports
MINSANTE : Ministère de la Santé Publique
MINTP : Ministère des Travaux Publics
MINEP : Minsitère de l'environnement et de la Protection de la Nature
OAL : Organisme d'Appui Local
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OTVP : Occupation Temporaire de la Voie Publique
PDC : Plan de Développement Communal
PDL : Plan de Développement Local
PME/PMI : Petite et Moyenne Entreprise / Petite et Moyenne Industrie
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PPTE : Pays Pauvre Très Endetté

PS : Prestataire de Service
RAS : Rien A Signaler
RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RM : Recette Municipale
SDE : Services Déconcentrés de l'Etat
SEPO : Succès, Echec, Potentialités, Obstacles
SG : Secrétaire Général
SIDA : Syndrome d'Immuno Déficience Acquis
SNEC Société Nationale des Eaux du Cameroun
SODECOTON : Société de Développement du Coton du Cameroun
SP : Secrétaire Particulier
TDR : Termes de Références
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
USLC : Union des Syndicats Libres du Cameroun
VIH : Virus d'Immuno Déficience Humaine
ZIC : Zone d'Intérêt Cynégétique

Liste des tableaux

LISTE DES TABLEAUX	Page
Tableau 1 : Liste des villages	17
Tableau : 2 du calendrier agricole de Rey-bouba	29
Tableau 3 : Les zones de transhumance.....	31
Tableau 4 : Les centres zootechniques de Rey-Bouba.....	32
Tableau 5 : des atouts potentialités et contraintes du milieu socioéconomique	35
Tableau 6 forces et faiblesses des ressources humaines	37
Tableau 7 forces et faiblesses des ressources financières	37
Tableau 8 : Forces et faiblesses en gestion des relations	38
Tableau 9 : Forces et faiblesses en gestion du patrimoine communal.....	38
Tableau 10 matrice d'analyse de l'institution communale.....	40
Tableau 11 : Axes de renforcement de capacités.....	41
Tableau 12 : Analyse des problèmes par secteur au niveau village et du centre urbain.....	42
Tableau 13 : Besoin des corps de métier.....	47
Tableau 14 besoins consolidés des couches vulnérables.....	49
Tableau 15 Possibilité de création de richesses	53
Tableau 16 cadre logique Commune	54
Tableau 17 cadre logique agriculture	56
Tableau 18 cadre logique Elevage pêches et industries animales	57
Tableau 19 cadre logique Domaines et affaires foncières	58
Tableau 20 cadre logique Développement urbain et habitat	59
Tableau 21 : cadre logique Environnement et protection de la nature	60
Tableau 22 cadre logique Administration territoriale, Décentralisation et maintien de l'ordre	61
Tableau 23 cadre logique Forêts et faunes	62
Tableau 24 cadre logique Education de base	63
Tableau 25 cadre logique Enseignement secondaire	66
Tableau 26 cadre logique Enseignement supérieure	68
Tableau 27 cadre logique Travail et sécurité sociale	69
Tableau 28 cadre logique Santé publique	70
Tableau 29cadre logique Eaux et énergies	72
Tableau 30 cadre logique Travaux publics	74
Tableau 31 cadre logique Recherches scientifiques et innovations	75
Tableau 32 cadre logique Affaires sociales	76
Tableau 33 cadre logique Petites et moyennes entreprises, économie locale et artisanat	77
Tableau 34 cadre logique jeunesse	78
Tableau 35 cadre logique promotion de la femme et de la famille	79
Tableau 36 cadre logique Sport et éducation physique	80
Tableau 37 cadre logique Transport	81
Tableau 38 cadre logique Poste et télécommunication	82
Tableau 39 cadre logique Emploi et formation professionnelle	83
Tableau 40 cadre logique Tourisme	84
Tableau 41 cadre logique Culture	85

Tableau 42 cadre logique Mines et Développement industriel	86
Tableau 43 cadre logique Commerce	87
Tableau 44 cadre logique Communication	88
Tableau 45 coût estimatif du PCD	89
Tableau 46 Plan d'utilisation et de gestion de terre	91
Tableau 47 Cadre de dépense à moyen termes	92
Tableau 48 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs)	107
Tableau 49 Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables	108
Tableau 50 : Plan sommaire de gestion de l'environnement	108
Tableau 51 : Ressources mobilisables et échéances	110
Tableaux 52 : de mobilisation des ressources Education de base	110
Tableau 53 : Tableau de mobilisation des ressources de MINEPIA	111
Tableau 54: mobilisation des ressources de PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	111
Tableau 55 : Tableau de mobilisation des ressources d'EAU ET ENERGIE	112
Tableau 56 : Tableau de mobilisation des ressources des AFFAIRES SOCIALES	112
Tableau 57 : Programmation Annuelle des projets prioritaires	113
Tableau 58 : Budget annuel opérationnel du PIA	120
Tableau 59 : Plan de Financement du PIA	121
Tableau 60: Plan de passation de marché	122
Tableau 61: Communication interne à la Commune	136
Tableau 62: Communication avec les autorités et les sectoriels	136
Tableau 63 : communication avec les populations bénéficiaires	137
Tableau 64: Communication avec la société civile et le secteur privé	137
Tableau 65 : Communication avec les partenaires financiers	138
Tableau 66: Communication avec les élites extérieures et la diaspora	138
Tableau 67: communication de masse	139
Tableau 68: Action de plaidoyer	139

Liste des photos

LISTE DES PHOTOS

	Page
Photo 1 : Le Maire de la commune de Rey-Bouba et le Coordonateur du PDNP-Nord lors de la préparation.....	13
Photo 2 : Le Mayo Rey	20
Photo 3 : Lieu de vente de bois de chauffe	20
Photo 4: Habitat des orpailleurs	21
Photo 5 : Le Lamidat de Rey-Bouba	26
Photo 6 : Habitat à Rey-Bouba	26
Photo: Abreuvement des animaux dans la retenue de Lagdo	27
Photo: Approvisionnement en eau pour les besoins domestiques dans la retenue de Lagdo	32
Photo: activité de pêche à la retenue de Lagdo	32
Photo : L'exposition des produits des artisans	33
Photo: Le Maire de la Commune de Rey-Bouba	36

Liste des figures

LISTE DES CARTES ET FIGURES	Page
Carte1 : Carte1 de la Commune de Rey-Bouba	16
Carte2 : Carte pédologique de Rey-Bouba	19
Figure 1 : Carte de mobilité de Rey-Bouba	23
Figure 2 : Organisation sociale a Rey-Bouba	25
Figure 3 : Cycle d'endettement agricole à Rey-bouba	29
Figure 4 : Cycle d'exploitation des pâturages	31

Liste des annexes

Annexes

- Compte Administratif 2007
- Compte Administratif 2008
- Compte Administratif 2009
- Document A : Fiches de projets du PIA (1 page par projet) ;
- Document B : Rapport consolidé du Diagnostic participatif
- 1. Document C : répertoire adresses des noms et adresses des représentants de CC (présidents et secrétaire) des villages

2. 1. INTRODUCTION

2.1 Contexte et justification

Les orientations stratégiques de la décentralisation confèrent aux collectivités territoriales décentralisées une marge de manœuvre conséquente, les permettant de planifier, de piloter et de suivre le développement local. Les communes, entités légales dotées d'une légitimité à la fois populaire (de part une représentativité communautaire choisie par voie démocratique) et étatique (selon le procédé de transfert de compétence et de moyens de l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées), ont un rôle important à jouer dans cette nouvelle dimension du développement. Si au départ, elles restaient à la marge des assises importantes, s'agissant du choix et de la mise en œuvre des axes stratégiques de développement, le concept de la décentralisation les replace au centre de ce phénomène en leur conférant un pouvoir de décision. Elles deviennent en définitive, des acteurs de premier ordre, pouvant influencer par leur vision, les perspectives du développement. Elles revêtent une coloration toute neuve les rendant suffisamment visible dans cette recomposition de la dynamique de développement.

A la lumière des résultats mitigés obtenus, repenser le développement a été le mobile qui a déclenché une orientation d'ordre mondial qu'est la décentralisation. Des cercles de réflexion au niveau mondial, africain et au niveau des pays francophones d'Afrique ont défini des modèles et partagés des expériences pouvant booster le choix des décideurs des communes du Cameroun.

L'Etat camerounais a mis un accent particulier dans la promotion de la décentralisation et l'a inscrite dans ses objectifs premiers. Ce processus reprenait en compte les objectifs de la DSRP et visaient l'atteinte des OMD dans un horizon de 2015. Cependant, ce document a été révisé à partir de 2008. Un autre à savoir le DSCE a vu le jour et a été conçu dans un contexte de renchérissement du coût du niveau de vie. Il se présente comme un cadre intégré du développement. Ce document dans ses textes d'application vise la mise sur pied d'un cadre incitatif de création de l'emploi et de richesses et s'inscrit dans une perspective du long terme. Une aspiration nationale à l'insertion au cercle restreint des pays émergents s'est trouvée exprimée.

Le modèle de développement approuvé par le processus de planification demeure celui qui engage les communes à axer leurs ressources vers des besoins exprimés à partir des couches sociales à la base. C'est ce qui demande à observer une démarche pour le moins "démocratique" c'est-à-dire, relevant d'un consensus d'ensemble. Celui de la planification promu par le PNDP est mis en œuvre dans le respect de l'itinéraire participatif et répond à tout point de vue à cette préoccupation. Cette méthode permet de canaliser les ressources collectées au niveau local pour des investissements locaux.

La commune de Rey-Bouba offre un environnement propice à la mise en œuvre d'une telle démarche. La société se trouve assez diversifiée et structurée autour d'une chefferie qui joue un rôle primordial dans la scène politique de cette commune. Il y cohabite une diversité ethnique et de religion qui partage un espace économique propice aux nouvelles innovations. Le cadre naturel offre des possibilités d'extension des domaines agricoles. Il se développe depuis récemment une activité pastorale accrue par un climat d'insécurité des pays frontaliers formant des groupes de rébellion entraînant notamment avec le phénomène de coupeurs de route. Par ailleurs, l'environnement autour des aires protégées et de la réserve de Bouba Ndjidda n'a pas la même signification pour les autochtones. Le mode de gestion qui implique moins les acteurs locaux mérite d'être repensé. Les contraintes de développement sont nombreuses dont les plus importantes demeurent l'enclavement. La difficulté d'évacuation et d'écoulement des produits agricoles et d'élevage se pose. C'est ce qui semble ralentir le développement des exploitations et freiner du même coup les investissements orientés vers les infrastructures sociales.

2.2 Objectifs du PCD

L'objectif global de ce plan communal de développement vise à identifier des axes de développement qui prennent en compte tous les aspects conduisant à une amélioration systématique du niveau de vie des populations locales. Partant des situations référentielles, l'impact de la planification devrait s'appuyer sur des réalités qualifiables et quantifiables au départ, fixer des indicateurs et leur source de vérification, afin qu'à l'évaluation, que les communautés locales arrivent à ressentir l'impact du développement et mesurer les nouvelles performances obtenues.

De manière assez spécifique il s'agit de permettre aux acteurs d'acquérir un outil de développement facilement manipulable et qui reste à leur portée. Il sera un document cadre qui fixe pour une période de trois ans les objectifs et résultats à atteindre.

Cette planification devra concerner toutes les composantes sociales au risque de mettre en place des actions partielles marginalisant des groupes sociaux et couches vulnérables parfois, maillons importants au sein de la société.

Elle vise également à familiariser la commune à un nouveau mode de gouvernance avec la décentralisation. Au lieu d'élaborer des plans de campagne restreint aux membres du conseil uniquement, cette planification s'ouvre au niveau de la population à la base afin de la permettre de formuler personnellement et manière participative des actions à mettre en œuvre à partir des contraintes qu'elle aura identifiées.

2.3 Structure du document

Le plan communal de développement est un document constitué de plusieurs parties qui sont :

- Une méthodologie ;
- Une présentation sommaire de la commune avec ses caractéristiques ;
- Une synthèse des résultats du diagnostic
- Une planification stratégique sur trois ans ;
- Une programmation ;
- Une mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation.

3. METHODOLOGIE

Un guide d'élaboration du PCD a été conçu afin de faciliter la mise en œuvre de ce processus aux différents acteurs de développement. Dans le cadre de la réalisation du PCD de Rey-Bouba, c'est Le guide méthodologique proposé par le PNDP qui a été exploité. Il s'articule autour plusieurs étapes :

- La préparation de l'ensemble du processus ;
- La collecte des informations et traitement ;
- Consolidation des données du diagnostic et cartographie ;
- L'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ;
- La mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.

3.1 La préparation de l'ensemble du processus

Trois sous-étapes restent liées à cette préparation :

- Une **préparation en interne** propre à la structure d'accompagnement, qui consiste à mobiliser l'équipe des animateurs qui prendra part aux travaux de planification. Une phase de formation est organisée afin de restituer les acquis reçus lors de la formation des OAL à Guider. Ensuite, rassembler toute la logistique et matériels nécessaires pour le déploiement, et enfin à mener un échange concerté des acteurs chargés de sa mise en œuvre, afin d'élaborer une stratégie d'intervention, de manière à renforcer leur efficacité et leur efficience sur le terrain.
- Une **préparation avec le commanditaire** a été conduite. C'est ce qui a permis de réviser la méthodologie d'intervention, et surtout de fixer les objectifs à atteindre et à orienter le travail vers l'atteinte des objectifs fixés.
- Une dernière **préparation avec les bénéficiaires** a permis d'abord de présenter l'équipe des animateurs, ensuite de mieux appréhender la méthodologie du PCD, enfin à mieux préparer le terrain et les intervenants. L'objectif de cette préparation a consisté à situer les craintes et les attentes des bénéficiaires et surtout de mieux les imprégner du rôle qui est le leur dans la réalisation et l'exécution de cette immense tâche.



Photo 1 : Le Maire de la commune de Rey-Bouba et le Coordonateur du PNDP-Nord lors de la préparation.

Lors de cette étape, les rapports produits par les différents cadres de l'Institution Communale notamment les élus et plus particulièrement le SG et le RM ont été consultés pour ressortir de manière claire et explicite les différentes préoccupations qui ont déjà été identifiés par les acteurs eux-mêmes. Cette recherche concerne également les rapports des cadres des SDE. L'intérêt ici reste de satisfaire une triangulation afin de déceler des points de divergence par rapport aux expériences propres des bénéficiaires. Par ailleurs, la consultation des rapports des

responsables sectoriels a permis de disposer de suffisamment d'informations pour la réalisation de la monographie de la Commune.

3.2 La collecte des données et traitement

Elle a permis d'apporter suffisamment de renseignement sur certaines réalités. Cette étape s'est focalisée essentiellement sur les ressources financières et leur évolution courant les trois dernières années, les ressources humaines et l'appréciation de ses performances, le patrimoine communal, les relations que la Commune entretient avec les autres acteurs et l'appui qu'elle apporte aux autres services. Cette recherche s'est également étendue dans

des domaines concernant les activités qui sont menées au sein de l'environnement de la commune. Il s'agit des domaines sociaux, infrastructurels, économiques et culturels. Il a été question de capitaliser les informations qui enrichiront l'analyse fonctionnelle et structurelle. Elle est à la base des propositions techniques dont l'objet reste, la formulation d'axes de renforcement de capacités, nécessaires à la promotion du développement. Des outils, notamment des fiches de collectes de données ont été élaborées, afin de permettre une bonne capitalisation des informations. Les informations relatives aux aspects financiers ont été traitées grâce au Tableau Excel afin de ressortir les différentes fluctuations observées au cours des trois dernières années. De même, les outils de collectes des données sur le terrain ont été élaborés de manière à séquencer le processus de planification. On peut citer :



- **Le transect** qui est un procédé de diagnostic qui s'appuie sur l'observation. En faisant un lien avec la carte élaborée par les participants, il revient à tracer des axes de parcours. Le transect complète le diagnostic et permet de tirer quelques renseignements relatifs aux activités productives. C'est une observation linéaire qui permet aux acteurs de ressortir des contraintes subsidiaires.
- **La matrice des paysages** permet de quantifier les potentialités et les contraintes relatives à différentes unités de paysages.
- **Diagrammes de Venn** reste un outil qui permet de répertorier les différents intervenants au sein du village.
- **L'Arbre à problème** est un outil d'analyse des contraintes qui permet d'identifier leurs causes et forcément leurs effets. Il permet de ressortir les causes pertinentes à l'endroit desquelles des actions peuvent être conduites et surtout avoir un impact certain.
- **Tableau de solutions endogènes** qui permet de recueillir les actions pour lesquelles les solutions locales peuvent être trouvées.
- la cartographie,
- le transect, la matrice de caractérisation des ressources naturelles, le tableau des organismes internes et externes, le diagramme de Venn, la carte de mobilité, les arbres à problèmes, les arbres à objectifs, les tableaux de solutions endogènes et les tableaux de planification.

3.3 Consolidations des données du diagnostic et cartographie

Elle a consisté à faire une sommation des données collectées par secteur, et au niveau de chaque village afin que des besoins des communautés soient clairement identifiés. Les ouvrages et infrastructures y afférents ont été pointés à l'aide du GPS. Le pointage a permis de ressortir des cartographies (cartes thématiques) selon une distribution sur l'espace de la commune.

3.4 Atelier de planification, de mobilisation de ressources et de programmation

Cette phase de planification a permis de mettre ensemble les forces vives de la commune. Elle a permis de mobiliser, la Tutelle, les autorités administratives et locales, les élites, afin d'apporter une certaine légitimité à ce processus. Elle a permis également de fixer les bases de travail et des objectifs à atteindre. Toute cette phase s'est déroulée sous la supervision du PNDP.

La commune a également invité quelques participants sélectionnés par elle pour apporter leur contribution dans la réalisation de ce processus. Il s'agit surtout des sectoriels (SDE), des élites fortement imprégnés des réalités locales, afin d'étudier les domaines à analyser et d'en identifier les forces et les faiblesses. Lors de l'analyse, des groupes de réflexions ont essentiellement utilisé, la grille SEPO.

Le cadre logique avec les différents indicateurs et leurs sources de vérification a été élaboré sur la base des différentes forces, faiblesses, contraintes et opportunités identifiées et les solutions proposées par les communautés et la commune lors du diagnostic. L'exécution des actions retenues dans ce cadre est étalée sur une durée de trois ans. Cette exécution nécessite des ressources qu'il faudra mobiliser. La ressource peut être financière, humaine ou matérielle compte tenu du besoin. Il faut tout de même rappeler que toutes les actions retenues dans le plan d'investissement ne sont pas financées au même moment. Elles sont programmées selon un ordre prioritaire et en fonction des moyens de réalisation dont dispose la commune.

3.5 Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif

Pour assurer le suivi de l'exécution des actions et d'évaluation de la phase de mise en exécution du plan, une structure a été mise sur pied. Cette structure a été baptisée comité de suivi et est composée de plusieurs membres et présentant les caractéristiques suivantes :

- **Un Président** : il doit être un personnel de la commune (SG, agent communal) ou toute autre personne désignée par le Maire, efficace, dévouée, disponible et résidant de préférence en permanence dans la commune. Il doit également être imprégné des principes du développement participatif ;
- **Un Secrétaire** : il doit être un personnel de la commune (SG, agent communal). Etre disponible, capable de lire et écrire. Il doit avoir une capacité de synthèse et d'archivage des documents. Une connaissance en informatique (bureautique) est un atout indéniable ;
- **Un Trésorier** : être de bonne moralité, avoir une connaissance en gestion et comptabilité simplifiée ;
- **Un chargé de suivi des infrastructures** : il doit avoir une bonne connaissance en génie-civil, disponible et ouvert ; un responsable sectoriel
- **Un chargé des études et promotion** : il doit avoir une bonne connaissance en développement local ;
- **Un chargé des actions d'appui** : animateur, bon leader, il doit avoir une bonne connaissance de la commune et doit s'approprier le PCD qu'il maîtrise parfaitement ;
- **Un superviseur** : il doit avoir des aptitudes de persuasion, d'analyse et restitution. Il doit être de préférence un agent technique de développement ;

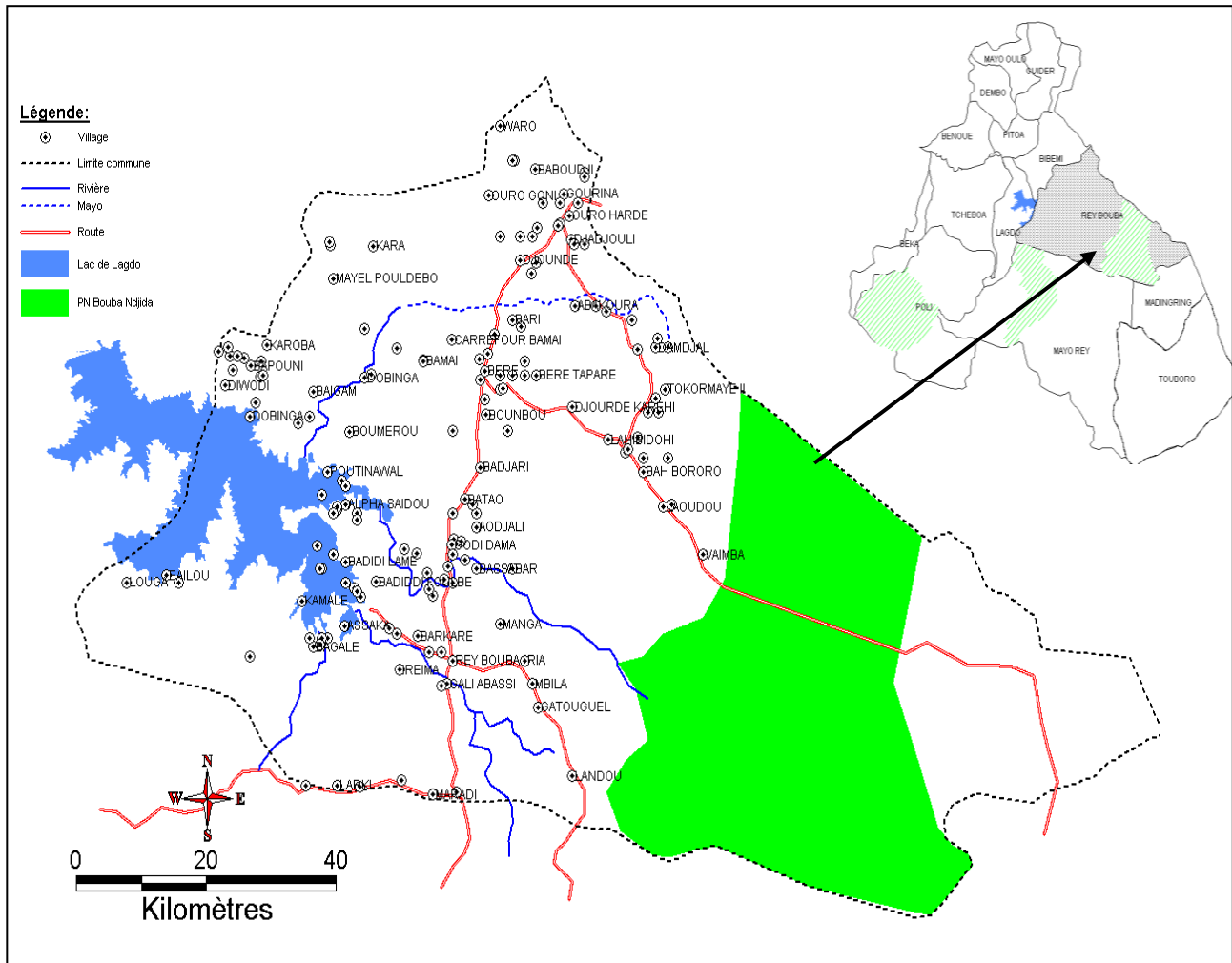
- **Des conseillers** : des personnes ouvertes au développement.

4. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

La présentation sommaire de la commune permet de mieux connaître le contexte et les réalités du milieu.

4.1 Localisation de la commune

La Commune est située dans la Région du Nord Cameroun, Département du Mayo-Rey. Elle partage ses limites avec le Tchad à l'Est, la Commune de Lagdo à l'Ouest, La Commune de Madingrin et de Tcholliré au Sud et la Commune de Bibémi au Nord. Elle a été créée en 1966, s'étend sur une superficie de 8000 km² et compte environ 111 regroupements de villages.



Carte 1 : Carte de la commune de Rey-Bouba

Les villages constitutifs de la commune sont :

N°	Village	Nombre de quartiers	N°	Villages	Nombre de quartiers
1	Konrong	5	57	Djerwing	1
2	Rey-Manga	1	58	Dokérol II	1
3	Godji	1	59	Toormaye I	1
4	Windé Taparé et maradi	2	60	Koindéri	1
5	Wafango	1	61	Lammouguel Foulbé	1
6	Gatouguel	1	62	Lammouguel Lamé	1
7	Mbilla, Rya, Rya Iréma	3	63	Djourdé	1
8	Djouroum et Mbideing	2	64	Wakla Pakouaré	1
9	Ateki	1	65	Babororo	1
10	Bassari et Djaoro Gotel	1	66	Sinassi	1
11	Dana et Dawane	2	67	Vaimba	1
12	Dambi	1	68	Wakla Horaré	1
13	Guiling	1	69	Bitan Daba	1
14	Manga	1	70	Madanna, Annina, Baboulga	3
15	Basabar	1	71	Gangoï, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaigué	5
16	Balsanri	1	72	Bappouni, Homa Hamatciw to, Bira, Homa Mal Yaya	4
17	Gadbé Bakary, Gadbé Bamai, Dami et Ouro Gadoudji	4	73	Guilao	1
18	Kamale et Godi	2	74	Dobinga	1
19	Gangouri	1	75	Baigram et Tchéferé	2
20	Batao et Mayo Gnibi	2	76	Toura Lara	1
21	Libatmi	1	77	Béré Djabiré	1
22	Badjari	1	78	Péoriwo	1
23	Badidi	1	79	Landou I	1
24	Sargari	1	80	Landou II	1
25	Mayo Wondé	1	81	Larki et Fimbé	2
26	Bounbou	1	82	MbougmaTchiaial et Mbougma Village	2
27	Laihirdohi	1	83	Djabirou et Boliel	2
28	Béré I et Laïndé Modibo	2	84	Djangana	1
29	Béré II et Mayo Bani Haman	2	85	Tatou	1
30	Mayo Laye	1	86	Assaka	1
31	Doukroum et Carrefour Doukroum	2	87	Djagol	1
32	Lerka, Goni et Koindjoing	3	88	Mbella Kossam	1
33	Taparé et Djamaré	2	89	Djaouro Souley	1
34	Bodal	1	90	Ouro Goudron	1
35	Mayo Wondé Windé	1	91	Angri Wassali	1
36	Hetchourou	1	92	Angari Ladan	1
37	Bari, Somessis et Koubadjé	3	93	Dami	1
38	Laïndé Bani, Téwaré, Mayel Pouldebbo et kara	4	94	Atoubaille	1
39	Louga Tchabal	1	95	Zina Ballam	1
40	Alarba	1	96	Nassarao david	1
41	Djadjoui	1	97	Windé Mbaillam	1
42	Abakoura	1	98	Maidjamba	1
43	Mayel Borodji	1	99	Blama Moussa	1
44	Laïndé Djaoulé	1	100	Pakli	1
45	Djoundi	1	101	Gaïna	1
46	Djipordé, Ketchel Alim	2	102	Abba Adam	1
47	Damdjel	1	103	Alpha	1
48	Badissem	1	104	Bounerou	1
49	Ouro Goni	1	105	Djigam	1
50	Yola Mbodéwa	1	106	Taparéou	1
51	Yadia	1	107	Boderi	1
52	Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi	3	108	Tchapoma	1
53	Baikoua	1	109	Biri	1
54	Dokérol I	1	110	Mayo Labi	1
55	Sénago et Souki	2	111	Djabbiré	1
56	Mayo ketchel Djerwing	2			

Tableau :1 liste de villages

4.2 Milieu biophysique

4.2.1 Le climat

Le climat est du type soudanien. L'année se subdivise en deux grandes saisons d'égales durées. La saison pluvieuse va d'avril à octobre. La pluviométrie annuelle est de l'ordre de 900 voire 1300 millimètres. Les précipitations sont irrégulières et se concentrent préférentiellement autour du mois de d'août. La saison sèche s'étend entre les mois de novembre et mars. Les variations thermiques sont importantes. Les températures sont de l'ordre de 28°C en saison pluvieuse, 17°C en saison de forte fraîcheur, et remontent autour de 40°C en périodes chaudes. L'amplitude thermique annuelle est de l'ordre de 23°C. Elle est caractéristique des zones chaudes d'Afrique.

4.2.2 Les sols

La nature des sols est fonction de la topographie du milieu. Ceux situés en zone d'altitude ont une forte teneur en sable. La prédominance latéritique leur donne une coloration rougeâtre. Au fur et à mesure que l'on tend vers la base, leur teneur en argile augmente. Au niveau médian, les sols sont de type argilosableux. Les sols des bas-fonds sont fortement argileux résultant d'une accumulation des détritiques. En général, les sols latéritiques ont tendance à libérer assez facilement les éléments fertilisants. C'est ce qui rend itinérante l'agriculture de ce milieu. La ville de Rey-Bouba se trouve ceinturée par des bas-fonds aux caractéristiques pédologiques particulières (voir carte pédologique ci-dessous). Ces sols hydromorphes ont une teneur en argile élevée et restent engorgés toute l'année du fait de l'inondation. Ces sols reçoivent des dépôts alluvionnaires provenant de l'érosion hydrique que subissent les sols des parties immergées.

CARTE PÉDOLOGIQUE DU CAMEROUN

REY BOUBA

©1999 par P. BRABANT

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE OUTRE-MER
CENTRE DE YAOUNDE



- LEGENDE**
- SOLS MINÉRAUX BRUTS D'ORIGINE NON CLIMATIQUE D'ÉBROUON (LITHOCLUSTES)**
 - 1 Sur roches ébrouon
 - SOLS PEU ÉVOLUÉS D'ORIGINE NON CLIMATIQUE (LITHOCLUSTES)**
 - 2 Sur roches ébrouon
 - 3 Sur conglomérats
 - 4 Sur conglomérats
 - 5 Sur conglomérats
 - 6 Sur conglomérats
 - 7 Sur conglomérats
 - 8 Sur conglomérats
 - 9 Sur conglomérats
 - 10 Sur conglomérats
 - 11 Sur conglomérats
 - 12 Sur conglomérats
 - 13 Sur conglomérats
 - 14 Sur conglomérats
 - 15 Sur conglomérats
 - 16 Sur conglomérats
 - 17 Sur conglomérats
 - 18 Sur conglomérats
 - 19 Sur conglomérats
 - 20 Sur conglomérats
 - 21 Sur conglomérats
 - 22 Sur conglomérats
 - 23 Sur conglomérats
 - 24 Sur conglomérats
 - 25 Sur conglomérats
 - 26 Sur conglomérats
 - 27 Sur conglomérats
 - 28 Sur conglomérats
 - 29 Sur conglomérats
 - 30 Sur conglomérats
 - 31 Sur conglomérats
 - 32 Sur conglomérats
 - 33 Sur conglomérats
 - 34 Sur conglomérats
 - 35 Sur conglomérats
 - 36 Sur conglomérats
 - 37 Sur conglomérats
 - 38 Sur conglomérats
 - 39 Sur conglomérats
 - 40 Sur conglomérats
 - 41 Sur conglomérats
 - 42 Sur conglomérats
 - 43 Sur conglomérats
 - 44 Sur conglomérats
 - 45 Sur conglomérats
 - 46 Sur conglomérats
 - 47 Sur conglomérats
 - 48 Sur conglomérats
 - 49 Sur conglomérats
 - 50 Sur conglomérats
 - 51 Sur conglomérats
 - 52 Sur conglomérats
 - 53 Sur conglomérats
 - 54 Sur conglomérats
 - 55 Sur conglomérats
 - 56 Sur conglomérats
 - 57 Sur conglomérats
 - 58 Sur conglomérats
 - 59 Sur conglomérats
 - 60 Sur conglomérats
 - 61 Sur conglomérats
 - 62 Sur conglomérats
 - 63 Sur conglomérats
 - 64 Sur conglomérats
 - 65 Sur conglomérats
 - 66 Sur conglomérats
 - 67 Sur conglomérats
 - 68 Sur conglomérats
 - 69 Sur conglomérats
 - 70 Sur conglomérats
 - 71 Sur conglomérats
 - 72 Sur conglomérats
 - 73 Sur conglomérats
 - 74 Sur conglomérats
 - 75 Sur conglomérats
 - 76 Sur conglomérats
 - 77 Sur conglomérats
 - 78 Sur conglomérats
 - 79 Sur conglomérats
 - 80 Sur conglomérats
 - 81 Sur conglomérats
 - 82 Sur conglomérats
 - 83 Sur conglomérats
 - 84 Sur conglomérats
 - 85 Sur conglomérats
 - 86 Sur conglomérats
 - 87 Sur conglomérats
 - 88 Sur conglomérats
 - 89 Sur conglomérats
 - 90 Sur conglomérats
 - 91 Sur conglomérats
 - 92 Sur conglomérats
 - 93 Sur conglomérats
 - 94 Sur conglomérats
 - 95 Sur conglomérats
 - 96 Sur conglomérats
 - 97 Sur conglomérats
 - 98 Sur conglomérats
 - 99 Sur conglomérats
 - 100 Sur conglomérats
 - VERTISOLS A ORIGINE EXTERNE NUL OU REDUIT A STRUCTURE ANGULAIRE HYDROMORPHE ET OU ALLOMORPHE**
 - 1 Sur alluvions argileuses
 - SOLS BRUNIFÈRES BRUNIFÈRES DES PAYS TROPICAUX VERTISOLS HYDROMORPHE ET PEU ÉVOLUÉS**
 - 1 Sur granite
 - SOLS A SESOYKOYDIÉS DE FER FERRUGINEUX TROPICAUX BRUNIFÈRES MÉSOLUX**
 - 1 Sur autres matériaux (argiles d'accumulation)
 - 2 Sur matériaux argileux à kaolinite
 - 3 Sur roches ébrouon
 - 4 CONCRETIONS
 - 5 Sur roches acides
 - 6 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 7 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 8 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 9 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 10 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 11 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 12 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 13 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 14 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 15 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 16 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 17 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 18 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 19 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 20 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 21 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 22 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 23 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 24 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 25 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 26 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 27 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 28 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 29 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 30 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 31 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 32 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 33 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 34 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 35 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 36 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 37 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 38 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 39 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 40 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 41 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 42 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 43 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 44 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 45 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 46 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 47 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 48 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 49 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 50 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 51 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 52 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 53 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 54 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 55 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 56 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 57 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 58 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 59 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 60 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 61 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 62 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 63 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 64 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 65 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 66 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 67 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 68 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 69 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 70 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 71 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 72 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 73 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 74 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 75 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 76 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 77 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 78 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 79 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 80 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 81 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 82 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 83 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 84 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 85 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 86 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 87 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 88 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 89 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 90 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 91 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 92 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 93 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 94 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 95 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 96 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 97 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 98 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 99 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - 100 Sur matériaux d'altération à kaolinite
 - FERRALITHOLES FAIBLES RESSAIS CALCAIRES ET LESSIVÉS MÉSOLUX SANS ACCUMULATION CALCAIRE**
 - 1 Sur roches ferreuses massives
 - TROPICAUX LESSIVÉS (unité d'apparement) MÉSOLUX**
 - 1 Sur grès argileux ou alluvions
 - SEMANTÈRES**
 - 1 Sur matériaux à argiles gonflantes
 - HYDROMORPHE**
 - 1 Sur matériaux à argiles gonflantes
 - SOLS HYDROMORPHE MINÉRAUX A CLAY / PEU PROFOND**
 - 1 Sur alluvions
 - A PÉDOLOGIE A NAPPES PEU PROFONDES FACÈS BRÈVES LOCALMENT TRÈS BRÈVES**
 - 1 Sur matériaux
 - 2 Sur matériaux
 - 3 Sur matériaux
 - 4 Sur matériaux
 - 5 Sur matériaux
 - 6 Sur matériaux
 - 7 Sur matériaux
 - 8 Sur matériaux
 - 9 Sur matériaux
 - 10 Sur matériaux
 - 11 Sur matériaux
 - 12 Sur matériaux
 - 13 Sur matériaux
 - 14 Sur matériaux
 - 15 Sur matériaux
 - 16 Sur matériaux
 - 17 Sur matériaux
 - 18 Sur matériaux
 - 19 Sur matériaux
 - 20 Sur matériaux
 - 21 Sur matériaux
 - 22 Sur matériaux
 - 23 Sur matériaux
 - 24 Sur matériaux
 - 25 Sur matériaux
 - 26 Sur matériaux
 - 27 Sur matériaux
 - 28 Sur matériaux
 - 29 Sur matériaux
 - 30 Sur matériaux
 - 31 Sur matériaux
 - 32 Sur matériaux
 - 33 Sur matériaux
 - 34 Sur matériaux
 - 35 Sur matériaux
 - 36 Sur matériaux
 - 37 Sur matériaux
 - 38 Sur matériaux
 - 39 Sur matériaux
 - 40 Sur matériaux
 - 41 Sur matériaux
 - 42 Sur matériaux
 - 43 Sur matériaux
 - 44 Sur matériaux
 - 45 Sur matériaux
 - 46 Sur matériaux
 - 47 Sur matériaux
 - 48 Sur matériaux
 - 49 Sur matériaux
 - 50 Sur matériaux
 - 51 Sur matériaux
 - 52 Sur matériaux
 - 53 Sur matériaux
 - 54 Sur matériaux
 - 55 Sur matériaux
 - 56 Sur matériaux
 - 57 Sur matériaux
 - 58 Sur matériaux
 - 59 Sur matériaux
 - 60 Sur matériaux
 - 61 Sur matériaux
 - 62 Sur matériaux
 - 63 Sur matériaux
 - 64 Sur matériaux
 - 65 Sur matériaux
 - 66 Sur matériaux
 - 67 Sur matériaux
 - 68 Sur matériaux
 - 69 Sur matériaux
 - 70 Sur matériaux
 - 71 Sur matériaux
 - 72 Sur matériaux
 - 73 Sur matériaux
 - 74 Sur matériaux
 - 75 Sur matériaux
 - 76 Sur matériaux
 - 77 Sur matériaux
 - 78 Sur matériaux
 - 79 Sur matériaux
 - 80 Sur matériaux
 - 81 Sur matériaux
 - 82 Sur matériaux
 - 83 Sur matériaux
 - 84 Sur matériaux
 - 85 Sur matériaux
 - 86 Sur matériaux
 - 87 Sur matériaux
 - 88 Sur matériaux
 - 89 Sur matériaux
 - 90 Sur matériaux
 - 91 Sur matériaux
 - 92 Sur matériaux
 - 93 Sur matériaux
 - 94 Sur matériaux
 - 95 Sur matériaux
 - 96 Sur matériaux
 - 97 Sur matériaux
 - 98 Sur matériaux
 - 99 Sur matériaux
 - 100 Sur matériaux
 - A AMPHIBOLITE A DÉVELOPPEMENT DE NAUPE PHASETIQUE DE FOS FACÈS BRÈVES**
 - 1 Sur roches et matériaux volcaniques divers
 - SOLS SODIQUES A STRUCTURE DÉGRADÉE A HORIZON BLANC SOLONCHTS SODIQUES**
 - 1 Sur alluvions
 - LES CARRÉS MARQUÉS D'UN ASTÉRISQUE NE FIGURENT QUE DANS LES COMPARAISONS**
 - SEQUENCES**
 - 1 SOLS TROPICAUX LESSIVÉS MÉSOLUX
 - 2 SOLS HYDROMORPHE ET VERTISOLS
 - 3 Sur alluvions de grès argileux ou sur alluvions
 - 4 SOLS TROPICAUX LESSIVÉS BRUNIFÈRES
 - 5 SOLS TROPICAUX LESSIVÉS BRUNIFÈRES
 - 6 SOLS TROPICAUX LESSIVÉS BRUNIFÈRES
 - 7 Sur granite ou gneiss
 - 8 SOLS HYDROMORPHE LESSIVÉS ET VERTISOLS
 - 9 SOLS TROPICAUX LESSIVÉS BRUNIFÈRES
 - 10 Sur granite ou gneiss
 - JUSTAPOSITIONS**
 - 1 SOLS FERRUGINEUX TROPICAUX MÉSOLUX
 - 2 SOLS HYDROMORPHE ET VERTISOLS
 - 3 SOLS HYDROMORPHE A PÉDOLOGIE
 - 4 SOLS VERTISOLS HYDROMORPHE SOLONCHTS SODIQUES
 - 5 Sur alluvions
 - 6 SOLS HYDROMORPHE A PÉDOLOGIE
 - 7 SOLS VERTISOLS HYDROMORPHE
 - 8 Sur alluvions

Carte 2 : Carte pédologique de la commune de Rey-Bouba (source IRD)

4.2.3 Le relief

Le relief est très accidenté. Il est formé de montagnes dont la plus importante est Taparé. C'est le plus haut sommet de cette région. Ce relief est favorable à la formation des bas-fonds propices à l'agriculture. Cette topographie accélère le processus érosif du milieu. Le relief est responsable des phénomènes complexes conduisant à une perte de fertilité.

4.2.4 L'hydrographie

La Commune de Rey-Bouba est parcourue par quelques cours d'eau dont le plus important est le Mayo-Rey qui traverse la Commune sur presque toute sa longueur. Des cours d'eau de moindre importance notamment Mayo Rya se retrouve dans le même espace géographique.



Photo 2: Le Mayo-Rey

4.2.5 La faune

La brousse autour de la Commune de Rey-Bouba regorge d'espèces animales faisant de cette espace géographique un lieu assez sécurisant. Son étendue spatiale permet à une diversité d'espèce animale d'y trouver refuge parfois même si leur niche écologique se trouve constamment menacé à cause d'un développement conséquent de l'agriculture et de l'élevage. Ces activités empiètent sans arrêt sur la brousse affectant de manière indéniable l'écosystème. Les espèces animales en raréfaction notamment les familles des grandes antilopes, les éléphants, les buffles, et la majorité des fauves des savanes d'Afrique peuvent s'y rencontrer. La zone du parc national de Bouba Ndjidda, la Zone Cynégétique 11 et 10, le grand Capitaine ou Mboukma village sont des fiefs ou évoluent des animaux sauvages facteurs d'attraction des touristes.

4.2.6 La flore

La végétation est typiquement celle des zones soudaniennes. La strate arborée se compose d'essences variées. Les arbres atteignent une taille d'environ 5 voire 20 mètres. Ceux-ci sont exposés à une décimation relative à l'extension des espaces agricoles. Par ailleurs, des exploitants forestiers coupent abusivement les arbres et vendent du bois le long de la route. La strate inférieure se compose des graminées annuelles et pérennes. Ce sont des fourrages riches qui permettent de réaliser une activité pastorale. La fréquence des feux de brousse a tendance à modifier leur cycle biologique.



Photo 3 : Lieu de vente de bois de chauffe

4.2.7 Les aires protégées

L'espace géographique de la Commune a été découpée en zone d'intérêt cynégétiques (ZIC), dans l'optique de mettre en défend ces espaces afin de provoquer une régénération des espèces animales et végétales. Ce sont des zones sous haut contrôle des gardes chasse sensés assuré la pérennité et le développement des espèces animales et végétales.

Le parc de Bouba-Ndjidda est d'un intérêt capital pour assurer un refuge aux espèces menacées. Ce parc a une renommée internationale et draine chaque année des milliers de touristes de part le monde. D'autres zones que sont Mboukma et le Grand Capitaine sont des domaines privés. Les animaux à haut potentiel pour le tourisme s'y rencontrent et permettent d'accroître les rentrées des devises au niveau du trésor public et de manière indirecte à la commune. Les zones de chasses privées autour de Mayo Rya et Nambaké sont des domaines autour desquelles évoluent des espèces animales ciblées par des chasseurs professionnels venant des pays développés pour leurs trophées. Ces aires protégées sont sans cesse foulées par les braconniers. Des espèces notamment les antilopes, les phacochères dont la chaire est fortement prisée sont chassés en violant les barrières et en contournant les gardes pour en faire une activité fortement lucrative. En l'espace de 20 ans, les espèces animales des alentours et dans les réserves ont fortement régressé. Les vieux parlent d'une extinction totale de certaines espèces notamment les rhinocéros qui sont prisés pour leur corne servant à la pharmacopée. Ces dernières espèces sont l'objet d'un trafic du niveau international.

4.2.8 Les ressources minières

Les résultats d'une prospection des sous-sols autour de la Commune de Rey-Bouba ne sont pas facilement accessibles. Cependant, il a été récemment découvert une zone aurifère. Cette ressource est exploitée par des particuliers qui œuvrent pour le compte des exportateurs assez nantis, qui tirent exclusivement tous les avantages de cette ressource. La ruée vers l'or est une réalité, et attire des populations provenant des pays lointains tels que le Mali, la Guinée, le Gabon. Ces populations sont installées dans des villages précaires qui disparaissent une fois que l'or se raréfie. Très récemment, l'autorité administrative a tenté de mettre en défend cette zone en attente d'une exploitation industrielle. Cette initiative se butte à une perte d'emploi de plus d'un millier de personnes. Depuis, l'exploitation continue son cours sous peine à tout moment d'heurter la force répréhensible de l'administration. L'installation des chercheurs d'or autour de Mboukma déclenche des hostilités avec des gardiens du parc. Il se pourrait que le foisonnement des hommes autour de cette zone de mise en défend bouleverse les habitudes des animaux, c'est ce qui les pousse à quitter le parc pour d'autres refuges. Par ailleurs ces chercheurs d'or, se transforment progressivement en braconniers. Ils concilient parfaitement leur activité première à la chasse qui semble-t-il devient également lucrative.



Photo 4 : habitat des orpailleurs

4.3 Milieu humain

4.3.1 Historique de la commune

La Commune de Rey-Bouba a été créée en 1960. Son territoire couvrait le territoire du lamidat de Rey-Bouba. Vers les années 1980, elle a été éclatée en plusieurs communes dont celle de Madingrin, de Tcholliré, de Rey Bouba et de Touboro

4.3.2 La démographie

A l'image des Communes d'Afrique à fort taux de croissance démographique, celle de Rey-Bouba a une population essentiellement jeune. Les jeunes de moins de 30 ans représentent près de 2/3 de la population globale de cette Commune. Le taux d'accroissement de la population oscille autour de 3% (Source médecin chef de district de la santé). Cette population se concentre préférentiellement autour des pôles à fortes activités économiques et d'échange. Comme partout ailleurs, les populations sont en train de se désolidariser de l'agriculture pour explorer d'autres activités moins contraignantes qui se développent au même rythme que l'urbanisation de la nouvelle ville. Il s'agit des métiers de call-box, de secrétariat bureautique et de commerce qui emploient des jeunes d'une tranche d'âge comprise entre 20 et 35 ans.

4.3.3 La taille et structure de la population

La Commune est peuplée d'une diversité ethnique. Il y existe un foisonnement ethnique qui résulte d'une dynamique économique basée sur des échanges. La commune compte une population de près de 100 000 âmes qui se concentrent autour de près de 150 villages et quartiers. Ces acteurs sont régis par une organisation sociale traditionnelle qui y joue un rôle important. A la tête de cette organisation sociale siège le Lamido. Celui-ci a mis autour d'un ensemble des villages des Dogari qui à leur tour ont sous leur responsabilité des Djaoros. L'administration traditionnelle a un poids important, et collabore avec l'administration centrale. Autour de telle organisation sociale cohabitent de manière pacifiquement une population issue d'une diversité ethnique et celle-ci conjugue leurs efforts pour promouvoir le développement de leurs villages respectifs. Dans les différentes orientations qu'ils prennent en ce qui concerne la gestion des actions collectives, ils intègrent le point de vu des différentes communautés. C'est ce qui justifie une relation harmonieuse.

4.3.4 Les groupes ethniques et relation interethniques

Les grands groupes ethniques qui peuplent cette commune demeurent les Peulhs, les Damas, Les Lélés, Les Toupouri, les Dourous, les Moundang, les Gambaye. Ceux-ci sont installés autour des quartiers où ils peuvent exprimer leur attachement aux valeurs culturelles propres d'une part, et à la mise sur pied des stratégies d'entraides propices à un développement communautaire d'autre part. Bien que présentant de nombreuses disparités, ces différents groupes ethniques, cohabitent pacifiquement. Les tensions d'ordre tribales à caractère exclusif n'existent nulle part. Les différentes communautés sont absorbées par une recherche d'une stabilité d'ordre économique au point d'établir des liens d'interdépendances redevables à la spécialisation de chaque groupe en rapport avec ses capacités productrices.

4.3.5 Les religions

Trois religions sont courantes au sein de cette Commune. Celle qui concerne près de 45% de la population locale demeure l'islam. Elle compte parmi les fidèles les Peulhs, Les Damas, les Monos, les Mboum, les Dourou et quelques islamisés parmi les populations

venant de la Région de l'Extrême-Nord. Le christianisme est une religion qui concerne plusieurs groupes ethniques et comptent dans le rang de ses fidèles près de 35% de la population. 15% de cette communauté continue à pratiquer la religion authentiquement africaine.

4.3.6 La mobilité de la population

Les raisons évidentes qui sont à la cause de la mobilité de la population locales restent liées à l'accès à l'éducation pour les jeunes en âge scolarisable. Il s'agit pour ces derniers de quitter leur village respectif pour s'inscrire dans des établissements secondaires situés soit à Rey-Bouba soit dans le Lycée de Baïkoua. C'est ce qui semble demander des frais de séjour important. La création de quelques établissement secondaires devra avoir un impact significatif sur l'augmentation du taux de scolarisation d'une part et réduirait pour autant les coûts liés à l'accès à l'enseignement secondaire d'autre part.

Par ailleurs, les déplacements liés aux échanges sont également importants. La zone de Rey-Bouba demeure assez productive en agriculture. Des marchands relient cette Commune aux différentes zones de consommation que sont les centres urbains des grandes métropoles régionales. Ces échanges concernent également l'approvisionnement de cette commune en biens de consommation courante. Ceux-ci proviennent de Garoua. Des échanges internes à la commune existent. C'est le cas des grands marchés de Baïkoua et de Dobinga qui drainent assez de commerçants. D'autres marchés notamment de Madingring et de ceux autour de Touboro demeurent des zones actives relatives aux échanges commerciaux.

Par ailleurs, des raisons sanitaires pour des cas graves nécessitant une évacuation conduisent les familles nantis à se rechercher des soins assez fins autour des différents centres hospitaliers de Garoua.

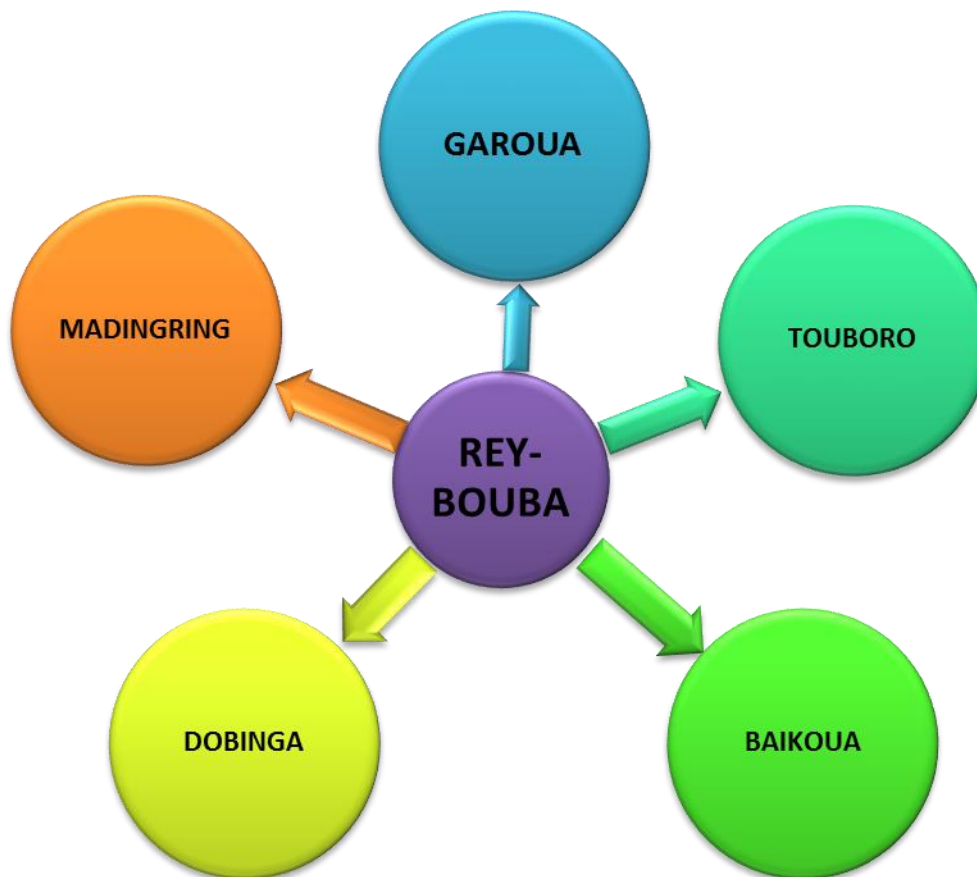


Figure 1 : CARTE DE MOBILITE DE REY-BOUBA

4.3.7 La caractérisation des populations vulnérables

4.3.7.1 Le cas des autochtones

La différenciation entre allogènes et autochtones ne se dessine pas de manière nette dans les communautés. En effet le problème de la compétitivité par rapport aux ressources naturelles ne se pose pas encore. La commune est vaste et regorge des ressources. L'accès à la terre pour une population à 80% agricole est encore possible. Au contraire, il se dégage une cohabitation assez parfaite entre les populations qui avaient migré en masse pour occuper les terres de cette commune. Celles-ci semblent bien intégrées et ont un respect notoire des valeurs coutumières et culturelles locales. Une forte intégration des allogènes a permis d'atténuer cette différenciation sociale.

4.3.7.2 Les populations vulnérables (handicapés, vieillards, enfants de la rue)

La commune ne pourrait brutalement se soustraire de la pauvreté au point de présenter une image parfaite d'elle-même, sans que des entorses sociales que sont les personnes vulnérables n'apparaissent. Comme partout ailleurs, ces populations marginales existent, et la commune compte tenu de son devoir, n'arrive pas à les prendre en charge. La notion d'entraide à tout son sens dans cette société africaine. La contribution des parents et proche parents dans la prise en charge des personnes vulnérables est conséquente. C'est ce qui évite de voir errer dans la rue les sans abri. Par ailleurs, il existe au sein de la commune un domicile des orphelins. Ces jeunes qui ont précocement perdu leurs parents sont encadrés,

logés dans un cadre qui rappelle celui de la famille. Ils y reçoivent une éducation et une formation qui facilite quelque peu leur insertion sociale.

4.3.7.3 Les autres populations vulnérables

Les inégalités sociales ont favorisé la catégorisation d'une couche sociale dite vulnérables. Celle-ci se trouve à la marge des activités de production et d'accès aux ressources. Il s'agit particulièrement des jeunes désœuvrés, pour lesquels l'accès aux moyens de production reste quasi impossible. D'autres, les femmes, les veuves et les orphelins surpris par le décès précoce du chef de ménage se retrouvent dans une précarité qui affecte lourdement leurs conditions d'existence. Il en est de même des personnes handicapées, notamment, les handicapées moteurs, sans prise en charge sociale, se retrouvent à la merci du système d'entraide que la société africaine semble de nos jours renier. Cette couche de la société est en croissance au fur et à mesure qu'évolue une économie de marché, au détriment d'une économie traditionnelle soutenue par la notion d'entraide. La couche vulnérable au sein de cette commune semble se chiffrée à près de 10% de la population globale de la Commune.

4.3.8 L'organisation sociale

L'organisation sociale est primordiale pour la promotion des actions de développement. Les différents villages sont organisés autour des chefferies traditionnelles dont le système organisationnel tient compte des valeurs lignagères propres. Les ethnies autochtones occupent les différents titres de noblesse. Son influence reste importante autour des actions mises en œuvre dans la promotion du développement. La société a une organisation pyramidale au sommet duquel siège le Laamido.

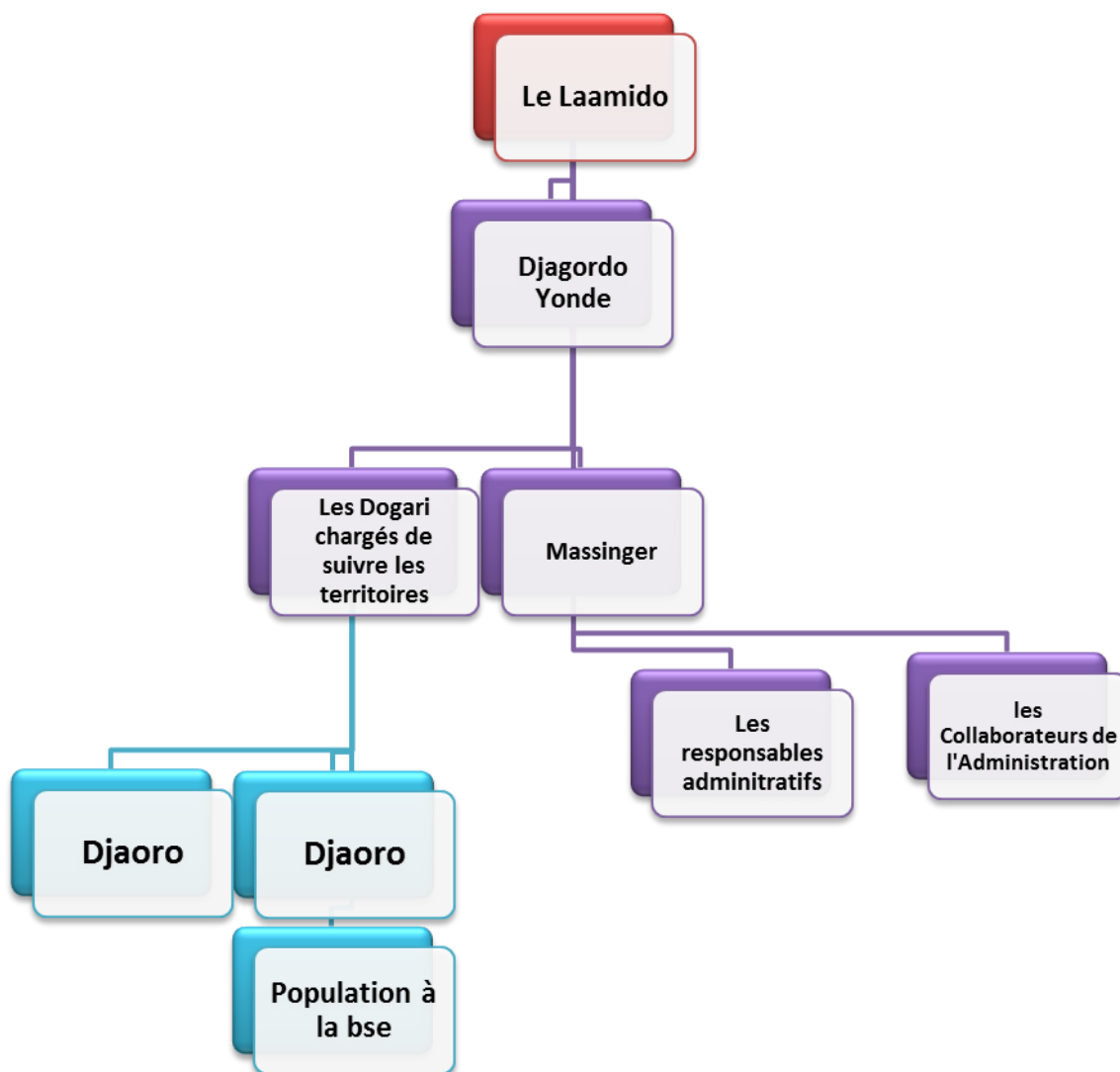


Figure 2 : Organisation sociale à Rey-Bouba



Photo 5: Le Lamidat de Rey-Bouba

Depuis ces dernières décennies, d'autres types d'organisations sociales ont vu le jour, ce sont les groupements qui sont mis en place pour permettre à une minorité de mettre en commun leur force pour accéder au développement. Ce sont les associations les GIC. Ces types d'organisations paysannes ont pris de l'importance au niveau de la commune.

Les organisations paysannes jouent un rôle important dans la promotion des actions de développement. Ceux qui ont une vocation de production et de commercialisation de coton sont en voie de professionnalisation. 66 GIC couvrent la production et la commercialisation du coton au sein de la commune. Ils constituent en quelques sortes une interface entre les producteurs d'une part, et la SODECOTON d'autre part. 06 d'entre eux n'ayant pas respectés les clauses contractuelles se sont vu retirés certains agréments dans le cadre de leur collaboration avec la SODECOTON.

D'autres organisations permettent de mobiliser certains acteurs autour des activités bien précises. Cette forme d'organisation a cet avantage de faciliter leur relation contractuelle avec certaines institutions et favorise l'encadrement et la formation des producteurs dans leur rôle.

4.3.9 L'habitat

L'habitat reste assez diversifié. A côté de la case traditionnelle, respectant les normes architecturales héritées d'une tradition locale, s'édifient des bâtiments modernes assez complexes reflétant un décollage économique du milieu. Cette diversité n'est pas compartimentée en quartier riche et quartier de pauvre. C'est un foisonnement qui tolère

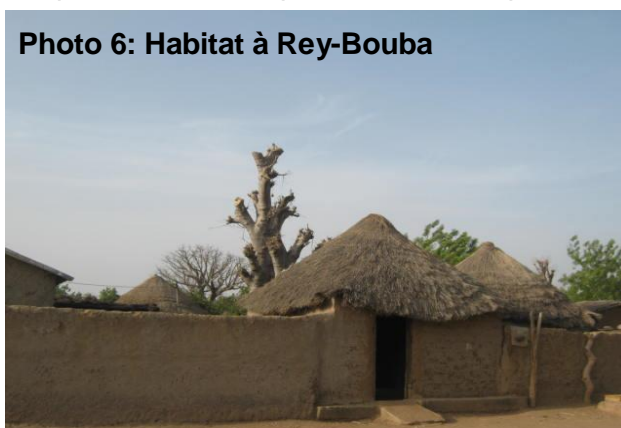


Photo 6: Habitat à Rey-Bouba

encore une bonne cohabitation. Il n'est pas exclu de voir dans le paysage, une maison moderne superbement construite en matériaux définitifs à côté d'une autre à la toiture de paille, et aux murs en terre battue. La physionomie de la Commune dans sa zone urbaine est en nette modification due à la volonté des élites de transformer l'habitat traditionnel en des maisons modernes. Cette transformation n'est pas automatique. Elle est lente et tient compte essentiellement d'une ascension sociale.

4.3.10 Le zonage de l'espace communal

L'espace communal se subdivise en deux grandes zones essentielles. Il s'agit du milieu rural et de la zone urbaine. Le milieu rural plus vaste, couvre près 90% de l'espace géographique de cette Commune. C'est également là où se concentre la majeure partie de sa population qui a une vocation d'agropasteurs. L'économie locale est supportée par cette partie de la population qui produit près des deux tiers des ressources propres de la Commune.

4.3.11 Le système foncier

Le domaine foncier se subdivise en espaces collectifs et en espaces individuels. Le patrimoine collectif reste sous la gestion des chefs traditionnels. Ces deniers définissent le mode d'utilisation. Ce domaine se compose des espaces en friches et des pâturages. Ils permettent de procéder aux morcellements dans l'objectif d'étendre les espaces agricoles, de délimiter les aires de pâturages et de conserver une réserve foncière. Cette action concerne particulièrement les hommes. Les propriétés individuelles sont gérées par les chefs d'exploitations. L'accès à cette ressource se fait par métayage et par legs.

4.3.12 Les activités économiques

4.3.12.1 L'agriculture rurale et périurbaine

Aussi bien en zone urbaine que dans celle dite périurbaine, l'agriculture s'est développée autour de quelques spéculations dont le savoir-faire paysannal a su maîtriser, adopter et progressivement améliorer au point de le concilier avec leur environnement.

Le Maïs : aliment de base a progressivement substitué le sorgho pour devenir la première culture de subsistance. Les premières variétés furent les butaali pulfuli qui étaient cultivées juste pour palier la carence alimentaire et était consommé sous forme bouilli. Ce maïs avait un cycle relativement long. Progressivement, une nouvelle variété fut introduite autour des années 1980 par le Projet SEMNORD, qui avait une vocation de recherche-développement et qui oeuvrait dans la recherche variétale. Leurs actions ont été relayées par la SODDECOTON qui à son tour a fait un effort dans la vulgarisation de la variété précoce à cycle court. Ce maïs a un cycle biologique de deux mois et demi. Actuellement, les emblavures en maïs représentent près des deux cinquièmes des espaces cultivables.

Le coton : demeure la seule culture commerciale. Introduite à l'époque coloniale, elle fut au départ une culture du colonisateur, tant les familles étaient contraintes par le concours des chefferies à la cultiver. Progressivement, l'engouement pour un gain en un seul tenant d'une somme d'argent hors de portée, des familles paysannes a été plus convainquant. Actuellement, toutes les familles agricoles produisent du coton et sont membres des organisations de base mise sur pied par la SODECOTON. Ainsi les groupements de producteurs ont vu le jour et ont hérité une partie du service d'encadrement naguère assuré par la SODECOTON. Ils sont chargés du suivi de la production et du suivi de la commercialisation du coton. L'une des innovations que les producteurs déplorent reste leur organisation en cercles de caution solidaire. Cette forme de garantie permettant à l'accès au crédit intrant, donne une opportunité aux paysans verveux de dérober du crédit puisqu'il est supporté par l'ensemble des membres du cercle. Certains producteurs se détournent progressivement de cette culture tant le système organisationnel autour de cette culture ne cadre plus avec leur préoccupation.

L'arachide : Cette culture tient une place importante dans l'économie de cette commune. La production locale est vendue dans tous les marchés de la Région septentrionale. Elle s'est développée autour de deux variétés que sont les biriji Nyawi et biriji Merejeji. La première plus oléagineuse est prisée par les femmes transformatrices spécialisées dans la production

d'huile végétale. Cette variété est introduite très récemment et semble répondre aux conditions de production locale. L'autre variété est destinée à la préparation des mets dont la bouillie. Elle constitue également une culture commerciale tant la demande provient des différents marchés du Cameroun.

Le Soja : cette culture est assez récente. Elle a été entièrement adoptée par les producteurs et occupe désormais une place importante. Les emblavures semblent conséquentes. Le soja bien que ne rentrant pas dans les habitudes culinaires locales, intéressent les producteurs. C'est une spéculation qui se vend et génère des revenus importants. La production locale est demandée par les industries agroalimentaires et constitue un ingrédient dans les biscuiteries et les compléments alimentaires des nouveaux nés.

Le Manioc : est une tubercule qui est produite et complète l'alimentation locale. Le manioc doux consommé cru et parfois bouilli. Il contribue dans la régulation des disettes. Le Manioc amer (à fort taux de cyanure) est destinée à la fabrication de la farine. Cette culture est produite pour une consommation locale et parfois est écoulee dans les marchés de la Région.

La patate : Elle est cultivée dans les bas fonds. La patate demeure une culture qui intervient en période de soudure avant le battage du maïs. Les opportunités d'une extension et d'une intensification de cette spéculation existe.

Bien que la zone urbaine présente des spécificités, elle est mise en valeur autant que les espaces ruraux. Tout autour se produit de spéculation notamment en céréales (maïs), en coton, arachides et les autres légumineuses. La contrainte ici est que cette activité ne s'étant pas sur des superficies importantes. Ce sont des parcelles qui sont aménagées au sein des zones d'extension de la ville. A terme, la ville finira par empiéter sur cet espace agricole. Bien qu'elle occupe des petites superficies, elle arrive à compléter de manière conséquente les revenus des ménages.

En réalité, cette agriculture connaît assez des contraintes. Les producteurs se trouvent engagés dans un cycle d'endettement sous-tendu par un calendrier agricole qui place les seuls revenus des paysans à la récolte.

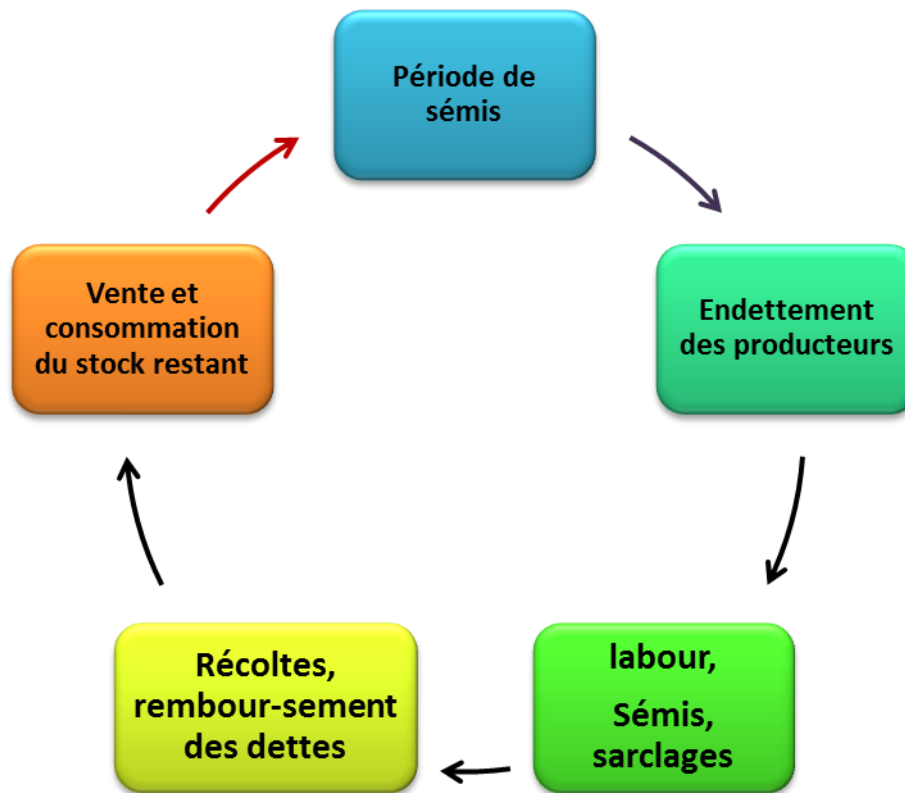


Figure 3 : CYCLE D'ENDETTEMENT AGRICOLE A REY-BOUBA

Le calendrier agricole des zones urbaines de Rey-Bouba est moins chargé, preuve que cette activité demeure une occupation qui ne garantit pas aux ménages l'essentiel de leur revenus. En dehors de périodes de travaux champêtres, le reste de temps est valorisé pour mener d'autres activités productives.

Activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Nettoyage des parcelles					■	■	■					
Labour						■	■					
Sémi						■	■					
Démarrage et épandage d'engrais						■	■	■				
Premier sarclage							■	■	■			
Deuxième sarclage							■	■	■			
Buttage								■	■			
Récoltes										■	■	■
Passage des animaux et dépôt de bouse	■	■	■	■	■							■
Saison sèche	■	■	■	■	■	■						

Tableau 2 : Calendrier agricole des zones urbaines

4.3.12.2 La sylviculture

L'activité sylvicole n'est pas rentrée dans les habitudes économiques locales. La retenue de Maga qui se prolonge sur près de 2/3 sur les terres de Rey-Bouba reste une aubaine. En effet, profitant du fait que les pêcheurs peuvent encore directement accéder aux poissons dans cette retenue, aucun effort n'est consenti pour produire des espèces qu'il faudrait sélectionner.

4.3.12.3 L'élevage

La commune de Rey Bouba est propice à l'activité pastorale. Naguère cette activité était pratiquée par des peulhs sédentaires. Ces derniers exploitaient les pâturages des abords des villages et les repoussent des graminées après le passage du feu offraient un pâturage riche et abondant. Avec le phénomène de bouleversement climatique, Les pâturages se sont conséquemment appauvris.

Les espèces bovines locales, ne pouvant supporter le climat qui semble devenir de plus en plus rude sont progressivement remplacées. Progressivement, ces élevages ont progressivement adoptés les na'i Daneeji, bororoji, espèces qui semblent être plus rustiques. Les vaches bororo composent aujourd'hui l'essentiel des cheptels de cette Commune. Les pâturages autour des villages ne suffisent plus, le monde pastoral subit un énorme bouleversement. Les éleveurs itinérants qui autrefois migraient sans arrêt, se sédentarisent, c'est le cas des Bororo. Les éleveurs Peulhs sédentaires mettent en pratique la transhumance totalement méconnue vers les années 90. Tous semblent converger vers un système pastoral unique, valorisant à la fois le mode extensif, rayonnant autour d'un domaine agricole et mettant en valeur les pâturages des zones hôtes lors des grandes transhumances.

L'espace de cette Commune bien que s'appauvrissant et n'offrant pas des conditions pastorales optimales, attire les éleveurs menacés par une forte insécurité au sein des pays frontaliers que sont le Tchad et la RCA. Depuis, elle subit une forte pression due à foisonnement des élevages favorisant l'intrusion des épizooties. Il peut se constater également que l'augmentation des cheptels ne s'arrime pas aux appuis notamment en termes d'infrastructures d'accompagnement. Il n'existe pas assez de point d'eau aménagé pour desservir plus de cent têtes de bovins. Ainsi l'activité pastorale, depuis ces dernières décennies, subit des contraintes que les différents acteurs tentent résolument de solutionner.

L'élevage est du type extensif. Cette activité continue à perpétuer les pratiques traditionnelles. La différenciation entre les éleveurs autochtones et les Bororos nomades n'existe plus. Ils se sont fixés autour des villages de Bassari, Sabongari, Anina, Rey-Bouba, Alpha, Maïdjamba, Assaka, Doléré, et Tatou. Ils ont également des campements à Lesdi Mboderi, Batao, Mayo-Wondé, Badjari, Baikoua, Sinassi Djourddé et Babororo. Ces derniers sont progressivement en train de se sédentariser et épouser les mêmes pratiques pastorales que les locaux. Ils deviennent progressivement des agro éleveurs puisqu'ils investissent en agriculture et valorisent les différentes zones de parage d'animaux.

En effet, en période de forte pression due à la sécheresse, les élevages vont en transhumance pour libérer les espaces autour des villages qui peuvent être valorisés en agriculture. Ainsi, ces terrains occupés par les animaux libèrent assez de fertilité pour les cultures.

Les pâturages se rétrécissent progressivement au détriment des zones pastorales. L'accroissement démographiques perpétué par les grands mouvements migratoires des années 1990 ont accru la demande en terres cultivables. A chaque fois qu'un paysan

s'enrichi, le premier investissement qu'il effectue reste de se constituer un troupeau de bovins. En l'espace de quelques années, l'espace autour de Rey-Bouba concentre des conflits agropastoraux.

La création des ZIC et des zones de mise en défend contraste le développement pastoral.

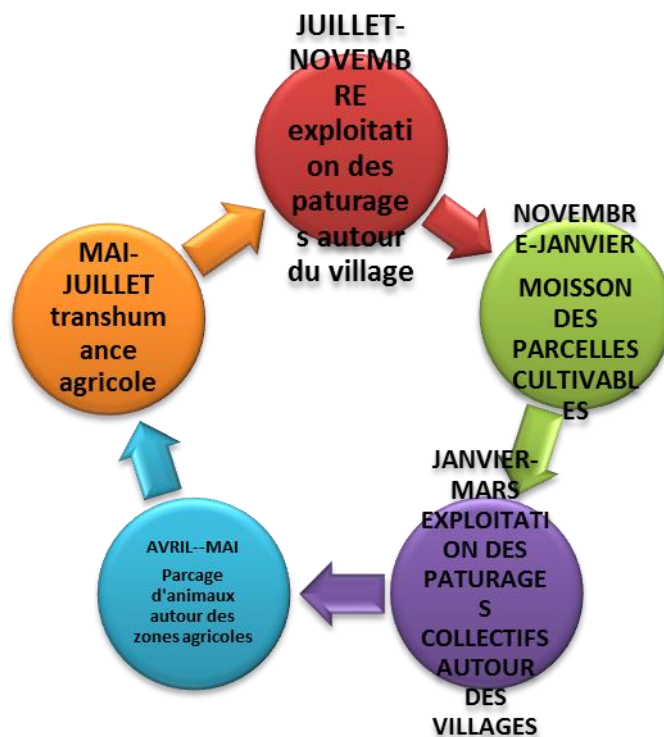
Dans le domaine de la pêche, cette activité ne produit pas une fiscalité locale comparable aux produits qui y sont prélevés. La Commune accuse un manque à gagner important. Il serait nécessaire que la Commune affecte sur place une équipe qui élabore un répertoire des pêcheurs et qu'elle négocie avec ceux-ci d'une forme de paiement des redevances qui permettra de limiter les fuites des ressources financières.

Du fait du développement agricole, les éleveurs pratiquent une transhumance juste pour éviter la démultiplication des conflits agropastoraux. Ainsi, le tableau qui suit pourra situer quelques zones de départ et le lieu d'accueil des transhumants.

Villages de départ	Villages d'accueil des transhumants	Délimitation
Alpha et Bassari	Djourdé	Espace Communal
Doléré	Batao	Espace Communal
Sinassi	Mbodéri	Espace Communal
Goumbaïré	Layndé Bani	Espace Communal
Maradi et Wafango	Vogzom	Hors de l'espace communal
Tatou	Wafango	Espace Communal

Tableau 3 : Les zones de transhumance

Le système pastoral fonctionne selon le cycle ci-dessous



CYCLE D'EXPLOITATION DES PATURAGES



Photo 5: Abreuvement des animaux dans la retenue de Lagdo

La contrainte liée à l'accès d'eau aussi bien pour les animaux que pour les besoins domestiques reste une réalité. La retenue de Lagdo autour de Alpha alimente à la fois aussi bien le bétail que les différentes familles aux alentours.

L'Etat accompagne les activités pastorales du fait du rang qu'elles occupent au sein de l'économie nationale. Au sein de la vaste commune de Rey Bouba, ont été créés quatre centres zootechniques et un centre d'alevinage. A la tête de ces services sont affectés des zootechniciens. A Alpha centre se trouve un centre d'alevinage.

N°	Centre Zootechnique	Chef de centre
1	Rey-Bouba	Oumarou
2	Béré	Mamoudou Bakary
3	Baikoua	Youssouffa Limangana
4	Monboré Salassa	Houé
5	Alpha (Centre Alevinage)	Ismaila Boubakary

Tableau 4 : Les centres zootechniques de Rey-Bouba

4.3.12.4 La pêche

La retenue de Lagdo alimente la Commune et les régions périphériques en poissons. La production locale est parfois vendue au Nigéria où existe une forte demande. L'activité de pêche est tenue par des étrangers, les Nigériens notamment. Ils disposent d'un équipement adéquat et arrivent à prélever des quantités énormes en poissons. Certaines espèces, de meilleure qualité sont destinées à l'exportation. Le Nigeria est une des zones d'écoulement de ces produits de pêche. Ils ont créé une véritable filière de pêche.



Photo7 : Pêche à la retenue de Lagdo

En dehors de cette retenue, à Rey-Centre, existe une mare : Ngawri, qui est poissonneuse. Elle arrive à alimenter le centre de Rey et les villages périphériques en poissons. Le poisson y est de bonne qualité.

Autour des activités de pêche, se sont créés 36 organisations de pêcheurs et d'éleveurs qui sont appuyés par les zootechniciens du MINEPIA.

4.3.12.5 La chasse

La brousse autour de Rey-Bouba abonde encore d'animaux sauvages bien que leur population est en nette diminution. De part les textes de loi, la chasse est une activité interdite et répréhensible. Cependant des zones de chasse sont créées, délimitées puis gérées par des opérateurs économiques ayant obtenu une autorisation officielle. C'est le cas de citer le parc de Mboukma, la zone de chasse de Mayo-Rya gérée par Moralex et la zone de Nambaké. Des chasseurs venant des pays développés payent cher pour des activités de chasse sportive. Ces types de chasse qui occupent des espaces très vastes, entrent en conflit avec les autres acteurs économiques notamment, agriculteurs, éleveurs, orpailleurs autour de Mboukma plus particulièrement.

Outre cette chasse officielle, se développe également le braconnage. Des particuliers armés de fusils fabriqués localement, vivent de manière frauduleuse de l'activité de chasse. Des espèces les plus menacées sont en train d'être décimées. Une filière de viande de brousse s'est mise sur pied. Les marchés des Régions lointaines sont approvisionnés. Cette activité est sous haute surveillance par les agents de forêts et faune.

4.3.12.6 L'exploitation forestière

Les produits ligneux sont sans cesse prélevés surtout sous forme de bois de chauffe pour alimenter les ménages et parfois pour être exportés vers les zones urbaines autour de Garoua. Au fur et à mesure que les villes croissent, l'explosion démographique demeure galopante, la demande en bois de chauffe croît également. Des efforts n'ont pas été consentis pour améliorer les conditions d'accès aux sources d'énergies. La méthode culinaire est traditionnelle qui n'est pas sensibilisée des contraintes qui se posent autour du couvert végétal. Jusqu'à lors, des camionneurs se professionnalisent dans l'exploitation du bois de chauffe. Il se crée une véritable filière. La Commune sur qui repose la charge d'assumer le développement de son essor territorial devra agir en conséquence. La mise sur pied des conditions d'accès aux produits ligneux doivent être assez contraignantes afin de décourager les exploitants. A terme, les différentes taxes qui seraient mises sur pied réduiront considérablement leur marge bénéficiaire au point de rendre cette activité peu rentable.

4.3.12.7 La collecte des produits forestiers et ligneux

Outre l'exploitation du bois, l'exploitation d'autres produits forestiers n'est pas développée. Les populations locales n'ont pas encore expérimenté la collecte de la gomme arabique qui ailleurs complète conséquemment les revenus des exploitants. D'autres formes d'exploitations des produits forestiers n'ont pas encore été identifiées.

4.3.12.8 L'artisanat

Le système productif concerne, des artisans qui grâce à un capital de départ modique arrivent à générer des revenus pouvant subvenir aux besoins de la famille. Dans la commune de Rey-Bouba. Chaque acteur lors des enquêtes préliminaires affirme avoir des difficultés à faire croître le capital initial à cause des charges familiales. Cette activité leur permet tout simplement de survivre. Suite aux contraintes imprévisibles, maladies, décès dont on a l'obligation de prise en charge, il arrive que celui-ci chute. La question qu'il faudra se poser reste de savoir



Photo 8: L'exposition des produits des artisans

comment arriver à apporter un appui à ces activités libérales pour leur assurer un décollage? Il est certes difficile de prospérer dans de telles conditions. L'artisanat concerne ici les forgerons, les fabricants de vans, de nattes.

4.3.12.9 Le Commerce

Des exemples le prouvent pertinemment, qu'il est possible de prospérer dans Les activités informelles, pourvu que l'on cible des activités rentables, et de développer des stratégies propres pouvant permettre un accroissement conséquent du capital initial. Les opérateurs privés peuvent se démarquer s'ils s'engagent sérieusement dans la durée et lorsqu'ils font preuve d'un sens du professionnalisme. L'activité marchande pour ne citer que celle là, nous donne des exemples de réussites adaptés aux facteurs de l'environnement des affaires au sein de la commune de Rey-Bouba. Le cadre marchand est propice. La Commune a investi dans la construction des hangars dans les marchés qui permettent à une proportion importante de commerçants de mener leurs activités dans de bonnes conditions.

4.3.12.10 L'industrie

Le système industriel n'est pas développé autour de cette zone. La commune a gardée une physionomie rurale. Une expertise locale en matière de transformation des produits agricoles brassage et extraction d'huile sont encore à l'état artisanal.

4.3.12.11 Les services du secteur privé

La Commune de Rey-Bouba se trouve enclavée. Le Développement de cette commune n'a pas encore atteint un niveau qui, puisse permettre l'installation des services tels que les banques, les assurances et autres services privés. Les acteurs locaux recourent aux services de la poste pour leur besoin d'épargne et s'appuient sur les quelques services étatiques existant, la poste plus particulièrement pour palier à ces insuffisances.

4.4 Principales infrastructures par secteur

4.4.1 L'éducation

Le Ministère de l'Education de base est représenté au sein de cet espace communal par une inspection. L'inspection est un bâtiment qui loge les bureaux et service de ce département.

4.4.2 La santé

L'hôpital de Rey-Bouba abrite le service administratif de la santé qui coiffe les autres services relevant de ce Ministère. Il est logé dans le centre hospitalier et dirigé par le Chef de centre de District de Santé.

4.4.3 L'agriculture

Le Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural y est représenté par un poste agricole d'Arrondissement. Un bâtiment vétuste représente ce service. Un Délégué d'agriculture est responsable de ce service et coordonne les activités. Ce dernier décrit une insuffisance en personnel et en moyen de déplacement.

4.4.4 L'élevage

Le service de l'élevage est un bâtiment qui abrite le bureau du chef de centre. Il est assez vieux, cependant nouvellement réhabilité et permet aux agents vétérinaires de travailler. Ce service couvre l'Arrondissement et met en œuvre les actions liées au suivi du soin de santé animale.

4.4.5 Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre

Ce Ministère qui assure l'administration est représenté au sein de cette commune. Les bâtiments (Bureau et logement) sont en bon état. Il est la porte d'entrée de cette commune, tant il représente la tutelle des Communes.

4.5 Principales potentialités et ressources de la Commune

Domaines	Atouts/potentialités	Contraintes
La démographie	<ul style="list-style-type: none"> - Une diversité ethnique - Un taux de croissance élevé - Une cohabitation pacifique - Une diversité de religion - Interaction entre les différentes ethnies - Une organisation sociale et administrative qui garanti la paix et la promotion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Milieu favorable à la création des tensions sociales (diversité ethniques et religieuses importantes) - Populations essentiellement jeunes avec un taux de chômage élevé - Difficulté d'accès à l'emploi
Les populations vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Acceptation des populations marginales par la société - Une société qui favorise l'insertion sociale des personnes vulnérables - Présence d'un orphelinat au sein de la zone urbaine de Rey-Bouba 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'assurer une prise en charge des personnes vulnérables - Incapacité de ces acteurs d'avoir un décollage économique
Organisation sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Une organisation administrative et traditionnelle qui assiste cette communauté - Favorise la mise sur pied d'organisations qui peuvent favoriser l'émergence de ses membres 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'appui aux organisations professionnelles créées pour accroître le revenu de leurs membres - Inexistence de service notamment les banques qui pourraient appuyer le développement de ces formations sociales
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Une diversité d'activités qui permettent aux acteurs locaux d'accroître leur revenus (agriculture, élevage, pêche, commerce...) - Le potentiel économique est immense 	<ul style="list-style-type: none"> - Insécurité grandissante - Insuffisance des services de transfert de devises
Les acteurs de développement local	<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs acteurs de développement ont accompagné les acteurs locaux au sein de l'espace communal - Cette commune représente un intérêt majeur puisqu'elle produit l'essentiel des produits de pêche, de l'agriculture et d'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence d'une dynamique d'accompagnement des acteurs locaux qui s'inscrit dans une logique de continuité - Ralentissement des actions d'appui direct au profit de la population à la base.

Tbleau 5 : Les atouts et potentialités du milieu humain

5. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC



Photo : Le Maire de la comune de Rey-Bouba

4.1 Synthèse du DIC

4.1.1. Synthèse du diagnostic institutionnelle communale

a) Les ressources humaines

Domaines	Points forts	Points faibles
Les ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> • La régularité dans le traitement des salaires des agents communaux ; • La commune a prévu un plan de carrière qui permet aux agents de progresser et de bénéficier des avancements réguliers ; • Elle a su mettre en œuvre un système de coordination des activités de manière à obtenir des résultats ; • Le conseil joue un rôle que lui a confié la législation municipale ; • Les différentes commissions techniques s'impliquent véritablement dans la gestion de la commune et assurent une sorte de relais entre la population et l'institution communale • Les cadres de la commune effectuent une prestation remarquable, et manifestent de manière permanente une volonté de renforcer leurs capacités • La conseil est composé de 41 membres dont 02 femmes. C'est ce qui donne un pourcentage de représentativité des femmes de l'ordre de 4%. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la stratégie de suivi et de gestion des ressources humaines, la commune n'a pas pu mettre au point une méthode qui permet de fixer dès le départ les résultats à atteindre en mettant en place les moyens nécessaires conduisant à la réalisation des actions retenues. • La coordination des activités des agents ne se fait pas de manière professionnelle. • Il n'est pas possible de voir les PV de rencontre de coordination qui permet de voir le programme de travail adopté, • Il manque de séances d'évaluation des activités afin de déceler les forces et les faiblesses de leur mode d'intervention. • Les agents de bureau plus particulièrement les secrétaires n'ont aucune notion de l'outil informatique.

Tableau 6: Forces et faiblesses des ressources humaines

b) Les ressources financières

Domaines	Points forts	Points faibles
Les ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> • Dans un contexte d'incivisme fiscal, la commune conscientise la communauté pour maximiser ses recettes propres • Un suivi professionnel des ressources est réalisé par des services spécialisés ; • La commune à réaliser dans les délais le budget et le compte administratif ; 	<ul style="list-style-type: none"> • La faiblesse de la commune réside au niveau de la collecte des fonds propres. Les pourcentages de recouvrement sont de moins de 30% ; • Aucune stratégie n'a été mis sur pied pour rehausser le recouvrement ; • La commune ne sensibilise pas assez la communauté dans le recouvrement de ces redevances • La commune n'a pas d'autres sources de revenus que les taxes impôts et CAC • La population n'est pas suffisamment impliquer dans la gestion des ressources communales • Contraintes liées à l'élaboration et la mise en œuvre du compte de gestion • Difficulté liée à l'élaboration du fichier du contribuable • Difficulté à proposer des méthodes d'accroissement des recettes

Tableau 7: Forces et faiblesses des ressources financières

c) La gestion des relations

Domaines	Points forts	Points faibles
La gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> Depuis sa création, la commune a ouvert ses portes aux acteurs de développement susceptibles de contribuer d'apporter leur contribution dans le développement ; Elle a su mettre à profit ses relations pour obtenir des subventions dans le financement de certaines infrastructures sociales ; Certaines de leurs contributions ont pu renforcer les capacités des acteurs communaux 	<ul style="list-style-type: none"> Malgré les efforts qui sont consentis, la commune ne s'ouvre pas assez aux partenaires La commune n'a pas développé un mécanisme de communication qui puisse le faire suffisamment connaître Une méconnaissance des procédés de marketing Il n'existe pas de stratégies propres à nouer des relations avec des partenaires pouvant aider la Commune

Tableau 8: Forces et faiblesses Gestion de relation

d) Le patrimoine communal

Domaines	Points forts	Points faibles
Le patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> L'un des objectifs de la commune consiste à se doter des infrastructures pouvant améliorer de manière sensible le niveau de vie des populations ; Elle a contribué à renforcer de manière sensible son dispositif en infrastructures scolaires, sanitaires, et celles liées aux activités économiques (les hangars de marché) 	<ul style="list-style-type: none"> La commune a acquis suffisamment de biens en immobiliers, en matériels roulants et en appareils. Elle n'a pas mis au point une stratégie de gestion prévisionnelle de manière à prévoir les périodes d'amortissement ; Elle devra entamer des démarches auprès de MINAT pour acquérir un espace foncier qu'elle pourra lotir afin de rehausser ses ressources financières d'une part, et développer son centre urbain d'autre part. L'agent chargé de suivre le patrimoine accuse une insuffisance dans la mise en œuvre d'un système de suivi du patrimoine. La commune n'a pas mis au point une stratégie d'acquisition d'un patrimoine qui puisse lui générer des revenus

Tableau 9: Forces et faiblesses du patrimoine communal

e) Les axes de renforcements de capacités dans les domaines étudiés

Gestion des ressources humaines

Dans la stratégie de suivi et de gestion des ressources humaines, la commune n'a pas pu mettre au point une méthode qui permet de fixer dès le départ les résultats à atteindre en mettant en place les moyens nécessaires conduisant à la réalisation des actions retenues. Dans ce domaine, outre le cahier de charge de l'agent, l'exécutif et les responsables en charge de la gestion des ressources humaines devraient veiller à formuler un programme de travail de chaque agent, et fixer les résultats à atteindre, ressortir les indicateurs de résultats, leur source de vérification et les moyens nécessaires pour sa réalisation. Un appui devrait être apporté à la commune dans l'objectif d'améliorer son rendement. La coordination des activités des agents ne se fait pas de manière professionnelle. Il n'est pas possible de voir les PV de rencontre de coordination qui permet de voir le programme de travail adopté, les séances d'évaluation des activités afin de déceler les forces et les faiblesses de leur mode d'intervention n'existent pas. Par ailleurs un débat interne entre les responsables de

services, le personnel concerné devrait se tenir avant et au terme de la mise en exécution d'un programme de concert avec ce dernier. Il s'agit de procéder à l'évaluation en ciblant particulièrement ce qui n'a pas marché pour en rechercher les causes et ainsi procéder à une nouvelle orientation. Les responsables des communes devraient être appuyer dans la mise en œuvre d'une telle approche. Les agents de bureau plus particulièrement les secrétaires n'ont aucune notion de l'outil informatique. a commune devra ouvrir un dossier de suivi du personnel en ce qui concerne le renforcement de capacité. Un plan de renforcement des capacités devra être réalisé. Celui-ci fera le point sur les compétences acquises par l'agent, et en fonction de son l'évolution prévoir ses besoins en renforcement de capacité.

Les ressources financières

La faiblesse de la commune réside au niveau de la collecte des fonds propres. Les pourcentages de recouvrement sont de moins de 30%. Un accent particulier devra être mis dans le recouvrement des recettes propres de la commune

La commune devrait mettre au point un plan d'investissement qui respecte la demande des communautés et rehausser le pourcentage des investissements autour de 30% ;

La commune ne sensibilise pas assez la communauté dans le recouvrement de ces redevances.

Un développement des activités génératrices de revenus reste à faire

La population n'est pas suffisamment impliquer dans la gestion des ressources communales

Contraintes liées à l'élaboration et la mise en œuvre du compte de gestion

Difficulté liée à l'élaboration du fichier du contribuable

Difficulté à proposer des méthodes d'accroissement des recettes

Les relations

Malgré les efforts qui sont consentis, la commune ne s'ouvre pas assez aux partenaires

La commune n'a pas développé un mécanisme de communication qui puisse le faire suffisamment connaître

Le patrimoine

La commune a acquis suffisamment de biens en immobiliers, en matériels roulants et en appareils. Elle n'a pas mis au point une stratégie de gestion prévisionnelle de manière à prévoir les périodes d'amortissement ;

Elle devra entamer des démarches auprès de MINAT pour acquérir un espace foncier qu'elle pourra lotir afin de rehausser ses ressources financières d'une part, et développer son centre urbain d'autre part.

L'agent chargé de suivre le patrimoine accuse une insuffisance dans la mise en œuvre d'un système de suivi du patrimoine.

La commune n'a pas mis au point une stratégie d'acquisition d'un patrimoine qui puisse lui générer des revenus

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

4.1.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

4.1.2.1 Analyse des problèmes

N°	DOMAINES	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS
1	Ressources humaines	Difficulté d'améliorer les performances des agents	Mauvaise stratégie de gestion des ressources humaines Les cadres de la commune ont peu de notion sur le management du personnel Retard sur le traitement des dossiers Les agents de bureau ne sont pas formés en informatique La commune dispose d'ordinateurs fonctionnels	La notation des agents se fait sur des bases peu objectives Difficulté d'élaborer pour chaque agent un cahier de charge Rendement des agents faible Retard par rapport à l'avancée de technologie Retard dans le traitement des dossiers Perte du temps Manque à gagner pour la commune
2	Ressources financières	Difficulté d'assurer le recouvrement des recettes attendues	Mauvaise stratégie de recouvrement des recettes Insuffisance de sensibilisation des contribuables Incivisme fiscal Manque d'autres postes de recette Difficultés que rencontre les gestionnaires financiers de la Commune par rapport à la nouvelle comptabilité Manque de formation et de recyclage sur la nouvelle comptabilité Difficulté par ces derniers de développer des stratégies visant à maximiser les recettes	Manque à gagner pour la Commune Difficulté à recouvrir toutes les recettes Dépendances aux CAC Incapacité de financer les prévisions en investissements Incapacité de créer d'autres postes de recettes
3	Patrimoine communale	Difficulté de mettre en place une bonne stratégie de gestion du patrimoine communal	Insuffisance de suivi des biens communaux La méthode de suivi est mal conçue Les documents de suivi ne ressortent pas les valeurs exactes des biens Le Responsable de suivi des biens communaux n'a pas reçu une formation satisfaisante La commune n'est pas assez informée dans ce domaine Aucune évaluation de la gestion du patrimoine communal n'a été fait Peu d'intéressement à cette activité	Les documents sont mal élaboré La commune est mal renseignée sur l'usure et sur l'amortissement de ses biens et du matériel La commune manque de données sur la valeur exacte de ses biens Incapacité de décider Prise de décisions sur des bases erronées
4	Gestion de relation	Difficulté de nouer des relations avec des partenaires pouvant aider la commune	La Commune n'a pas développé une stratégie relationnelle propre La commune a peu de partenaire Non identification des véritables axes de développement Insuffisance d'opportunités de relation au niveau local	La commune arrive difficilement à mettre en œuvre des projets de développement Frein au développement de la Commune Incapacité à mettre en place des projets de grande envergure

Tableau 10: Matrice d'analyse de l'institution communale

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

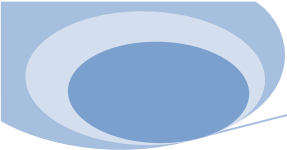
4.1.2.2 axes stratégiques de renforcement des capacités

DOMAINES	Objectifs	Moyens	FIN
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la gestion et la performance des ressources humaines de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités des cadres de la commune sur le management du personnel Formés les agents de bureau en informatique Equiper la Commune des ordinateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités des cadres de la commune sur le management du personnel sont renforcées Les agents de bureau sont formés en informatique La commune dispose d'ordinateurs fonctionnels
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la stratégie de recouvrement et la gestion des ressources financières de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une bonne stratégie de recouvrement des recettes Sensibiliser les contribuables sur Incivisme fiscal Créer de nouveaux postes de recettes Former les gestionnaires et les comptables de la commune sur la nouvelle comptabilité Développer des stratégies de maximisation des recettes 	<ul style="list-style-type: none"> Une bonne stratégie de recouvrement des recettes est mise sur pied Les contribuables sont sensibilisés sur l'incivisme fiscal Les Gestionnaires et Les Comptables de la Commune sont formés sur la nouvelle comptabilité Des stratégies de maximisation de recettes sont développées
Patrimoine Communale	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la gestion du patrimoine communal 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le suivi des biens communaux Concevoir une nouvelle méthode de suivi des biens communaux Concevoir des documents de gestion qui ressortent les valeurs des biens communaux Former le préposé comptable matière sur la gestion du patrimoine Réaliser une évaluation des biens communaux 	<ul style="list-style-type: none"> Le suivi des biens communaux est renforcé Les documents qui ressortent les valeurs des biens communaux sont conçus Le Préposé comptable matière est formé sur la gestion du patrimoine Une évaluation des biens communaux est faite
Gestion de relation	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la gestion des relations de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> Développer une stratégie de recherche de partenariat Augmenter le nombre de partenaires de la Commune Identifier de véritables axes de développement Rechercher les opportunités de relation 	<ul style="list-style-type: none"> Une stratégie de recherche de partenariat est développée Le nombre de partenaires de la Commune est augmenté Des opportunités de relations sont recherchées

Tableau 11 : Axes de renforcement de capacités

4.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

SECTEUR	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIEES
AGRICUL-TURE	Difficulté de produire en agriculture	Manque de poste agricole Difficulté de stocker les oignons Destruction des champs par les éléphants Manque d'organisation des jeunes (GIC) Insuffisance des intrants agricoles et des produits phytosanitaire Insuffisance des semences améliorées Insuffisances de motopompes et pulvérisateurs Cherté des semences et d'engrais Insuffisance de matériel de labour Inexistence de pénétrantes Prix à l'achat du coton bas Difficulté d'écouler les récoltes Inondation des parcelles	Faible assistance technique Mauvaise technique culturale Faible rendement Baisse de fertilité des sols Conflits agropastoraux Troubles sociaux Bagarres Division dans les villages Pénibilité de travail d'irrigation Réduction des surfaces Réduction des revenus Destruction des plants Mauvaise production Faible récolte Famine Exode rural	Octroyer des crédits d'équipement agricole aux paysans Affecter des chefs de poste agricole dans la commune Créer des points de vente d'intrants agricoles dans les villages ayant un fort potentiel agricole Créer des pistes pénétrantes dans les grandes zones agricoles Former les paysans en technique de maraîchage Former les bénéficiaires aux techniques de fertilisation et de traitement des plantes et mauvaises herbes Mettre en place un comité de contrôle de passage des éléphants dans les villages
EDUCATION DE BASE	Difficulté 'accès à une éducation de base de qualité	Insuffisance de tables bancs Insuffisance d'enseignants formés Insuffisance de salles de classes Bâtiments dégradés Insuffisance de matériels didactiques Manque de latrines Inexistence de clôture Manque de point d'eau dans des écoles Faible taux d'alphabétisation Frais d'APEE élevés	Effectif pléthorique Mauvais suivi Echec Débordement des enseignants Mauvais suivi des élèves Echec Difficulté de dispenser les cours Non acquittement des frais d'APEE Non paiement des salaires des vacataires Découragement	Créer 49 écoles dans les villages Réhabiliter 77 salles de classes dans les écoles Construire 55 salles de classes dans les écoles Doter les établissements d'environ 4719 tables-bancs dans les écoles Affecter 73 enseignants dans les écoles Réaliser 59 points d'eau dans les écoles Réaliser 44 blocs de deux latrines dans les écoles Fabriquer 72 bacs à ordures dans les écoles Clôturer 72 écoles dans les villages Reboiser 57 écoles dans les villages Construire 58 logements des enseignants dans les villages
ELEVAGE PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES	Difficulté d'améliorer la production animale et halieutique	Maladies des animaux Manque de produits vétérinaires appropriés Manque de poste zootechnique et vétérinaire Insuffisance de piste à bétail Manque de marché à bétail Insuffisance de personnel vétérinaire et zootechnique Coût de tourteau élevé Insuffisance de pâturage Manque de formation sur de nouvelles	Pas d'assistance technique Mauvaise production Difficulté d'abreuvement Longue marche à la recherche d'eau Conflits agropastoraux Trouble sociaux mécontentes Mauvaise alimentation du bétail Baisse de rendement	Créer des points de vente de produits vétérinaires Délimiter des zones de pâturage Organiser des campagnes de vaccination du bétail et volaille Affecter des agents zootechniques et vétérinaires Réaliser des puits pastoraux dans les villages Equiper les pêcheurs en matériel adéquat

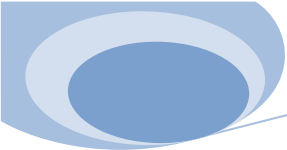


PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

		innovations		
SANTE PUBLIQUE	Difficulté d'accès aux soins médicaux	Absence de centre de santé Eloignement du centre de santé Non sensibilisation sur les MST/SIDA, absence de paires éducateurs Coût élevé de la santé	Frein au développement Appauvrissement Automédication Intoxication Décès Recours aux tradipraticiens Mauvais diagnostic et traitement inapproprié Pauvreté	Créer et construire 38 nouveaux centres de santé dans les localités Affecter le personnel de santé dans les centres de santé opérationnels Construire des bâtiments abritant la maternité et le laboratoire dans les installations sanitaires Equiper les centres de santé en matériels de travail, lits, réfrigérateur, stérilisateur et de dispositif de traitement de déchets. Clôturer et reboiser les centres de santé Construire des latrines dans les centres de santé Réaliser des points d'eau dans les centres de santé Construire des logements pour le personnel de santé Former des Comités de Gestion (COGE) et de Santé (COSA) dans les centres de santé Appuyer les centres de santé en produits pharmaceutiques
EAU ET ENERGIE	Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique	Insuffisance de points d'eau Consommation d'eau de mauvaise qualité Prolifération des maladies hydriques Non maîtrise de la technique de désinfection Non électrification du village	Difficulté d'accès à l'eau potable Parcours de longue distance Prolifération des maladies hydriques Ralentissement des activités Faible rendement Ralentissement des activités Oisiveté Délinquance prostitution Difficulté d'utilisation d'appareils électriques Inexistences de moulins électriques Utilisation des moulins à gasoil	Réhabiliter 56 forages en pannes dans les villages Réhabiliter 30 puits à ciel ouverts non fonctionnels dans les villages Réhabiliter 38 puits couverts non fonctionnels dans les villages Réparer le robinet en panne de Rey-Bouba. Réaliser 84 forages dans villages Réaliser 50 puits dans les villages Sensibiliser et former les populations sur les techniques de traitement des eaux Faire une extension du réseau électrique dans l'ensemble des villages
TRAVAUX PUBLICS	Difficulté d'accès à la route praticable route l'année	Routes non entretenues Dégradation des ouvrages de franchissement Non respect des normes techniques Faible suivi des chantiers Mauvais état des pistes	Impraticabilité Enclavement Frein au développement	Aménager les routes en toutes saisons Construire les ouvrages de franchissement sur les pistes
COMMERCE	Difficulté d'accès aux activités génératrices de revenus	Manque de marché Manque de capital Mauvaise connaissance de l'activité marchande Faible approvisionnement en produits de première nécessité Enclavement du village Insuffisance de moyens financiers	Utilisation des hangars en matériaux provisoires Dépenses en renouvellement Produits de première nécessité indisponible Difficulté d'approvisionner le village Cherté des produits	Créer des marchés dans les villages afin de permettre les échanges et les rentrées des devises Construire des boutiques, les hangars et les magasins dans les marchés existants Créer des marchés périodiques
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Difficulté d'accès aux matériaux de construction de	Construction de maisons en matériaux provisoires Construction des infrastructures en matériaux	Renouvellement régulier Dépenses élevées Matériaux provisoires peu résistants	Elaborer des plans cadastraux pour au profit de l'extension des villages Créer des dépôts de matériaux de construction moderne

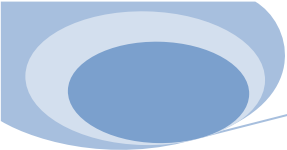
PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

	qualité	provisoires Prolifération des toitures en paille Multiplication des cas d'incendie Manque de plan cadastral	Ecroulement et accident fréquents Construction anarchique Difficulté de circuler	Vulgariser la construction en matériaux définitifs
FORET ET FAUNE	Destruction de la biodiversité	Coupe anarchique du bois Destruction de la biodiversité Manque d'action de reboisement	Disparition du couvert végétal Changement climatique Avancée du désert Disparition des espèces fauniques Désertification Effet néfaste du désert Perte des moyens de production	Entamer une action de reboisement dans les villages Former les pépiniéristes sur la technique de production des plants Créer des forêts communales Affecter des agents des eaux et forêts afin de limiter la coupe abusive du bois et le braconnage.
JEUNESSE	Difficulté d'accès aux loisirs	Manque de centre d'animation aires de jeux non aménagés Manque d'animation de la jeunesse Conflits lors des tournois de vacances Manque d'organisation des jeunes	Non achèvement des tournois des jeunes Division Dépeuplement du village Perte des forces productives Oisiveté Difficulté d'orienter les jeunes Incivisme	Créer et construire des centres de loisirs jeunes dans les villages Créer et construire un centre multimédia
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité	Inexistence des établissements secondaires Eloignement avec les établissements secondaires les plus proches. Abandon des études par les jeunes	Non couverture du programme Echec Mauvaise gestion du Lycée Détournement Débordement des enseignants Mauvais suivi	Créer et construire un C.E.S à Baboro, Bari, Béré II, Koindéri, Konrong, Landou, Taparé et Djamaré, Sinassi. Construire des salles de classe (au Lycée de Baikoua, Lycée de Rey-Bouba et CETIC de Rey-Bouba) Equiper les établissements en tables bancs Affecter des enseignants formés (au CES de Baikoua, Lycée de Rey-Bouba et CETIC de Rey-Bouba) Construire blocs de latrines (au Lycée de Baikoua, Lycée de Rey-Bouba et CETIC de Rey-Bouba) Clôturer tous les établissements de l'enseignement secondaire Construire des bibliothèques dans tous les établissements l'enseignement secondaire et les équiper en manuels
SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	Difficulté d'accès aux infrastructures de jeux	Manque d'enseignement d'E.P.S Aires de jeux non aménagés Ignorance sur les règles de jeux	Ignorance des lois de jeux Ignorance des règles de jeux Méconnaissance des autres disciplines	Aménager un centre d'encadrement sportif au sein de la Commune à Rey-Bouba Affecter des encadreurs techniques d'éducation physique Aménager des aires de jeux Organiser des compétitions sportives Doter les associations sportives du matériel et équipement du sport
TOURISME	Difficulté de promotion du tourisme	Non valorisation du site touristique Méconnaissance des bienfaits du tourisme	Pas de tourisme Pas d'entrée de devise Retard au développement Manque à gagner important Paupérisation	Aménager des sites touristiques autour du parc national de Bouba Ndjidda Créer un centre d'accueil à Rey-Bouba Sensibiliser les communautés sur la rentabilité du tourisme
EMPLOI ET FORMATION	Difficulté d'accès à l'emploi et à la	Manque de structure de formation professionnelle	Chômage Banditisme et prostitution	Créer un centre de formation professionnelle à Rey-Bouba



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

PROFESSIONNELLE	formation professionnelle	Nombre élevé des jeunes sans emploi Exode rural	Découragement Pas de jeunes formés Pas d'emploi	Organiser des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers Elaborer un répertoire des jeunes en quête d'emploi Nouer des relations avec les services pourvoyeurs d'emploi
PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Difficulté d'accès à la promotion de la femme et de la famille	Manque d'assistance aux femmes Non participation des femmes aux affaires du village Analphabétisation Mariage précoce	Non épanouissement de la femme Ignorance Retard au développement Prostitution VIH/SIDA Ignorance Retard au développement	Organiser les femmes en groupements pour une dynamique opportuniste Développer un plaidoyer en faveur de la femme rurale Sensibiliser les parents contre le mariage précoce Inscrire les filles en âge scolarisable à l'école Créer des centres d'alphabétisation dans les villages
CULTURE	Faible promotion culturelle	Abandon des valeurs culturelles Inexistence de groupe de danse culturelle Abandon des rites initiatiques	Difficulté de transmettre les acquis culturels Acculturation des jeunes générations Pertes des valeurs culturelles Non transmission des valeurs culturelles	Créer des associations culturelles Créer un centre culturel Rétablir un climat d'entente entre les initiés Restaurer les rites et les sacrifices Créer et construire un musée d'art pour la conservation des objets d'art à Rey-Bouba
ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Destruction du couvert végétal	Déforestation Erosion Inondation des habitats et des cultures	Destruction de la biodiversité Baisse de rendement agricole Coupe non contrôlée Désertification Déforestation et dégradation des sols Erosion	Installer des poubelles publiques pour lutter contre la pollution Limiter les feux de brousse Former des pépiniéristes sur la production des plants
DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES	Difficulté d'immatriculer les domaines fonciers	Manque de sensibilisation à l'acquisition du titre foncier Méconnaissance des procédés d'immatriculation	Abandon des champs Baisse de production Terrains non titrés Conflits fonciers	Former les citoyens sur la procédure d'immatriculation domaniale Mettre en possession des acteurs locaux un manuel de procédure d'immatriculation des domaines
TRANSPORT	Difficulté d'accès à la circulation routière	Inexistence de gare routière Enclavement du village Insuffisance de radiers Absence de l'appui de l'Etat Mauvaise état des routes Manque d'entretiens Impraticabilité des routes en saison pluvieuse Routes en latérites	Difficulté de déplacement en saison pluvieuse Enclavement Risque d'accident Perte en vies humaines Difficulté d'écouler les produits agricoles Pourrissement des denrées agricoles	Inciter les investisseurs à financer le transport public Installer les barrières des pluies sur les axes des gros transporteurs Créer et construire une gare routière à Rey-Bouba Respecter les consignes de la prévention routière Mettre en place des pirogues d'embarcation dans le déversoir de la retenue de Lagdo
AFFAIRES SOCIALES	Difficulté d'assister les personnes vulnérables	Non prise en charges des personnes vulnérables Pas des structures d'accueil Manque d'appui pour les personnes vulnérables	Délaissement des personnes vulnérables Misère souffrance Manque de formation Difficulté de développer l'auto-emploi Marginalisation de la femme Non épanouissement de la femme	Désigner des agents d'Etat-Civil dans les chefferies de 3 ^e degré Recenser les naissances et produire des actes de naissance aux enfants Prendre en charge les personnes vulnérables et les orphelins Créer un centre de réinsertion sociale à Rey-Bouba Apporter un appui à la "Maison des enfants" de Rey-Bouba



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS	Difficulté d'accès aux résultats de la recherche	Manque de semences améliorés Baisse de la production agricole et d'élevage	Absence de collaboration avec les services de recherche Non prise en compte des problèmes paysans Paysannerie abandonnée Difficulté de mise en valeur des résultats de recherche	Mener des recherches sur l'amélioration des rendements agricoles et pastoraux Vulgariser la production des semences améliorées Introduire des variétés précoces de semences dans les cultures
POSTE ET TELECOMMUNICATION	Difficulté d'accès aux services des postes et Télécommunication	Faible couverture téléphonique Pas de centre postal	Difficulté de bénéficier des services postaux Difficulté d'acheminer des courriers Mauvaise communication Enclavement	Installer une antenne de téléphonie mobile dans les zones non couvertes par le réseau Rapprocher les services des postes des villages
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	Difficulté de promouvoir l'économie et l'artisanat	Inexistence d'entreprise Utilisation du matériel artisanal archaïque	Inexistence d'entreprise Retard de développement Long parcours à la recherche de moulins Epuisement des femmes et des enfants Inexistence de microprojets Retard au développement	Organiser des sessions de formation sur la notion d'entreprise Appuyer la création des entreprises au sein de l'espace communal Implanter des moulins dans les villages Renforcer les AGR Organiser les artisans pour une rentabilisation de leurs produits
MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	Difficulté de réaliser une prospection minière	Absence de site d'exploitation minière	Méconnaissance des potentialités minières Importation des ressources minières Sous valorisation du potentiel local Dépendance d'aide extérieure	Réaliser la prospection autour des villages Explorer les sous-sols de la commune
AMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	Difficulté d'accès à la sécurité	Faible appui aux comités de vigilance Pas de poste d'Etat civil Faible sensibilisation sur le processus de décentralisation Pas de poste d'identification Vol du bétail aggravé	Vol et agression Pauvreté inquiétude Ignorance sur le processus de décentralisation Non établissement des papiers officiels Eloignement du centre d'état civil	Créer des unités locales mobiles du BIR autour des villages Créer des comités de vigilance
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	Coûts de prise en charge des étudiants élevés Eloignement des Universités et grandes écoles Impossibilité de poursuivre des études supérieures Endettement des parents et des étudiants pour financer les études	Non poursuite des études au niveau supérieur Elites peu engagées Abandon des études Oisiveté Banditisme	Créer un répertoire des étudiants de la commune Créer un comité de soutien aux étudiants Mettre en place un système de dotation de bourses
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Difficulté d'accès aux informations relatives au travail et à la sécurité sociale	Non sensibilisation sur la sécurité sociale Méconnaissance du système de prise en charge social	Aucune assurance sociale Manque de garantie Manque d'employeurs Moins de rendements	Sensibiliser les populations pour souscrire à la CNPS afin de leur garantir une sécurité sociale Assister les pensionnés dans l'obtention de leurs droits
COMMUNICATION	Difficulté d'accès à la communication	Inexistence de médias Non couverture du village par la presse écrite Les ondes de la CRTV se captent difficilement au village	Sous information Taux d'inadaptés sociaux élevés Retard au développement Inaccessibilité aux informations et aux annonces Réduction des opportunités Pauvreté	Faciliter l'accès aux médias nationaux et internationaux Installer une antenne relais de CRTV Rapprocher les populations des services de presses écrites

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Tableau 12 : Analyse des problèmes par secteur au niveau village et du centre urbain

4.3 Besoins consolidés des corps de métiers et des couches vulnérables

A) Besoins de corps de métier

Corps de métiers	Audiences		Difficultés rencontrées	Opportunités	Niveau d'organisation	Besoins/attentes vis-à-vis de la Commune
	concernés	présents				
Call box	11	3	- Insuffisance de moyens - Difficulté d'approvisionnement - Les taxes élevées	Forte consommation du crédit de communication	Aucune organisation	- Subventionner les calls boxeurs - Limiter le coût des impôts
Forgerons	6	2	- Difficulté d'accès à la matière première (fer et charbon de bois) - Impôts libérateurs élevés - Difficulté de développer l'activité en entreprise	- Forte demande en outils agricoles et domestiques	Aucune	- Appui en capital pour un approvisionnement en quantité en matière première - Subventionner le forgerons - Construire des ateliers
Moto taximen	34	7	- Mauvais état des routes - Manque de pont - Incompréhension entre propriétaires et moto-taximen	Flux Maroua-Rey-Bouba assez important	Une association des motos taximen	- Subventionner l'association des moto-taximen - Limiter les tracasseries policières - Entretien des routes - Construire les ponts
potiers	15	3	Difficulté d'accès à l'eau	Présence de l'argile de bonne qualité	Aucune	- Relancer l'activité touristique - Faciliter l'accès à l'eau
Menuisiers	13	3	- Non consommation des produits de la menuiserie - Difficulté d'accéder à la matière première - Difficulté d'accéder aux machines de scierie et de fabrication des pièces - Insuffisance de formation - Manque de capital	La Commune se développe Les demandes augmentent progressivement La proximité de Maroua	Aucune	- Demande d'appui en création d'une menuiserie communale - Formation en utilisation des différentes machineries - Dotation d'un fonds de roulement
Charpentiers	7	2	Difficulté d'accès à la formation sur les nouvelles techniques qui se développent Les gens sont mauvais payeurs Insuffisance d'organisation	Les villages se développent Les gens veulent se doter d'une maison en toiture de tôle	Aucun	- Appui en formation - Organisation des charpentiers
Peintre	5	1	- Manque de formation - Peu de demande en peinture - Manque d'atelier	Les gens s'intéressent peu à la peinture		- Création de l'atelier - Lancer un programme de formation
Tailleurs	8	3	- Manque des machines à coudre et à broderie - Manque d'atelier proprement dite - Faible revenus financiers	Forte croissance démographique Forte demande vestimentaire	2 GIC des tailleurs 1 GIE des tailleurs	- Appui par la Commune pour la réalisation d'un grand atelier de couture - Dotation en machine à coudre - Dotation en machine pour la broderie
Tisserant	15	2	- Manque d'atelier - Difficulté d'écouler les produits	Présence de matière première	02 GIC des tisserands	- Construction d'un atelier - Subventionner les Tisserant

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Corps de métiers	Audiences		Difficultés rencontrées	Opportunités	Niveau d'organisation	Besoins/attentes vis-à-vis de la Commune
	concernés	présents				
Vendeurs de charbon	8	3	<ul style="list-style-type: none"> - Tracasserie des contrôleurs de prix - Manque de bénéfice - Difficulté de faire entrer le carburants - Enclavement en saison de pluies 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne relation avec les consommateurs 	Aucune	<ul style="list-style-type: none"> - Facilité l'entrée de charbon - Limité les tracasseries - Subventionner les vendeurs de charbon - Désenclaver la ville
Vendeurs de mil	15	5	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyen financier - Manque de hangar - Manque de soutien 	Présence du mil sur place	Aucune	<ul style="list-style-type: none"> - Donner des crédits - Construire des hangars
Vendeuses de poissons	23	5	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyen financier - Difficulté de s'approvisionner - Manque de hangar 	Demande en poissons sur le marché local	Aucune	<ul style="list-style-type: none"> - Subventionner les vendeuses - Construire des hangars
Bouchers	12	3	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de hangar - Abattoir non aménagé - Insuffisant de moyen financier 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte demande en viande - Approvisionnement en animaux sur le marché local 	Aucune	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des hangars - Aménager l'abattoir - Subventionner les bouchés
Vendeuses de BIL	26	6	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'eau - Insuffisance de moyens - Trop de consommation à crédit 	Présence de consommateurs	Aucune	Faciliter l'accès à l'eau potable
Grilleurs de viande	7	2	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de fonds de roulement - Cherté des animaux - Manque d'un hangar - Difficulté d'accès aux animaux de bonne qualité 	Les jours des marchés sont destinés aux bonnes affaires	Aucune	Appui en construction d'un hangar Dotation en crédit
Vendeurs ambulants	9	1	<ul style="list-style-type: none"> - Tracasserie des agents de la commune - Faible consommation des articles Manque de moyens pour acheter de nouveaux articles 	Pas d'opportunités	Aucune	
Boutiquier	9	3	<ul style="list-style-type: none"> - Faible consommation des ménages - Insuffisance de capitaux pour diversifier les activités - Tracasserie douanière 	Le villages augmente et se développe	Aucune	Appui en crédit et en fonds de roulement

Tableau 13 Besoins consolidés des corps de métiers

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

B) Besoins et attente des couches vulnérables

Couche vulnérable	Audiences		Activités pratiquées	Opportunités	Niveau d'organisation	Besoins/attentes vis-à-vis de la Commune	Relation avec la Mairie	Difficultés rencontrées
	concernés	présents						
- Enfants de la rue	32	3	- Domestiques - Aide boucher - Nettoyage du marché - Aide vendeuses des beignets	- Les parents existent	-Aucune	- Prise en charge Scolarisation Apprentissage d'un métier	- Insuffisance d'assistance	- Difficulté d'accès à la nourriture - Santé, - Assistance, - Protection des droits de l'enfant
- Handicapés moteurs	- 8	- 5	- Aucune pour certains - Elèves - Vendeurs en petits étalages - Mendiant	- Aucun	- Rien	- Prise en charge des handicapés -	- Insuffisance d'assistance	- Marginalisation -
Aveugles	- 5	- 1	- Tissage des corde - Mandicité	-	-	-	-	-
- Personnes âgées	20	-4	- Aucune	- Aucun	- Rien	- Prise en charge des vieux - Aide à la subsistance	Délaissement	- Difficulté à s'assumer
- Les veuves	- 43	- 10	- Vente des produits de consommation - Fabrication du Bil - Vente des beignets	- Elles disposent de la force et peuvent mener une activité avec un peu d'appui	- Aucune	- Appui dans les activités génératrices de revenus	- Pas de relation	- Trop d'enfants en charge - Assumer la charge de la famille - Scolariser les enfants

Tableau 14 : Besoins consolidés des couches vulnérables



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

5 PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 VISION ET OBJECTIFS DU PCD

Lors du Diagnostic au niveau village et de l'espace urbain communal, les actions identifiées par secteur ont été classées par ordre de priorités. Les trois actions prioritaires qui reviennent toujours sont dans l'ordre de priorité celles liées à l'eau et à l'énergie, à l'éducation de base et la santé.

Ainsi, La Commune a bâti sa vision autour d'un idéal de l'amélioration optimale des conditions de travail de l'éducation de base, d'accès à l'eau potable et à l'électricité pour tous et du rapprochement des populations des formations sanitaires performantes d'ici 2035.

Pour se faire, elle se fixe un certains nombre d'objectifs spécifiques à savoir :

- Amener les acteurs locaux à une prise en charge de leur propre développement
- Améliorer les conditions d'accès à l'eau potable
- Réduire le taux de contamination des maladies hydriques
- Améliorer les conditions d'accès à l'énergie électrique
- Familiariser les populations locales à une gestion durable des infrastructures sociales
- Améliorer les structures sanitaires
- Créer et construire de nouveaux CSI
- Améliorer le fonctionnement des structures sanitaires
- Améliorer l'environnement des structures de santé
- Améliorer les infrastructures et le cadre des Etablissement scolaires
- Augmenter le nombre des infrastructures scolaires
- Améliorer le fonctionnement des établissements scolaires
- Contribuer à une pérennisation de tous les investissements

5.2 L'économie locale

C'est une économie traditionnelle. Sa force provient essentiellement de petites exploitations agricoles, d'élevage, de transformation (extraction des huiles végétales et brassage de la bière locale), l'artisanat et des échanges. L'agriculture procure les 50% des revenus des ménages. L'élevage concerne près de 25%. Les activités de transformation et les échanges se taillent 25%.

Situation de référence

Secteur primaire

Le secteur primaire concerne particulièrement les activités productives notamment :

- l'agriculture qui assure la production des céréales qui constituent l'aliment de base, du coton qui est destiné à l'exportation et des légumineuses qui sont souvent vendues sur les marchés externes ou transformées sur place
- L'élevage concerne ici la volaille, le petit bétail et le bovin. La production locale est souvent écoulée au niveau des marchés du centre urbain de Maroua.
- Les activités de transformation (brassage et extraction d'huile) et de l'artisanat (Tissage, vannage, fabrication d'outils...) permettent à une partie de la population de tirer sa subsistance.

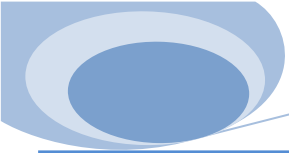
Ces activités procurent des revenus substantiels aux populations locales. L'accroissement des moyens de production pourrait générer une plus value importante.

Le secteur secondaire

La commune de Rey-Bouba est demeurée essentiellement rural. Le développement industriel est inexistant. Par conséquent, les populations locales ne tirent pas encore leur revenu de ce domaine.

Le secteur tertiaire

Du fait de l'urbanisation, les demandes en service augmentent considérablement. On peut remarquer l'apparition de nouveaux métiers à savoir, le secrétariat bureautique, les calls box, le commerce sous toutes ses formes, qui, reste également un domaine qui occupe près de 25% de la population active. Cette dernière activité ouvre la commune aux produits venant des marchés alentour et de ceux des pays voisins (Nigeria, Tchad plus particulièrement). Il se développe de plus en plus de nouvelles activités ouvertes vers le mode salarial. Il s'agit des manœuvres, d'ouvriers qui opèrent dans les chantiers, les exploitations agricoles...



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Possibilité de création d'emploi et de richesse

Les différents secteurs autour desquelles peuvent se créer l'emploi et la richesse au point d'assurer le développement d'une économie locale

Secteur	Potentialités	Axes stratégiques	Activités Génératrices de revenus possibles	Emploi probable
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de terre cultivable - Disponibilité de la main d'œuvre - Possibilité d'accéder au crédit - Disponibilité des intrants - Disponibilité des semences améliorées (IRAD) - Voie d'accès permettant l'évacuation de la production 	<ul style="list-style-type: none"> - Mis sur pied des exploitations agricole - Mise sur pied de petites unités de transformation des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Production agricole - Vente des produits agricoles (vente sur les marchés internes et externes) - Transformation des produits agricoles - Stockage des denrées agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Producteurs agricoles - Ouvriers agricoles - Transporteurs des produits agricoles
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des pâturages - Disponibilité des compléments pour petits bétail et le bovin - Disponibilité des agents vétérinaires - Disponibilités des produits de santé animale - Existence de marchés pour bétail - Disponibilité de banque 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des exploitations pour l'engraissement du petit bétail et des bovins - Création des exploitations de production des poulets et des œufs - Création des entreprises de production de viande (de mouton, chèvres, bœuf et du porc) - Production de lait de vache 	<ul style="list-style-type: none"> - Embouches bovines et du petits bétail - Production de viande - Vente du bétail - Vente des poulets - Vente de lait - Vente des aliments à bétail 	<ul style="list-style-type: none"> - Producteur de viande - Producteur lait - Vendeur du bétail - Vendeur d'aliment à bétail - Exportateur de petit bétail et du porc - Producteur des œufs - Vendeurs de la volaille
Transport	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un trafic entre Rey-Bouba, Madingrin, Touboro, Garoua - Existence de trafic entre Rey-Bouba, Baïkoua, Dobinga, Bibémi 	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation des véhicules (bus) de transport - Valorisation des motos taxi 	<ul style="list-style-type: none"> - Transport des marchandises - Transport des passagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Chauffeur de camion et bus - Moto taximen
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de la dent de Rey-Bouba - Existence d'un artisanat - Cadre naturel favorable 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'activité touristique - Entamer une campagne promotionnelle de Rey-Bouba comme direction touristique - Entamer une campagne promotionnelle des produits 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des cadres d'accueil - Créer des stands de vente de produits artisanaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Guide touristique - Vendeur des produits artisanaux - Restaurateurs /restauratrices

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Secteur	Potentialités	Axes stratégiques	Activités Génératrices de revenus possibles	Emploi probable
		artisans de Rey-Bouba		
Mies et Développement industriel	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de carrières de sables, graviers et de terres - Forte demande en matériaux de construction 	<ul style="list-style-type: none"> - Vente de matériaux de construction - Transport de matériaux de construction 	<ul style="list-style-type: none"> - Concassage de pierre - Remplissage des camions de sable de terre et de gravier 	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrier - Concasseur de pierre
Petites et moyennes entreprises, économie locale et artisanat	<ul style="list-style-type: none"> - Consommation de service (secrétariat, photocopieur, moto taxi) - Consommation des produits des restaurants - Consommation des produits de transformation 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'entreprise de secrétariat bureautique - Création de réseau de distribution de crédits de téléphone - Création des lieux de restauration et de boisson 	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat public - Call-Box - Restauration - Brassage de boisson - G*grillade de viande 	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétaire publique - Call-boxeur - Restaurateur - Vendeur de boissons - Vendeuse de Boissons locales
Culture	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité culturelle - Richesse artistique 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des groupes de danses - Création d'un groupe de danse équestre 	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion des groupes de danse 	<ul style="list-style-type: none"> - Promoteur des groupes de danse
Développement urbain et habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité des matériaux de construction - Une technique traditionnelle de construction 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des entreprises de productions de matériaux locaux - 	<ul style="list-style-type: none"> - Vente des matériaux locaux - Formation des techniques de construction des édifices traditionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Ramasseurs de matériaux - Transporteurs - Agent de fabrication de matériaux de construction - Transporteurs - Vendeurs de briques

Tableau 15 Possibilité de création de richesses

5.3 CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR

CADRE LOGIQUE 1 COMMUNE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES		SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les performances de la Commune	La commune a amélioré le niveau d'exécution de cahier de charge d'au moins de 90%		Accroissement du budget	Baisse du montant des CAC
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Former les Chefs de services de la Commune sur le management du personnel	100% des chefs de services ont acquis des connaissances sur le management		Rapport de formation	Manque de formateur
	Organiser une formation en informatique	100% des agents formés ont acquis des connaissances en informatique		Demande d'appui	Manque de formateur
	Equiper les services en matériel informatique	Au moins deux ordinateurs sont acquis		Bon de commande	Manque de fournisseur
	Former le RM et le comptable sur le code de gestion et de la nouvelle comptabilité	Tous les gestionnaires de finances de la commune appliquent les textes régissant la nouvelle comptabilité communale		Textes de lois	Inaccessibilité à un expert
	Renforcer les capacités des acteurs communaux sur la mobilisation des recettes	Les acteurs communaux ont acquis de nouvelles compétences en vue d'améliorer le taux des recettes		Rapport d'activités	Indisponibilité de formateur au sein de la Région
	Appuyer la commune dans la recherche des partenaires	Existence d'un réseau de partenariat		Signature des accords	Inaccessibilité au répertoire des partenaires financiers
	Apporter un appui à la commune dans la tenue des documents de gestion et du suivi du patrimoine Communal	Les capacités des agents communaux sont améliorées en matière de la tenue des documents de gestion		Sommier des biens communaux	L'indisponibilité de formateur pouvant développer ce thème
RESULTATS	Les chefs de services de la Commune sont formés sur le management du personnel	100% des chefs de services ont acquis des connaissances sur le management		Rapport de formation	Manque de formateur
	Une formation en informatique est organisée	La commune a amélioré le niveau d'exécution de cahier de charge d'au moins de 90%		Accroissement du budget	Manque de formateur
	Les services sont équipés du matériel informatique	100% des chefs de services ont acquis des connaissances sur le management		Rapport de formation	Manque de fournisseur
	Une formation sur le code de gestion, la nouvelle comptabilité, est organisée	100% des gestionnaires de finances de la commune appliquent les textes régissant la nouvelle comptabilité communale		Demande d'appui	Inaccessibilité à un expert
	Les capacités des acteurs communaux sont renforcées sur la mobilisation des recettes	100% des acteurs communaux ont acquis de nouvelles compétences en vue d'améliorer les recettes		Bon de commande	Indisponibilité de formateur au sein de la Région
	La commune est appuyée dans la recherche des partenaires	L'exécutif municipal a acquis de nouvelles notions relationnelles et partenariales		Textes de lois	Inaccessibilité au répertoire des partenaires financiers
	Un appui est apporté à la commune dans la tenue des documents de gestion du patrimoine Communal	La comptabilité matière de la commune maîtrise la tenue des documents de gestion du patrimoine		Rapport d'activités	L'indisponibilité de formateur pouvant développer ce thème
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	AUTRES RESSOURCES		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Former les Chefs de services de la Commune sur le management du personnel		2 000 000	X	X	Avoir la ferme volonté d'accéder à la connaissance
Organiser une formation en informatique		1 500 000	X	X	Déceler un bon formateur
Equiper les services en matériel informatique		3 000 000	X	X	Rechercher un bon fournisseur

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Formation sur le code de gestion et de la nouvelle comptabilité	2 000 000	X	X	Rechercher un expert
Renforcement des capacités des acteurs communaux sur la mobilisation des recettes	2 000 000	X	X	Bien exprimer le besoin au préalable
Appuyer la commune dans la recherche des partenaires	3 000 000	X	X	Orienter le renforcement de capacités vers le marketing
Apporter un appui à la commune dans la tenue des documents de gestion et du suivi du patrimoine Communal	2 000 000	X	X	Connaitre les modules développés par le CEFAM

Tableau 16 : cadre logique Commune



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUE 2 SECTEUR : AGRICULTURE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	L'économie locale s'est accrue, 30% de la population de la commune ont amélioré leur condition de vie	Rapport des sectoriels	Inaccessibilité aux financements externes	
OBJECTIFS SECTORIELS	Améliorer les conditions de production agricole et garantir la sécurité alimentaire de la Commune de Rey-Bouba	Augmentation des rendements et de production de 50% par spéculation	Rapport du DDADR	Le renchérissement des engrais	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Améliorer les conditions de production	- Pourcentage des paysans ayant eu accès au crédit - Pourcentage des paysans bien encadrés - Pourcentage des paysans accèdent aux intrants à proximité - Pourcentage des paysans ayant acquis de nouvelles techniques en maraîchage - Pourcentage des producteurs ayant acquis de connaissances leur permettant de fertiliser leurs parcelles	Contrat de crédit facture Arrêté d'affectation Enquêtes	Le renchérissement des coûts de transport	
	Améliorer les conditions de stockage et de commercialisation	- Pourcentage des paysans évacuant sans peine leur production - La destruction des champs par les pachydermes sont réduits - Pourcentage des infrastructures de stockage construites	- Rapport de la DDADR	Mettre sur pied des filières	
RESULTATS	Les conditions de production sont améliorées	50% Améliorent leur production	Contrat de crédit, facture	Inaccessibilité aux intrants	
	Les conditions de stockage et de commercialisation sont améliorées	Au moins 70% des paysans arrivent à bien stocker et à écouler leur production	Arrêté d'affectation	Augmentation des coûts des produits de stockage et du carburant	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS	CONDITIONS DE REALISATIONS	
			H		M
Octroyer des crédits d'équipement agricole aux paysans au sein de l'espace communal		40 000 000	X	X	Nouer une relation avec un OMF
Affecter le Délégué d'Arrondissement et (6) chefs de poste agricole dans la commune à Baikoua, Alpha, Dobinga, Mboukma, Vaimba, Rey-Bouba		PM	X	X	Lettre d'appui de la Commune
Créer des points de vente d'intrants agricoles dans les villages ayant un fort potentiel agricole (Dobinga, Baikoua, Rey-Bouba, Bere et Taparé, Mboukma, Djadjouli)		60 000 000	X	X	Obtenir un agrément
Créer des pistes pénétrantes dans les grandes zones agricoles à Bah Bororo, Tokormaye, Badjari, Landou I landou II, Bounbou, Domdjai, Mayel Pouldebo et kara		200 000 000	X	X	Préparer les bénéficiaires à l'entretien
Former les paysans en techniques de maraîchage à Rey-Manga Rey-Bouba, Dobinga, Konkong, Alpha, Badiddi Lamé, Badidi Foulbé, Ateki, Baïgram, Baïlou, Asaka, Rya Irema, Bassabar, kamalé		20 000 000	X	X	Faire une étude du marché
Réhabiliter le CEAC de Rey-Bouba		50 000 000			Monter un dossier de réhabilitation
Former les paysans aux techniques de fertilisation et de traitement des plantes et mauvaises herbes Tout l'espace communal		20 000 000	X	X	Mobiliser les ressources
Mettre en place un comité de contrôle de passage des éléphants dans les villages au sein de l'espace communal		2 000 000	X	X	Identifier les volontaires

Tableau 17: cadre logique secteur Agriculture

lisation et de Tout l'espace		X	X
ge des mmunal		X	X
uba			

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUE 3 SECTEUR : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
Objectif sectoriel	Améliorer les conditions de production et de commercialisation en élevage et à la pêche	Niveau d'épanouissement des éleveurs et de pêcheurs	Enquête socioéconomique	Manque de dynamisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Améliorer les conditions de production pastorale et halieutique	Effectif des cheptels augmenté Les espaces pastoraux sont délimités et bornés La santé des animaux et volaille est améliorée Les conditions d'encadrement des éleveurs sont améliorées Les conditions d'abreuvement des animaux sont améliorées Augmenté les produits de pêche	Le rapport du chef de centre vétérinaire	Les épizooties	
	Améliorer les conditions de commercialisation des produits pastoraux et halieutiques	Les marchés à bétails sont organisés Les infrastructures d'abattage sont construites Le matériel de stockage des produits d'élevage et de pêche est disponible	Rapport du Délégué de l'élevage	Les conflits sociaux	
RESULTATS	Des conditions de production pastorale et halieutique sont améliorées	Effectif des cheptels augmenté de 30%	Le rapport du chef de centre vétérinaire	Renchérissement des intrants	
	Les conditions de commercialisation pastorale et halieutique sont améliorées	Les conditions de vie des éleveurs et de pêcheurs sont améliorées à 100%	Le rapport du chef de centre vétérinaire	Le renchérissement du transport	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	AUTRES RESSOURCES		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer des points de vente de produits vétérinaires à Dobinga, Boderi, Baikoua, Béré, Rey-Bouba, Badjari, Tokormaye, Lahirdohi, Abakoura, Tokormaye		10 000 000	X	X	Impliquer les responsables du MINEPIA
Délimiter des zones de pâturage à Vaimba, Mboukma, Bassari, Sabongari, Alpha, Maïdjamba, Assaka, Doléré, Tatou, Rey-Manga, Boderi, Batao, Mayo Wondé, Bah Bororo, Djourdé, La mouguel Foulbé, Sinassi		15 000 000	X	X	Créer une commission pluri acteurs
Organiser des campagnes de vaccination du bétail et volaille au sein de l'espace communal au sein de l'espace communal		15 000 000	X	X	Sensibiliser les communautés
Affecter des agents zootechniques et vétérinaires à Rey-Bouba, Béré, Baikoua, Momboré Salassa et à Alpha		?	X	X	Appui de la Commune
Réaliser des puits pastoraux dans les villages Bassari (01), Sabongari (01), Alpha (01), Maïdjamba (01), Assaka (01), Doléré (01), Tatou (01), Rey-Manga (01), Boderi (01), Batao (01), Mayo Wondé (01), Bah Bororo (01), Djourdé (01), La mouguel Foulbé (01), Sinassi		520 000 000	X	X	Mobiliser les ressources
Equiper les pêcheurs autour du lac en matériel adéquat		5 000 000	X	X	Veiller au respect des normes
Organiser un repos biologique du lac		1500 000	X	X	Sensibiliser les communautés
Appuyer la création des GIC d'éleveurs		3 000 000	X	X	Etablir la liste des demandeurs

Tableau 18: cadre logique secteur Elevage pêches et industries animales



CADRE LOGIQUE 4 SECTEUR : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions d'accès au titre d'appropriation foncière	Le nombre de titre octroyé	Rapport des Services du Domaine des Affaires foncières	Manque de volonté politique	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Améliorer la connaissance des citoyens sur la procédure d'immatriculation domaniale	Les membres des différentes communautés sont sensibilisés formés sur les procédés d'immatriculation des domaines	Rapport de formation	Laxisme des responsables sectoriels	
	Faciliter l'accès au manuel de procédure d'immatriculation des domaines	Les acteurs locaux maîtrisent le contenu du manuel de procédure d'immatriculation	Manuel de procédure	Indisponibilité des documents	
RESULTATS	Les citoyens sont formés sur la procédure d'immatriculation domaniale	100% des membres des communautés maîtrisent les procédés d'immatriculation des domaines	Rapport de formation	Indisponibilité d'expert dans ce domaine	
	Un manuel de procédure d'immatriculation des domaines est mis en possession des acteurs locaux	100% des acteurs locaux disposent d'un guide	Manuel de procédures	Inaccessibilité au document	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Former les citoyens sur la procédure d'immatriculation domaniale		5 000 000	X	X	Intéressement des populations locales
Mettre en possession des acteurs locaux un manuel de procédure d'immatriculation des domaines		3 000 000	X	X	Engagement politique

Tableau 19: cadre logique secteur Domaine et affaires foncières



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUES SECTEUR : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Elaborer une stratégie d'urbanisation qui prend en compte les normes du SECTEUR du Développement Urbain et de l'Habitat	Une stratégie d'urbanisation est mise en œuvre dans au moins 70% des villages de la Commune	Rapport du sectoriel	Laxisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Elaborer une stratégie d'occupation de l'espace	Les espaces urbains sont occupés de manière rationnelle	Les croquis du plan Permis de bâtir Plans de construction	Indisponibilité d'expert dans le domaine	
	Délimiter la ville et élaborer des plans et vulgariser un type d'habitat moderne	Un plan cadastral respectant les normes est élaboré Site du chantier et projet de construction De l'habitat moderne est visible dans l'espace communal	Les négatifs du plan	Indisponibilité d'expert dans le domaine	
RESULTATS	Des plans sommaires sont élaborés pour l'extension des villages	Un plan cadastral respectant les normes est élaboré	Les négatifs du plan	Indisponibilité d'expert dans le domaine	
	Des dépôts de matériaux de construction moderne sont créés	Disponibilité du matériel de construction	Fiches des matériels	Indisponibilité d'expert dans le domaine	
	La construction en matériaux définitifs est vulgarisée	De l'habitat moderne est visible dans l'espace communal	Plans de construction	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Elaborer des plans sommaires pour au profit de l'extension des villages		75 000 000	X	X	Engagement de la Commune
Créer des dépôts de matériaux de construction moderne		30 000 000	X	X	Mobilisation des ressources
Vulgariser la construction en matériaux définitifs site de démonstration Baikoua, Rey-Bouba,		40 000 000	X	X	Cofinancement par les acteurs locaux

Tableau 20: cadre logique secteur Développement urbain et habitat



CADRE LOGIQUE 6 SECTEUR : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de préservation de l'environnement et promouvoir des actions en vue de protéger la nature	Niveau e restauration de la biodiversité	Rapport u Délégué de l'environnement	Laxisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Limiter la pollution	Les communautés sont sensibles aux questions environnementales	Rapport d'activité	Non engagement de l'Etat par la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la pollution	
	Restaurer un environnement sain	Restauration des espèces animales et végétales	Rapport du DDEPN	Incapacité à trouver un partenaire intéressé par cette action	
RESULTATS	Des poubelles publiques sont installées pour lutter contre la pollution	Les communautés sont sensibles à 100% aux questions environnementales	Rapport d'activité	Implication des responsables sectoriels	
	Les feux de brousse sont limités	La destruction des espèces animales et végétales est limitée	Rapport du DDEPN	Implication des responsables sectoriels	
	Des pépiniéristes sont formés sur la production des plants	L'aptitude des membres à produire des plants de reboisement est renforcée à 100%	Rapport de formation	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Installer des poubelles publiques pour lutter contre la pollution dans 169 villages de la commune		12 000 000	X	X	Mobilisation des ressources
Délimiter un site d'évacuation et de traitement de déchets		3 000 000	X	X	Collaboration avec les chefferies
Former les habitants sur la technique d'élaboration des pare-feu		10 000 000	X	X	Identifier les sites d'expérimentation
Former des pépiniéristes sur la production des plants		5 000 000	X	X	Préparer un bon module de formation

Tableau 21: cadre logique secteur Environnement et protection de la nature



CADRE LOGIQUE 7 SECTEUR : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de maintien de l'ordre	Réduction des cas de vandalisme	Rapport du commandant de brigade	Laxisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Assurer la sécurité des populations et des biens	Projet de renforcement de la sécurité des hommes et des biens	Arrêté d'affectation	Engagement des autorités	
	Responsabiliser les populations dans la maîtrise des conditions sécuritaires	Réduction des actes de vandalisme	Demande de création	Appui des autorités compétentes	
RESULTATS	Des unités locales mobiles du BIR sont créées autour des villages	Le nombre des agents de sécurité a augmenté d'au moins 40% au sein de l'espace communal	Arrêté d'affectation	Engagement politique	
	Des comités de vigilance sont créés	Les populations assurent à 40% leur sécurité dans les villages	Autorisation de création	Engagement des autorités	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer des unités locales mobiles du BIR autour des villages		?	X	X	Engagement politique
Créer des comités de vigilance dans tous les villages		?	X	X	Engagement des autorités et des bénéficiaires

Tableau 22: cadre logique secteur Administration territoriale, Décentralisation et maintien de l'ordre



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUE 8 SECTEUR : FORET ET FAUNE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de sauvegarde de la forêt et de la faune	Une nette évolution des populations végétales et fauniques	Rapport du Délégué des forêts et faunes	Laxisme des responsables sectoriels
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Restaurer les populations végétales et fauniques	La population des espèces végétales a augmentée au sein de l'espace communal	Rapport du DDFOF	Capacité à trouver un appui externe
		Les pépiniéristes maîtrisent la technique de production des plants	Demande d'appui	Capacité à trouver un expert dans ce domaine
RESULTATS	Améliorer le dispositif de protection des forêts et de la faune	Des espèces végétales sont variées au sein de l'espace communal Le nombre d'agent est insuffisant	Projet de création Demande d'affectation	Crainte liée aux passages des éleveurs des communes voisines
	Une action de reboisement est entamée dans les villages	La population des espèces végétales a augmenté de 25% au sein de l'espace communal	Rapport d'activités	Acquisition d'un volontariat politique
	Des agents des eaux et forêts sont affectés afin de limiter la coupe abusive du bois et le braconnage.	Le nombre d'agent a augmenté de 100%	Décision d'affectation	Obtention de la logistique nécessaire
ACTIVITES	COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
		H	M	
Entamer une action de reboisement dans les villages de la commune Konrong, Rey-Manga, Godji, Windé Taparé et Maradi, Wafango, Gatouguel, Mbilla, Rya, Rya Iréma, Djouroum et Mbideing, Ateki, Bassari et Djaoro Gotel, Dana et Dawane, Dambi, Guling, Manga, Basabar, Balsanri, Gadbe Bakary, Gadbe Bamai, Dami et Ouro Gadoudji, Kamalé et Godi, Gangouri, Batao et Mayo Gnibi, Libatmi, Badjari, Badidi, Sargari, Mayo Wondé, Bounbou, Laïhirdohi, Béré I et Laïndé Modibo, Béré II et Mayo Bani Haman, Mayo Laye, Doukroum et Carrefour Doukroum, Lerka, Goni et Koïndjoing, Taparé et Djamaré, Bodal, Mayo Wondé Windé, Hetchourou, Bari, Somessis et Koubadjé, Laïndé Bani, Téwaré, Mayel Pouldebbo et kara, Louga Tchabal, Alarba, Djadjouli, Abakoura, Mayel Borodji, Lainé Djaoulé, Djoundi, Djipordé, Ketchel Alim, Damdjel	50 000 000	X	X	Information des bénéficiaires, identification des sites d'implantation
Former les pépiniéristes sur la technique de production des plants	10 000 000	X	X	Identifier les formateurs
Créer des forêts communales	30 000 000	X	X	Déterminer les sites
Affecter des agents des eaux et forêts afin de veiller à limiter la coupe abusive du bois et le braconnage.	PM	X	X	Appui de la Commune

Tableau 23: cadre logique secteur Forêts et Faunes

	X	X	X	30
afin de veiller à aconnage.	X	X	X	

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUE 9 SECTEUR : EDUCATION DE BASE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions d'accès à l'éducation de base de qualité	Le taux de réussite a augmenté La population scolaire a augmenté	Rapport de l'IAEB	Laxisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Augmenter le nombre des infrastructures scolaires	Nombre d'écoles dans la commune a augmenté salles de classe en bon état Les conditions d'étude sont améliorées	Rapport de l'IAEB	Mobilisation des ressources externes	
	Sécuriser les enceintes scolaires	Les conditions d'étude sont améliorées Les établissements scolaires sont clôturés L'eau est accessible dans les écoles Les conditions d'hygiène sont assurées Les enseignants sont logés et travaillent dans des conditions productives	Rapport de l'IAEB	Contribution d'un partenaire financier externe	
	Améliorer les conditions de travail des apprenants et des enseignants	Nombre des tables-bancs a augmenté Le nombre des enseignants a augmenté Les tables bancs et les bureaux des enseignants sont en nombre suffisant	Rapport de l'IAEB	Engagement des responsables sectoriels	
RESULTATS	De nouvelles infrastructures scolaires (salles de classes, points d'eau, latrines, tables bancs, bacs à ordures) sont réalisées	Les établissements scolaires sont à 100% dotés d'infrastructures adéquates	Rapport du Directeur	Acquérir des engagements de l'Etat et des partenaires financiers	
	Les enceintes des établissements scolaires sont sécurisées	Les enceintes des établissements scolaires sont sécurisées à 100%	Rapport de rentrée	Contribution des partenaires financiers externes	
	Les conditions de travail des enseignants et des apprenants sont améliorées	Les conditions de travail des enseignants et des apprenants sont améliorées à 100%	Rapport du Directeur	Contribution des partenaires financiers externes	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer 49 écoles dans les villages : Abakoura (01), Abba Adam (01), Alarba (01), Angari Ladan (01), Angri Wassali (01), Ateki (01), Atoumbaïlle (01), Balsanri (01), Basabar (01), Bassari et Djaoro Gotel (01), Béré Djabiré (01), Béré I et Laïndé Modibo (01), Biri (01), Blama Moussa (01), Dambi (01), Djabbiré (01), Djabirou et Boliel (01), Djadjouli (01), Djaouro Souley (01), Djerwing (01), Djigam (01), Djipordé, Ketchel Alim (01), Djoundi (01), Gaïna (01), Gangouri (01), Godji (01), Hetchourou (01), Kamalé et Godi (01), Laïndé Bani, Téwaré, Mayel Pouldebbo et kara (01), Lammouguel Lamé (01), Landou II (01), Larki et Fimbé (01), Madanna, Annina, Baboulga (01), Manga (01), Mayo ketchel Djerwing (01), Mayo Labi (01), Mbella Kossam (01), Nassarao david (01), Ouro Goni (01), Ouro Goudron (01), Pakli (01), Péoriwo (01), Rey-Manga (01), Sargari (01), Tokormaye I (01), Toura Lara (01), Wakla Horaré (01), Yola Mbodéwa (01), Zina Ballam (01)		PM	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires
Réhabiliter 77 salles de classes dans les écoles de : Assaka (01), Badidi (01), Badissem (02), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (03), Bappouni, Homa Hamatciwto, ira, Homa Mal Yaya (01), Bitan Daba (01), Bodal (03), Boderi (01), Bounbou (03), Bounerou (01), Dana et Dawane (03), Djagol (01), Djourdé (01), Dobinga (01), Dokérol I (01), Dokérol II (03), Doukroum et Carrefour Doukroum (01), Gadbé Bakary, Gadbé Bamaï, Dami et Ouro Gadoudji (01), Gatouguel (03), Guilao (02), Guiling (03), Konrong (02), Laïhirdohi (03), Laïndé Djaoulé (01), Lammouguel Foulbé (01), Landou I (01), Libatmi (04), Louga Tchabal (01), Mayel Borodji (03), Mayo Wondé (03), Mayo Wondé Windé (03), Mbilla, Rya, Rya Iréma (01), Rey-Bouba (03), Rey-Manga (05), Taparéou (01), Tchapoma (01), Vaïmba (02), Wakla Pakouaré (01), Windé Mbaïllam (01), Yadia (01).		462 000 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires
Construire 55 salles de classes dans les écoles de : Babororo (02), Baïgram et Tchéferé (06), Bari, Somessis et Koubadjé (03), Béré II et Mayo Bani Haman (06), Damdjel (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (01), Koindéri (06), Konrong (02), Landou I (03), Mayel Borodji (01), Mayo Laye (04), MbougmaTchiaïal et Mbougma Village (02), Rey-Bouba (02), Sinassi (02), Taparé et Djamaré (13), Tchapoma (01).		495 000 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires
Doter les établissements d'environ 4719 tables-bancs dans les écoles de : Babororo (230), Badidi (33), Badissem (52 Baïgram et Tchéferé (30),		47 190 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

<p>Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (50), Batao et Mayo Gnibi (51), Béré II et Mayo Bani Haman (233), Bitan Daba (28), Bounbou (38), Damdjel (35), Dami (01), Djagol (45), Djangana (24), Djourdé (14), Djouroum et Mbideing (13), Dobinga (02), Dokérol II (44), Doukroum et Carrefour Doukroum (138), Gadbé Bakary, Gadbé Bamaï, Dami et Ouro Gadoudji (126), Gangoï, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaïgué (111), Gatouguel (135), Guiling (43), Koindéri (321), Konrong (254), Laindé Djaoulé (04), Lammouguel Foulbé (09), Landou I (165), Libatmi (95), Louga Tchabal (43), Mayel Borodji (43), Mayo Laye (98), Mayo Wondé Windé (69), Mbilla, Rya, Rya Iréma (36), MbougmaTchiaial et bougma Village (68), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (77), Rey-Bouba (737), Sénago et Souki (54), Sinassi (135), Taparé et Djamaré (411), Tatou (130), Tchapoma (90), Vaïmba (28), Wafango (50), Wakla Pakouaré (54), Windé Mbaïllam (44), Windé Taparé et maradi (136), Yadia (92).</p>				ressources nécessaires
<p>Affecter 73 enseignants dans les écoles de : Babororo (02), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (05), Bari, Somessis et Koubadjé (03), Béré II et Mayo Bani Haman (08), Djagol (01), Djourdé (01), Djouroum et Mbideing (03), Dokérol II (01), Gangoï, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaïgué (03), Gatouguel (04), Koindéri (04), Konrong (02), Landou I (04), Louga Tchabal (01), Mayo Laye (01), MbougmaTchiaial et Mbougma Village (02), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Rey-Bouba (06), Sinassi (03), Taparé et Djamaré (11), Tatou (01), Tchapoma (02), Vaïmba (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Mbaïllam (01), Yadia (01).</p>	PM	X	X	Désigner un porteur de projet
<p>Réaliser 59 points d'eau dans les écoles de : Alpha (01), Assaka (01), Badidi (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (01), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01), Batao et Mayo Gnibi (01), Béré II et Mayo Bani Haman (01), Bitan Daba (01), Bodal (01), Boderi (01), Bounbou (01), Bounerou (01), Damdjel (01), Dami (01), Dana et Dawane (01), Djagol (01), Djangana (01), Djourdé (01), Dobinga (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (02), Gadbé Bakary, Gadbé Bamaï, Dami et Ouro Gadoudji (01), Gangoï, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaïgué (01), Gatouguel (01), Guilao (01), Guiling (01), Laïhirdohi (01), Laindé Djaoulé (01), Lammouguel Foulbé (01), Landou I (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (01), Libatmi (01), Louga Tchabal (01), Maïdjamba (01), Mayel Borodji (01), Mayo Laye (01), Mayo Wondé (01), Mayo Wondé Windé (01), Mbilla, Rya, Rya Iréma (01), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Rey-Bouba (02), Taparé et Djamaré (01), Taparéou (01), Tatou (01), Tchapoma (01), Vaïmba (01), Wafango (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Mbaïllam (01), Windé Taparé et maradi (01).</p>	590 000 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires
<p>Réaliser 44 blocs de deux latrines dans les écoles de : Alpha (01), Assaka (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (02), Bitan Daba (01), Bodal (01), Boderi (01), Bounerou (01), Damdjel (01), Dana et Dawane (01), Djagol (01), Djangana (01), Dobinga (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (01), Gadbé Bakary, Gadbé Bamaï, Dami et Ouro Gadoudji (01), Gatouguel (01), Guilao (01), Guiling (01), Laïhirdohi (01), Lammouguel Foulbé (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (01), Libatmi (01), Louga Tchabal (01), Mayel Borodji (01), Mayo Wondé (01), Mayo Wondé Windé (01), Mbilla, Rya, Rya Iréma (01), MbougmaTchiaial et Mbougma Village (01), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Rey-Bouba (02), Sinassi (01), Taparé et Djamaré (01), Taparéou (01), Tchapoma (01), Vaïmba (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Mbaïllam (01).</p>	44 000 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires
<p>Fabriquer 72 bacs à ordures dans les écoles de : Alpha (01), Assaka (01), Babororo (01), Badidi (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (03), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01), Batao et Mayo Gnibi (01), Béré II et Mayo Bani Haman (01), Bitan Daba (01), Bodal (01), Boderi (01), Bounbou (01), Bounerou (01), Damdjel (01), Dami (01), Dana et Dawane (01), Djagol (01), Djangana (01), Djourdé (01), Djouroum et Mbideing (01), Dobinga (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (02), Gadbé Bakary, Gadbé Bamaï, Dami et Ouro Gadoudji (01), Gangoï, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaïgué (01), Gatouguel (01), Guilao (01), Guiling (01), Koindéri (01), Laïhirdohi (01), Laindé Djaoulé (01), Lammouguel Foulbé (01), Landou I (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (01), Libatmi (01), Louga Tchabal (01), Maïdjamba (01), Manga (01), Mayel Borodji (01), Mayo Laye (01), Mayo Wondé (01), Mayo Wondé Windé (01), Mbilla Kossam (01), Mbilla, Rya, Rya Iréma (01), MbougmaTchiaial et Mbougma Village (01), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Rey-Bouba (06), Sénago et Souki (01), Sinassi (01), Taparé et Djamaré (01), Taparéou (01), Tatou (01), Tchapoma (01), Vaïmba (01), Wafango (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Mbaïllam (01), Windé Taparé et maradi (01), Yadia (01).</p>	36 000 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

<p>Clôturer 72 écoles dans les villages de : Alpha (01), Assaka (01), Babororo (01), Badidi (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (03), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01), Batao et Mayo Gnibi (01), Béré II et Mayo Bani Haman (01), Bitan Daba (01), Bodal (01), Boderi (01), Bounbou (01), Bounerou (01), Damdjel (01), Dami (01), Dana et Dawane (01), Djagol (01), Djangana (01), Djourdé (01), Djouroum et Mbideing (01), Dobinga (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (02), Gadbé Bakary, Gadbé Bamaï, Dami et Ouro Gadoudji (01), Gangoi, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaïgué (01), Gatouguel (01), Guilao (01), Guiling (01), Koindéri (01), Laihiridohi (01), Laindé Djaoulé (01), Lammouguel Foulbé (01), Landou I (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (01), Libatmi (01), Louga Tchabal (01), Maïdjamba (01), Manga (01), Mayel Borodji (01), Mayo Laye (01), Mayo Wondé (01), Mayo Wondé Windé (01), Mbella Kossam (01), Mbilla, Rya, Rya Iréma (01), MbougmaTchiaial et Mbougma Village (01), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Rey-Bouba (06), Sénago et Souki (01), Sinassi (01), Taparé et Djamaré (01), Taparéou (01), Tatou (01), Tchapoma (01), Vaïmba (01), Wafango (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Mbaïllam (01), Windé Taparé et maradi (01), Yadia (01).</p>	720 000 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires
<p>Reboiser 57 écoles dans les villages de : Assaka (01), Babororo (01), Badidi (01), Badissem (01), Baïkoua (02), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya(01), Batao et Mayo Gnibi (01), Béré II et Mayo Bani Haman (01), Bitan Daba (01), Bodal (01), Boderi (01), Bounbou (01), Bounerou (01), Damdjel (01), Dami (01), Djagol (01), Djangana (01), Djourdé (01), Djouroum et Mbideing (01), Dobinga (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (02), Gangoi, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaïgué (01), Gatouguel (01), Guilao (01), Guiling (01), Koindéri (01), Laihiridohi (01), Laindé Djaoulé (01), Lammouguel Foulbé (01), Landou I (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (01), Louga Tchabal (01), Maïdjamba (01), Mayel Borodji (01), Mayo Laye (01), Mayo Wondé Windé (01), Mbilla, Rya, Rya Iréma (01), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Rey-Bouba (05), Sénago et Souki (01), Taparé et Djamaré (01), Taparéou (01), Tatou (01), Tchapoma (01), Vaïmba (01), Wafango (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Mbaïllam (01)Yadia (01)</p>	57 000 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires
<p>Construire 58 logements des enseignants dans les villages de : Assaka (01), Babororo (01), Badidi (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (02), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya(01), Bari, Somessis et Koubadjé (01), Batao et Mayo Gnibi (01), Bitan Daba (01), Bodal (01), Boderi (01), Bounbou (01), Bounerou (01), Damdjel (01), Dami (01), Djagol (01), Djangana (01), Djourdé (01), Dobinga (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (01), Gatouguel (01), Guilao (01), Guiling (01), Laihiridohi (01), Laindé Djaoulé (01), Lammouguel Foulbé (01), Landou I (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (01), Libatmi (01), Louga Tchabal (01), Maïdjamba (01), Manga (01), Mayel Borodji (01), Mayo Laye (01), Mayo Wondé (01), Mayo Wondé Windé (01), Mbella Kossam (01), Mbilla, Rya, Rya Iréma (01), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Rey-Bouba (06), Sénago et Souki (01), Taparé et Djamaré (01), Taparéou (01), Tatou (01), Tchapoma (01), Vaïmba (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Mbaïllam (01), Windé Taparé et maradi (01), Yadia (01).</p>	174 000 000	X	X	Mobilisation d'au moins 10% des ressources nécessaires

Tableau 24: cadre logique secteur Education de base



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUE 10 SECTEUR : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions d'accès à l'enseignement secondaire de qualité	Le taux de réussite a augmenté La population scolaire a augmentée	Rapport des chefs d'établissements	Laxisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Augmenter le nombre des infrastructures scolaires	Nombre d'écoles dans la commune a augmenté salles de classe en bon état Les conditions d'étude sont améliorées	Rapport des chefs d'établissements	Mobilisation effective des ressources locales	
	Sécuriser les enceintes scolaires	Les conditions d'étude sont améliorées Les établissements scolaires sont clôturés L'eau est accessible dans les écoles Les conditions d'hygiène sont assurées Les enseignants sont logés et travaillent dans des conditions productives	Rapport des chefs d'établissements	Etablir un contrat avec les parents et autres acteurs dans la mobilisation des matériaux et autres ressources	
	Améliorer les conditions de travail des apprenants et des enseignants	Nombre des tables-bancs a augmenté Le nombre des enseignants a augmenté Les tables bancs et les bureaux des enseignants sont en nombre suffisant	Rapport des chefs d'établissements	Etablir un contrat avec les parents et autres acteurs dans la mobilisation des matériaux et autres ressources	
RESULTATS	De nouvelles infrastructures scolaires (salles de classes, points d'eau, latrines, tables bancs, bacs à ordures) sont réalisées	Les établissements scolaires sont à 100% dotés d'infrastructures adéquates	Rapport du Directeur	Acquérir des engagements de l'Etat et des partenaires financiers	
	Les enceintes des établissements scolaires sont sécurisées	Les enceintes des établissements scolaires sont sécurisées à 100%	Rapport de rentrée	Contribution des partenaires financiers externes	
	Les conditions de travail des enseignants et des apprenants sont améliorées	Les conditions de travail des enseignants et des apprenants sont améliorées à 100%	Rapport du Directeur	Contribution des partenaires financiers externes	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer et construire un C.E.S à Baboro, Bari, Béré II, Koindéri, Konrong, Landou, Taparé et Djamaré, Sinassi.			X	X	Désigner les porteurs du projet
Construire des salles de classe (au Lycée de Baïkoua (04), Lycée de Rey-Bouba (04) et CETIC de Rey-Bouba (04)) au CES de Dobia (04)		120 000 000	X	X	Mobiliser la contrepartie locale
Équiper les établissements secondaires en 1332 Tables bancs (au Lycée de Baïkoua (355), Lycée de Rey-Bouba (525) au CETIC de Rey-Bouba (252) et au CES de Dobia (200))		13 320 000	X	X	Mobiliser la contrepartie locale
Affecter des enseignants formés (au Lycée de Baïkoua, Lycée de Rey-Bouba et CETIC de Rey-Bouba et au CES de Dobia)		PM	X	X	Mobiliser la contrepartie locale
Construire blocs de latrines (au Lycée de Baïkoua, Lycée de Rey-Bouba, au CES de Dobia et au CETIC de Rey-Bouba)		4 000 000	X	X	Mobiliser la contrepartie locale
Clôturer tous les établissements de l'enseignement secondaire de l'espace communal		40 000 000	X	X	Mobiliser la contrepartie locale
Construire des bibliothèques et un centre multimédias dans tous les établissements l'enseignement secondaire et les équiper en manuels		48 000 000	X	X	Mobiliser la contrepartie locale
Construire des blocs administratifs dans des établissements secondaires au Lycée de Rey-Bouba, au Lycée de Baïkoua, au CETIC de Rey-Bouba, au CES de		80 000 000	X	X	Mobiliser la contrepartie locale

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Dobinga				
Etablir un branchement au réseau AES-SONEL au profit du Lycée de Rey-Bouba, du CETIC de Rey-Bouba, du CES de Dobinga	600 000	X	X	Mobilisation des ressources

Tableau 25: cadre logique secteur Enseignement secondaire



CADRE LOGIQUE 11 SECTEUR : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Faciliter les conditions d'accès à l'enseignement supérieur	Le Nombre des étudiants a augmenté de 60%	Rapport de la Commune	Laxisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Créer un répertoire des étudiants de la commune	Les étudiants de l'espace communal sont identifiés	Liste des étudiants	Impliquer des partenaires externes à la Commune	
	Créer un comité de soutien aux étudiants	Un comité opérationnel est mis sur pied	PV de création	Négocier des financements auprès des partenaires externes	
	Mettre en place un système de dotation de bourses	un système de mobilisation des ressources pouvant soutenir les étudiants est organisé	Compte rendu de rencontre	Mobilisation des ressources externes	
RESULTATS	Un répertoire des étudiants de la commune est élaboré	Les étudiants de l'espace communal sont identifiés à 100%	Liste des étudiants	Associer les responsables sectoriels	
	un comité de soutien aux étudiants est créé	Un comité opérationnel est mis sur pied	PV de création	S'appuyer sur le réseau des élites	
	Un système de dotation de bourses est mis en place	un système de mobilisation des ressources pouvant soutenir les étudiants est mis sur pied et fonctionnel	Compte rendu de rencontre	Mobilisation des ressources des partenaires externes à la Commune	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer un répertoire des étudiants de la commune		500 000	X	X	Lancer un communiqué
Créer un comité de soutien aux étudiants		?	X	X	S'appuyer sur le réseau des élites
Mettre en place un système de dotation de bourses		50 000 000	X	X	Mobilisation des ressources

Tableau 26: cadre logique secteur Enseignement Supérieur

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUE 12 SECTEUR : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Non implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions des travailleurs par une bonne garantie de la sécurité sociale	Les travailleurs bénéficient d'une prise en charge sociale	Carnet de la CNPS	Laxisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Sensibiliser les populations pour souscrire à la CNPS afin de leur garantir une sécurité sociale	Les populations ont compris la nécessité de souscrire à la CNPS	Rapport d'activité	Impliquer les sectoriels	
	Assister les pensionnés dans l'obtention de leurs droits	Les acteurs locaux connaissent à 100% le droit des travailleurs	Guide du travailleur	Associer les responsables de la CNPS	
RESULTATS	Les populations sont sensibilisées pour souscrire à la CNPS afin de leur garantir une sécurité sociale	Tous les travailleurs sont immatriculés à la CNPS	Rapport d'activité	Associer les experts en droit de l'employer	
	Les pensionnés sont assistés dans l'obtention de leurs droits	Tous les pensionnés perçoivent régulièrement leurs droits	Bulletin de paie	Intervention des cadres de la CNPS	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Sensibiliser les populations pour souscrire à la CNPS afin de leur garantir une sécurité sociale		500 000	X	X	Mobilisation des ressources
Assister les pensionnés pour l'accès à de leurs droits		2 000 000	X	X	Engagement de la commune

Tableau 27: cadre logique secteur Travail et sécurité social



CADRE LOGIQUE 13 SECTEUR : SANTE PUBLIQUE

OBJECTIFS	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions d'accès à la santé pour tous d'ici l'an 2035	Réduction du taux de contamination des maladies endémiques de près de 50%	Rapport du médecin chef de district de santé	Dynamisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Rapprocher les centres de soins médicaux des populations	Le nombre de centre de santé a augmenté Le taux des maladies endémiques a diminué	Rapport du Médecin chef de District e santé	Révision de la politique sanitaire	
	Améliorer les conditions de travail du personnel soignant	Le dispositif u matériel médical est renforcé	Rapport du Médecin chef de District e santé	Mobilisation des ressources externes	
	Renforcer les capacités du personnel de santé	Les agents ont reçu des formations en rapport avec leurs activités	Rapport du Médecin chef de District e santé	Mobilisation des ressources externes	
RESULTATS	38 nouveaux centres de santé sont créés et construits dans les localités	Les centres de santé sont proches des populations	PV de réception	Respecter les normes sectorielles	
	Le personnel de santé est affecté dans les centres de santé opérationnels	Le nombre du personnel de santé a augmenté de 40%	Décision d'affectation	Volonté politique	
	Des bâtiments abritant la maternité et le laboratoire sont construits dans les installations sanitaires	Le nombre de bâtiments a augmenté de 25% dans les installations sanitaires	PV de réception	Respect des normes sectorielles	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer et construire 38 nouveaux centre de santé dans les localités de : Abakoura (01), Atoupayel Agatou (01), Babororo (01), Badidi (01), Baïgram et Tchéferé (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01), Béré I et Laïndé Modibo (01), Blama Moussa (01), Boderi (01), Bounerou (01), Dana et Dawane (01), Djagol (01), Djoundi (01), Dokérol I (01), Guilao (01), Laïndé Djaoulé (01), Larki et Fimbé (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (01), Louga Tchabal (01), Maidjamba (01), Maidjamba Hake (01), Manga (01), Mayo ketchel Djerwing (01), Naoudel (01), Ouro Goni (01), Ouro moyo (01), Sargari (01), Sinassi (01), Taparé et Djamaré (01), Taparéou (01), Tatou (01), Toormaye I (01), Toura Lara (01), Wafango (01), Windé Taparé et maradi (01), Yadia (01), Yola Mbodéwa (01), Zina Ballam (01).		950 000 000	X	X	Mobilisation des ressources
Affecter le personnel de santé dans les centres de santé opérationnels de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		PM	X	X	Mobilisation des ressources
Construire des bâtiments abritant la maternité et le laboratoire dans les installations sanitaires de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		120 000 000	X	X	Mobilisation des ressources
Equiper les centres de sante de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré] en matériels médicaux, lits, réfrigérateur, stérilisateur et de dispositif de traitement de déchets.		30 000 000	X	X	Mobilisation des ressources
Clôturer et reboiser les centres de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		30 000 000	X	X	Mobilisation des ressources

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

OBJECTIFS	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Construire des latrines dans les centres de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		10 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Réaliser des points d'eau dans les centres de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		100 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Construire des logements pour le personnel de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		80 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Former des Comités de Gestion (COGE) et de Santé (COSA) dans les centres de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		10 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Appuyer les centres de santé d'Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré] en produits pharmaceutiques.		20 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Construire et équiper un service d'accueil d'urgence à l'hôpital de district		20 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Construire une salle de garde et une salle de soin à l'hôpital de district		10 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Doter l'hôpital de district d'une ambulance		38 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Construire des latrines dans les CSI de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		20 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Réinstaller le circuit de l'eau à l'hôpital de district		1 000 000	X	X	Mobilisation des ressources	
Equiper à l'hôpital de district d'un groupe électrogène		3 500 000	X	X	Mobilisation des ressources	

Tableau 28: cadre logique secteur Santé publique



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUE 14 SECTEUR : EAUX ET ENERGIES

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Implication des partenaires financiers dans le financement des projets
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions d'accès à l'eau potable et à l'énergie au sein des différents villages constitutif de la Commune de REY-BOUBA	Le taux des maladies hydriques est réduit La distance pour l'accès à l'eau est réduite	Rapport du Médecins Rapport du Délégué du MINEE	Dynamisme des responsables sectoriels
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Réhabiliter 56 forages en pannes dans les villages	Au moins 30 forages sont réhabilités	Carte hydraulique	Mobilisation des ressources externes
	Réhabiliter 30 puits à ciel ouverts non fonctionnels dans les villages	Au moins 30 puits sont réhabilités	Carte hydraulique	Mobilisation des ressources externes
	Réhabiliter 38 puits couverts non fonctionnels dans les villages	Au moins 30 puits sont réhabilités	Carte hydraulique	Mobilisation des ressources externes
	Réaliser 84 forages dans villages	Au moins 30 forages sont réalisés	Etat des besoins	Mobilisation d'une contrepartie externe
	Réaliser 50 puits dans les villages	30 puits couverts sont réhabilités	Etat des besoins	Mobilisation d'une contrepartie externe
	Sensibiliser et former les populations sur les techniques de traitement des eaux	L'eau de consommation est filtrée et traitée	Rapport du CSI sur les maladies hydriques	Mobilisation d'une contrepartie externe
	Faire une extension du réseau électrique dans l'ensemble des villages	Certains villages de la commune ne sont pas éclairés	Carte électrique	Mobilisation d'une contrepartie externe
RESULTATS	56 forages en pannes sont réhabilités dans les villages	Le nombre de forages a augmenté de 20% dans la commune	PV de réception	Mobilisation des ressources externes
	30 puits à ciel ouverts non fonctionnels sont réhabilités dans les villages	Le nombre de puits à ciel ouvert a augmenté de 20% dans la commune	PV de réception	Mobilisation des ressources externes
	38 puits couverts non fonctionnels sont réhabilités dans les villages	20% des puits à ciel ouvert sont réhabilités	PV de réception	Mobilisation des ressources externes
	84 nouveaux forages sont réalisés dans villages	Le nombre de forages a augmenté de 20%	PV de réception	Mobilisation d'une contrepartie externes
	50 nouveaux puits sont réalisés dans les villages	Les puits à ciel ouvert a augmenté de 20%	PV de réception	Mobilisation d'une contrepartie externe
	Les populations sont sensibilisées et formées sur les techniques de traitement des eaux	L'eau potable est disponible en quantité et en qualité	Rapport de formation	Mobilisation d'une contrepartie externe
	Toute la Commune est reliée au réseau de distribution électrique de l'AES-SONEL	20 villages de la commune sont électrifiés	Factures d'électricité	Mobilisation d'une contrepartie externe
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS H M	CONDITIONS DE REALISATIONS
Réhabiliter 56 forages en pannes dans les villages : Alarba (01), Babororo (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (01), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Maï Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (02), Batao et Mayo Gnibi (01), Béré I et Laïndé Modibo (02), Béré II et Mayo Bani Haman (03), Bounbou (01), Damdjel (01), Djoundi (01), Djourdé (02), Djouroum et Mbideing (01), Dobia (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (01), Gangoï, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaïgué (02), Koindéri (01), Konrong (03), Laïndé Djaoulé (01), Lammouguel Foulbé (02), Landou I (01), Mayo Labi (01), Mayo Wondé (02), Mbilla, Rya, Rya Iréma (02), Mbougma Tchialaï et Mbougma Village (01), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (02), Rey-Bouba (07), Tokormaye I (01), Vaïmba (01), Windé Taparé et maradi (01), Yadia (02).		112 000 000	X X	Mobilisation de 10% de contrepartie locale
Réhabiliter 30 puits à ciel ouverts non fonctionnels dans les villages : Alpha (01), Béré I et Laïndé Modibo (05), Béré II et Mayo Bani Haman (01), Bounbou (01), Djadjouli (02), Djerwing (01), Djoundi (01), Gatouguel (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (04), Mayo Labi (02), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (02), Sénago et Souki (02), Taparé et Djamaré (07).		30 000 000	X X	Mobilisation de 10% de contrepartie locale
Réhabiliter 38 puits couverts non fonctionnels dans les villages : Babororo (01), Baïkoua (04), Balsanri (01), Béré II et Mayo Bani Haman (01), Bodal (02), Djourdé (01), Djouroum et Mbideing (01), Dokérol I (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (04), Koindéri (04), Laihiridohi (02), Laïndé Bani, Téwaré, Mayel Pouldebbo et kara (03), Lammouguel Lamé (02), Mayo Wondé (01), Sinassi (02), Tokormaye I (05), Vaïmba (01), Wakla Pakouaré (01), Yadia (01).		76 000 000	X X	Mobilisation de 10% de contrepartie locale

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Réaliser 84 forages dans villages de : Abakoura (04), Abba Adam (01), Atoupayel Agatou (03), Angari Ladane (01), Angari Wassali (01), Ateki (01), Babororo (01), Badidi (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (04), Balsanri (01), Basabar (01), Biri (01), Blama Moussa (03), Bodal (01), Boderi (01), Bounerou (03), Dambi (01), Djabirou et Boliel (02), Djadjouli (01), Djagol (01), Djangana (01), Djoundi (01), Dokérol I (01), Gaina (01), Godji (01), Guilao (01), Guiling (01), Kamalé et Godi (01), ketchel Alioum (01), Laindé Djaoulé (02), Lammouguel Lamé (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (02), Maïdjamba (01), Maidjamba Hake (02), Manga (02), Mayel Borodji (01), Mayo ketchel Djerwing (05), Mbailou (01), Ouro moyo (02), Pakli (01), Rya Irema (01), Sargari (02), Sinassi (01), Taparé et Djamaré (05), Tatou (03), Tokormaye I Toura Lara (01), Wakla Horaré (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Taparé et maradi (01), Yola Mbodéwa (02), Zina Ballam (01).	840 000 000	X	X	Mobilisation de 10% de contrepartie locale
Réaliser 50 puits dans les villages de : Abakoura (03), Abba Adam (01), Atoupayel Agatou (03), Angari Ladane (01), Angari Wassali (01), Ateki (01), Badidi (01), Baïkoua (02), Batao et Mayo Gnibi (01), Biri (01), Blama Moussa (03), Boderi (01), Bounerou (03), Djabirou et Boliel (01), Djagol (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Guilao (01), Laindé Djaoulé (01), Larki et Fimbé (01), Maïdjamba (01), Maidjamba Hake (01), Manga (01), Mayel Borodji (01), Mayo ketchel Djerwing (05), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Ouro moyo (01), Rya Irema (01), Sargari (01), Taparé et Djamaré (02), Tatou (02), Tchapoma (01), Toura Lara (01), Yola Mbodéwa (01), Zina Ballam (01).	400 000 000	X	X	Mobilisation de 10% de contrepartie locale
Sensibiliser et former les populations sur les techniques de traitement des eaux	5 000 000	X	X	Mobilisation de 10% de contrepartie
Faire une extension du réseau électrique dans l'ensemble des villages	PM	X	X	locale

Tableau 29: cadre logique secteur Eaux et Energies



CADRE LOGIQUE 15 SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de circulation des personnes et des biens au sein de l'espace communal	Les villages sont accessibles à tout moment	Rapport du Délégué des travaux	Dynamisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Aménager les routes en toutes saisons	Toutes les routes sont en bon état	PV de réception	Volonté politique	
	Construire les ouvrages de franchissement sur les pistes	Les ouvrages de franchissement sont construits	PV de réception	Volonté politique	
RESULTATS	Les routes sont aménagées en toutes saisons	Les routes sont praticables toutes les saisons	PV de réception	Volonté politique	
	Les ouvrages de franchissement sont installés sur les pistes	Les pistes ouvrages de franchissement sont restaurées et leur nombre a augmenté de 40%	PV de réception	Volonté politique	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Aménager les pistes : - Djabbiré-Béré (05 Km) - Djabbiré-Mayo Rey (03 Km) - Djigam-Dobinga (12 Km) - Ouro Mayo-Lagdo (134 Km) - Lamouguel-lamouguel lame (05 Km) - Lamouguel- Koindéri (xx Km) - Rya-Rey (09 Km) - Rya-Gatouguel (06 Km) - Djerweing-Laindé (3,5 Km) - Djoundi-Laïndé Djaoulé (7,5 Km) - Mayo Wondé Windé- Béré (03 Km) - Mayo Wondé Windé- Hetchourou (05 Km)		PM	X	X	Etude de Faisabilité préalable et calage des projets Mobilisation du financement
Construire les ouvrages de franchissement sur les pistes		PM	X	X	Mobilisation du financement

Tableau 30: cadre logique secteur Travaux publics



CADRE LOGIQUE 16 SECTEUR : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES		SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie		Enquête socioéconomique	Implication des partenaires financiers dans le financement des projets
OBJECTIF SECTORIEL	Concilier les résultats de la recherche aux besoins des producteurs	Les producteurs valorisent les résultats de la recherche		Rapport des Délégués	Dynamisme des responsables sectoriels
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Mener des recherches sur l'amélioration des rendements agricoles et pastoraux	Les producteurs arrivent à une satisfaction des itinéraires techniques		Rapport de recherche	Elaborer des protocoles de recherche avec les bénéficiaires
	Vulgariser la production des semences améliorées	Les producteurs accèdent à une semence de bonne qualité		Echantillon de semence	Identifier les besoins en appui
	Introduire des variétés précoces de semences dans les cultures	Les producteurs obtiennent des variétés de culture à cycle court		Echantillon des cultures	Se rapprocher des centres de production de semences
RESULTATS	Des recherches sont menées sur l'amélioration des rendements agricoles et pastoraux	Les producteurs arrivent à une satisfaction des itinéraires techniques		Rapport de recherche	Initier une assise d'échange
	La production des semences améliorées est vulgarisée	Les producteurs accèdent à une semence de bonne qualité		Echantillon de semence	Elaborer des protocoles de recherche avec les bénéficiaires
	Des variétés précoces de semences sont été introduites dans les cultures	Les producteurs obtiennent des variétés de culture à cycle court		Echantillon des cultures	Identifier les besoins en appui
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Appuyer la recherche pour l'amélioration des rendements agricoles et pastoraux		50 000 000	X	X	Mobiliser les financements
Former les agriculteurs sur la technique de production des semences améliorées		10 000 000	X	X	Identifier les demandeurs et mobiliser les financements
Introduire des variétés précoces de semences		500 000	X	X	Rechercher les producteurs de semences agréés

Tableau 31: cadre logique secteur Recherche scientifiques et innovations



CADRE LOGIQUE 1) SECTEUR : AFFAIRES SOCIALES

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION		
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Implication des partenaires financiers dans le financement des projets		
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions populations et couches vulnérables	Les couches vulnérables sont prises en charge	Rapport u sectoriel	Dynamisme des responsables sectoriels		
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Prendre en charge les personnes vulnérables et les orphelins	Les personnes vulnérables ne sont pas intégrées dans la société civile	Liste des membres	Disposer des ressources externes		
	Créer un centre de réinsertion sociale à Rey-Bouba	Les personnes vulnérables sont intégrées dans la société civile	Liste des membres	Introduire un dossier de demande de financement		
	Apporter un appui à la "Maison des enfants" de Rey-Bouba	Les objectifs fixés par la maison des enfants	Plan d'action	Rechercher d'autres partenaires		
RESULTATS	Les personnes vulnérables et les orphelins sont pris en charge	Les personnes vulnérables bénéficient de l'assistance	Rapport d'activités	Disposer des ressources nécessaires		
	Un centre de réinsertion sociale est créé à Rey-Bouba	Aptitude à faire des petits métiers	Fiches de suivi	Introduire un dossier de demande de financement		
	La "Maison des enfants" de Rey-Bouba est appuyée	Les appuis apportés par les partenaires	Bordereau de réception	Rechercher d'autres partenaires		
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS			CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	F	
Construire un Service d'action sociale		30 000 000	X	X	X	Contribution de la Commune
Prendre en charge les personnes vulnérables et les orphelins		20 000 000	X	X	X	Demande d'un appui externe
Créer un centre de réinsertion sociale à Rey-Bouba		30 000 000	X	X	X	Déposer une demande au sectoriel concerné
Apporter un appui à la "Maison des enfants" de Rey-Bouba		3 000 000	X	X	X	Disposer des ressources nécessaires

Tableau 32: cadre logique secteur Affaires sociales



CADRE LOGIQUE 18 SECTEUR : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Implication des partenaires financiers dans le financement des projets
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de promotion de petites et moyennes entreprises, du développement de l'économie sociale et de la valorisation de l'artisanat	Le nombre des petites et moyennes entreprises a augmenté	Rapport du sectoriel	Dynamisme des responsables sectoriels
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Organiser des sessions de formation sur la notion d'entreprise	Les bénéficiaires n'ont aucune notion de l'entreprise	Etat de besoins	Disposer d'une volonté de création d'entreprise
	Appuyer la création des entreprises au sein de l'espace communal	Le nombre d'entreprises est insuffisant dans la commune	Fichier des contribuables	Identifier les experts dans ce domaine
	Implanter des moulins dans les villages	Mouture à l'aide des pierres et des mortiers	Etat des lieux	Regarder l'aspect gestion
	Renforcer les AGR	Le nombre des AGR est insuffisant	Rapport	Susciter une nouvelle dynamique
	Organiser les artisans pour une rentabilisation de leurs produits	Accroissement du chiffre d'affaires	Compte d'exploitation	Renforcer l'aspect organisationnel
RESULTATS	Des sessions de formation sur la notion d'entreprise sont organisées	Les bénéficiaires ont acquis la notion de l'entreprise	Rapport de formation	Disposer d'une volonté de création d'entreprise
	La création des entreprises est appuyée au sein de l'espace communal	Le nombre d'entreprises a augmenté au sein de l'espace communal	Rapport de formation	Identifier les experts dans ce domaine
	Des moulins sont implantés dans les villages	Les moulins sont disponibles dans les villages	PV de réception	Regarder l'aspect gestion
	Les AGR sont renforcées	Les AGR sont appuyées	Rapport d'activités	Susciter une nouvelle dynamique
	Les artisans sont organisés pour une rentabilisation de leurs produits	Le chiffre d'affaire des artisans a accru	Compte d'exploitation	Renforcer l'aspect organisationnel
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS H M	CONDITIONS DE REALISATIONS
Organiser des sessions de formation sur la notion d'entreprise		5 000 000	X X	Identifier les formateurs
Appuyer la création des entreprises au sein de l'espace communal		10 000 000	X X	Mobilisation des ressources
Doter les petites entreprises de crédit en moulins dans les villages		50 000 000	X X	Mobilisation des ressources
Appuyer les petites entreprises de crédits sous forme de fonds de roulement		100 000 000	X X	Mobilisation des ressources
Organiser les artisans pour une rentabilisation de leurs produits		5 000 000	X X	Mobilisation des ressources

Tableau 33: cadre logique secteur Petites et moyennes entreprises économie locale et artisanat



CADRE LOGIQUE 19 SECTEUR : JEUNESSE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Implication des partenaires financiers dans le financement des projets	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de l'épanouissement de la jeunesse	Les jeunes disposent des cadres les permettant de s'épanouir	Rapport du sectoriel de la jeunesse	Dynamisme des responsables sectoriels	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Créer et construire des centres de loisirs jeunes dans les villages	Un cadre où les jeunes se retrouvent pour s'épanouir est construit	PV de réception	Impliquer les jeunes afin de cerner des nouveaux besoins	
	Créer et construire un centre multimédia	Les jeunes accèdent aux différents médias	PV de réception	Rechercher les financements	
RESULTATS	Des centres de loisirs jeunes dans les villages sont créés et construits	Un cadre où les jeunes se retrouvent pour s'épanouir est construit	PV de réception	Impliquer les jeunes afin de cerner des nouveaux besoins	
	Un centre multimédia est créé et construit	Les jeunes accèdent aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)	PV de réception	Rechercher les financements	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer et construire des centres de loisirs jeunes à Rey-Bouba, Baïkoua, Béré et Dobinga		80 000 000	X	X	Rechercher les financements
Créer et construire un centre multimédia		50 000 000	X	X	Rechercher les financements

Tableau 34: cadre logique secteur Jeunesse



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

CADRE LOGIQUE 20 SECTEUR : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux	
OBJECTIF SECTORIEL	Assurer une meilleure intégration de la femme dans les décisions familiales, collectives et une bonne insertion sociale	Les femmes sont épanouies	Rapport du délégué de la Promotion de la femme et de la famille	Briser la barrière coutumière	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Organiser les femmes en groupements pour une dynamique opportuniste	Les femmes ont appris et améliorent leurs situations	Rapport d'activités	Susciter cette nouvelle dynamique	
	Développer un plaidoyer en faveur de la femme rurale	Les femmes sont marginalisées	Prise de décision	Consulter les gardiens de la tradition	
	Sensibiliser les parents contre le mariage précoce	L'âge moyen de mariage	Rapport d'activités	Développer un argumentaire valable	
	Inscrire les filles en âge scolarisable à l'école	Amélioration du niveau moyen des filles	Liste des élèves	Eviter de blâser les traditions	
	Créer des centres d'alphabétisation dans les villages	Les femmes ne savent ni lire, ni écrire	Rapport d'activités	Rechercher les financements	
RESULTATS	Les femmes sont organisées en groupements pour une dynamique opportuniste	Les femmes ont appris et améliorent leurs situations	Rapport d'activités	Susciter cette nouvelle dynamique	
	Un plaidoyer est développé en faveur de la femme rurale	Les avis des femmes sont pris en compte lors de la prise des décisions	Rapport d'activités	Consulter les gardiens de la tradition	
	Les parents sont sensibilisés contre le mariage précoce	Les parents donnent les filles en mariage à un âge raisonnable	Rapport d'activités	Développer un argumentaire valable	
	Les filles en âge scolarisable sont inscrites à l'école	Amélioration du niveau moyen des femmes	Répertoire des élèves	Eviter de blâser les traditions	
	Des centres d'alphabétisation sont créés dans les villages	Les femmes ont appris et améliorent leurs situations	PV de création	Rechercher les financements	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Organiser les femmes en groupements dynamiques		15 000 000	X	X	Orienter les groupes en fonction des besoins
Développer un plaidoyer en faveur de la femme rurale		5 000 000	X	X	Impliquer fortement les hommes
Sensibiliser les parents contre le mariage précoce		?	X	X	Impliquers les autorités religieuses
Inscrire les filles en âge scolarisable à l'école		?	X	X	Recueillir l'avis d'un expert sur les aspects genre
Créer des centres d'alphabétisation dans les villages de Abakoura (01), Atoupayel Agatou (01), Babororo (01), Badiidi (01), Baïgram et Tchéferé (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01), Béré I et Laïndé Modibo (01), Blama Moussa (01), Boderi (01), Bounerou (01), Dana et Dawane (01), Djagol (01), Djoundi (01), Dokérol I (01), Guïlao (01), Laïndé Djaoulé (01), Larki et Fimbé (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (01), Louga Tchabal (01), Maïdjamba (01), Maidjamba Hake (01), Manga (01), Mayo ketchel Djerwing (01), Naoudel (01), Ouro Goni (01), Ouro moyo (01), Sargari (01), Sinassi (01), Taparé et Djamaré (01), Taparéou (01), Tatou (01), Toormaye I (01), Toura Lara (01), Wafango (01), Windé Taparé et maradi (01), Yadia (01), Yola Mbodéwa (01), Zina Ballam (01).		38 000 000	X	X	Mobiliser les financements nécessaires

Tableau 35: cadre logique secteur Promotion de la femme et de famille



CADRE LOGIQUE 21 SECTEUR : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES		SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie		Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de pratique du sport et de l'éducation physique	Les performances des sportifs ont augmenté		Rapport du Délégué Départemental des sports	Mettre sur pied un dispositif minimal
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Aménager un centre d'encadrement sportif au sein de la Commune à Rey-Bouba	Les infrastructures sportives ont augmentées au sein de l'espace communal		PV de réception des travaux	Murir le projet et impliquer le sectoriel concerné
	Affecter des encadreurs techniques d'éducation physique	Le nombre de formateurs en éducation physique et sportive a augmenté		Les arrêtés d'affectation	Appui de la Commune
	Aménager des aires de jeux	Les aires de jeux sont suffisantes		Fiches des infrastructures	Nécessité d'acquiescer la volonté politique
	Organiser des compétitions sportives	Le nombre des compétitions sportives a augmenté		Les feuilles de rencontre	Impliquer les FMO
	Doter les associations sportives du matériel et équipement du sport	Le matériel des organisations sportives est existant		Bordereaux de décharge	Accéder au financement
RESULTATS	Un centre d'encadrement sportif au sein de la Commune à Rey-Bouba est aménagé	Les infrastructures sportives ont augmenté au sein de l'espace communal		PV de réception des travaux	Murir le projet et impliquer le sectoriel concerné
	Des encadreurs techniques d'éducation physique sont affectés	Le nombre de formateurs en éducation physique et sportive a augmenté		Les arrêtés d'affectation	Appui de la Commune
	Des aires de jeux sont aménagées	Les aires de jeux ont augmenté		PV de réception	Nécessité d'acquiescer la volonté politique
	Des compétitions sportives sont organisées	Le nombre des compétitions sportives a augmenté		Les feuilles de rencontre	Impliquer les FMO
	Les associations sportives sont dotées du matériel et équipement du sport	Les organisations sportives ont reçu du matériel et équipement		Bordereaux de décharge	Accéder au financement
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Aménager un complexe sportif au sein de la Commune à Rey-Bouba		75 000 000	X	X	Mobiliser le financement
Affecter des encadreurs techniques d'éducation physique à Rey-Bouba		PM	X	X	Mobiliser le financement
Aménager des aires de jeux		25 000 000	X	X	Mobiliser le financement
Organiser des compétitions sportives		5 000 000	X	X	Mobiliser le financement
Doter les associations sportives du matériel du sport		3 000 000	X	X	Mobiliser le financement

Tableau 36: cadre logique secteur Sport et éducation physique



CADRE LOGIQUE 22 SECTEUR : TRANSPORT

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES		SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie		Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions du transport au sein de l'espace communale	Les conditions de transport sont améliorées		Rapport du délégués transports	Engagement de la Commune
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Inciter les investisseurs à financer le transport public	Le niveau du trafic est faible		Fiches de suivi	Organiser un forum
	Installer les barrières des pluies sur les axes des gros transporteurs	Projet de construction des barrières de pluies		Bons de commande	Engagement de la Commune
	Créer et construire une gare routière à Rey-Bouba	Plan du bâtiment abritant les locaux		Projet de construction	Engagement de la Commune
	Respecter les consignes de la prévention routière	Le nombre élevé des accidents de circulation		Fiche statistique	Impliquer la FMO
	Mettre en place des pirogues d'embarcation dans le déversoir de la retenue de Lagdo	Les contraintes liées au déplacement sur l'eau		Rapport d'activités	Engagement de la Commune
RESULTATS	Les investisseurs sont incités à financer le transport public	Les conditions du transport sont améliorées		Fiches de suivi	Organiser un forum
	Les barrières des pluies sont installées sur les axes des gros transporteurs	Le transport est possible après les pluies		Plaquette de signalisation	Engagement de la Commune
	Une gare routière est créée et construite à Rey-Bouba	Existence du bâtiment		PV de réception	Engagement de la Commune
	Les consignes de la prévention routière sont respectées	Le nombre des accidents a diminué		Fiche statistique	Impliquer la FMO
	Des pirogues d'embarcation sont mises en place dans le déversoir de la retenue de Lagdo	Le nombre de pirogues a augmenté dans la retenue		PV de réception	Engagement de la Commune
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Inciter les investisseurs à financer le transport public		500 000	X	X	Engagement de la Commune
Installer les barrières des pluies sur les axes des gros transporteurs		2 000 000	X	X	Sensibiliser les utilisateurs de la route
Créer et construire une gare routière à Rey-Bouba		15 000 000	X	X	Rechercher les financements
Mettre en place des pirogues d'embarcation dans le déversoir de la retenue de Lagdo		5 000 000	X	X	Rechercher les financements

Tableau 37: cadre logique secteur Transport



CADRE LOGIQUE 23 SECTEUR : POSTE ET TELECOMMUNICATION

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions d'accès aux services de poste et télécommunication	Les populations locales accèdent aux services des postes et télécommunication	Rapport des receveurs des postes	Engagement du Ministère	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Installer une antenne de téléphonie mobile dans les zones non couvertes par le réseau	Les infrastructures de télécommunication sont installées	PV de réception	Volonté du Ministère	
	Rapprocher les services des postes des villages	Les populations accèdent aux services des postes	Interroger les bénéficiaires	Poser la demande	
RESULTATS	Une antenne de téléphonie mobile est installée dans les zones non couvertes par le réseau	Couverture en réseau téléphonique	PV de réception	Volonté du Ministère	
	Les services des postes sont rapprochés des villages	Les populations accèdent aux services des postes	Interroger les bénéficiaires	Poser la demande	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Installer une antenne de téléphonie mobile dans les zones non couvertes par le réseau		?	X	X	Poser la demande
Rapprocher les services des postes des villages		?	X	X	Poser la demande

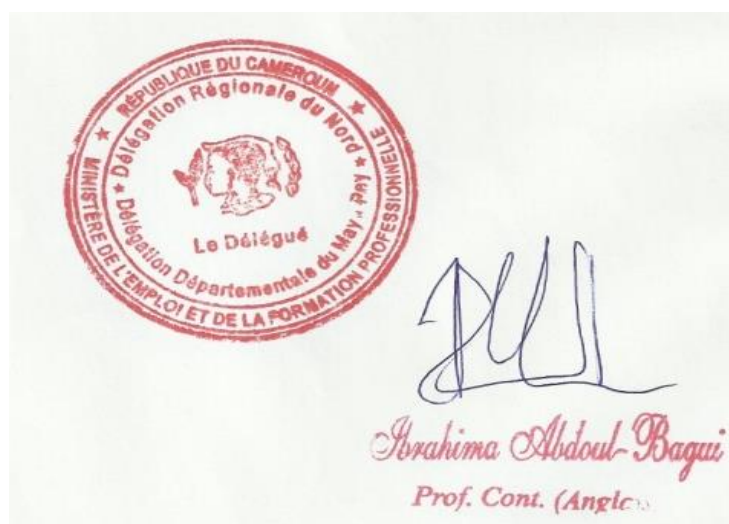
Tableau 38: cadre logique secteur Poste et télécommunication



CADRE LOGIQUE 24 SECTEUR : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions d'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle	Le taux de sans emploi a diminué	Rapport du sectoriel	Créer de l'emploi	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Créer un centre de formation professionnelle à Rey-Bouba	Infrastructures techniques existantes dans les villages	Arrêté de création	Engagement de la Commune	
	Organiser des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers	Les jeunes ont appris un métier	Rapport de formation	Impliquer le sectoriel concerné	
	Elaborer un répertoire des jeunes en quête d'emploi	Une liste des jeunes sans emploi est disponible	Dépôt des dossiers par les jeunes	Rôle de la Commune	
	Nouer des relations avec les services pourvoyeurs d'emploi	Un protocole d'accord est établi avec la Commune	Correspondances	Implication de la Commune dans le rôle d'intermédiation	
RESULTATS	Un centre de formation professionnelle est créé à Rey-Bouba	Aptitude des jeunes à créer des emplois	Liste des techniciens	Engagement de la Commune	
	Des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers sont organisées	Les jeunes ont appris un métier	Rapport de formation	Impliquer le sectoriel concerné	
	Un répertoire des jeunes en quête d'emploi est élaboré	Une liste des jeunes sans emploi est disponible	Dossiers des jeunes	Rôle de la Commune	
	Des relations avec les services pourvoyeurs d'emploi sont nouées	Un protocole d'accord est établi avec la Commune	Correspondances	Implication de la Commune dans le rôle d'intermédiation	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer un centre de formation professionnelle à Rey-Bouba		50 000 000	X	X	Mobilisation du financement
Organiser des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers		5 000 000	X	X	Mobilisation du financement
Créer un répertoire des jeunes en quête d'emploi		1 000 000	X	X	Mobilisation du financement
Nouer des relations avec les services pourvoyeurs d'emploi		?	X	X	Mobilisation du financement

Tableau 39: cadre logique secteur Emploi et formation professionnelle



CADRE LOGIQUE 2S SECTEUR : TOURISME

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES		SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie		Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux
OBJECTIF SECTORIEL	Valoriser l'activité touristique et améliorer les revenus des populations	La fréquentation des touristes augmentés		Rapport du Délégué du tourisme	Concertation avec le sectoriel du tourisme
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Aménager des sites touristiques autour du parc national de Bouba Ndjidda	Un lieu touristique est visible		PV de réception	Concertation avec les populations riveraines
	Créer un centre d'accueil à Rey-Bouba	Un lieu d'accueil existe dans les villages		Autorisation de bâtir	Engagement de la Commune
	Sensibiliser les communautés sur la rentabilité du tourisme	Les ventes des produits artisanaux ont augmenté		Compte d'exploitation des artisans	Imprégner les acteurs locaux de la rentabilité de cette activité
RESULTATS	Des sites touristiques sont aménagés autour du parc national de Bouba Ndjidda	Un lieu touristique est visible		PV de réception	Concertation avec les populations riveraines
	Un centre d'accueil est créé à Rey-Bouba	Des infrastructures existent		PV de réception	Engagement de la Commune
	Les communautés sont sensibilisées sur la rentabilité du tourisme	Les ventes des produits artisanaux ont augmenté		Compte d'exploitation des artisans	Imprégner les acteurs locaux de la rentabilité de cette activité
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Aménager des sites touristiques autour du parc national de Bouba Ndjidda		70 000 000	X	X	Mobiliser le financement
Créer un centre d'accueil à Rey-Bouba		40 000 000	X	X	Mobiliser le financement
Sensibiliser les communautés sur la rentabilité du tourisme		10 000 000	X	X	Mobiliser le financement

Tableau 40: cadre logique secteur Tourisme



CADRE LOGIQUE 26 SECTEUR : CULTURE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de préservation des valeurs culturelles	Les valeurs culturelles sont revalorisées	Rapport du Délégué de la Culture	Susciter une adhésion des acteurs locaux	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Créer des associations culturelles	Un comité culturel dynamique opérationnel est mis sur pied	PV de création	Sensibiliser toutes les composantes sociales	
	Créer un centre culturel	Maintien des valeurs culturelles	Etat des lieux	Impliquer les autorités coutumières	
	Rétablir un climat d'entente entre les initiés	Concertation entre les initiés	Chef traditionnel	Les identifier au préalable	
	Restaurer les rites et les sacrifices	Disparition des rites, traditions, coutumes et sacrifices	Le calendrier de fête est disponible	Encourager les anciens	
	Créer et construire un musée d'art pour la conservation des objets d'art à Rey-Bouba	Le contenu du musée représente les valeurs culturelles	Fiche d'identification des objets	Impliquer le Ministère de la Culture	
RESULTATS	Des associations culturelles sont créées	Fonctionnement, opérationnalisation et dynamique comité culturel	Rapport d'activités	Sensibiliser toutes les composantes sociales	
	Un centre culturel est créé	Rétablissement des valeurs culturelles	Chefferie	Impliquer les autorités coutumières	
	Un climat d'entente entre les initiés est rétablit	Création d'un cadre de concertation entre les initiés	Chefferie	Les identifier au préalable	
	Les rites et les sacrifices sont restaurés	Restauration des rites, traditions, coutumes et sacrifices	Chefferie	Encourager les anciens	
	Un musée d'art pour la conservation des objets d'art est créé et construit à Rey-Bouba	Le contenu du musée représente tous les groupes ethniques	Fiches de visite	Impliquer le Ministère de la Culture	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer des associations culturelles		?	X	X	Sensibiliser les bénéficiaires
Créer un centre culturel		30 000 000	X	X	Mobiliser le financement
Réhabiliter les rites et les sacrifices		3 000 000	X	X	Inventorier les rites et les sacrifices
Créer et construire un musée d'art pour la conservation des objets d'art		25 000 000	X	X	Mobiliser le financement

Tableau 41: cadre logique secteur Culture



CADRE LOGIQUE 27 SECTEUR : MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux	
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de valorisation des ressources minières	Les ressources minières de l'espace communal sont connues et exploitées	Rapport du Délégué des mines	Volonté de l'Etat	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Réaliser la prospection autour des villages	Installation du chantier	Plaque de labellisation	Volonté de l'Etat	
	Explorer les sous-sols de la commune	La carte des ressources du sous-sol est élaborée	Rapport de prospection	Volonté de l'Etat	
RESULTATS	La prospection est réalisée autour des villages	Construction des ouvrages	PV de réception	Volonté de l'Etat	
	Les sous-sols de la commune sont explorés	La carte des ressources du sous-sol est élaborée	Rapport de prospection	Volonté de l'Etat	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Réaliser la prospection autour des villages		?	X	X	Volonté de l'Etat
Explorer les sous-sols de la commune		?	X	X	Volonté de l'Etat

Tableau 42: cadre logique secteur Mines et Développement industriel



CADRE LOGIQUE 28 SECTEUR : COMMERCE

OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION	
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie	Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux	
OBJECTIF SECTOREL	Améliorer les prestations de la commune en infrastructures marchandes	Les chiffres d'affaires des commerçants ont augmentés	Rapport du Délégué de Commerce	Engagement de la Commune	
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Créer des marchés dans les villages afin de permettre les échanges et les rentrées des devises	Projet de création des marchés	Demande De création	Exprimer le besoin dans les villages	
	Construire des boutiques, les hangars et les magasins dans les marchés existants	Projet de construction des boutiques et hangars	Demande de financement	Engagement de la Commune	
	Créer des marchés périodiques	Chaque marché a son jour	Calendrier des marchés	Engagement de la Commune	
RESULTATS	Des marchés sont créés dans les villages afin de permettre les échanges et les rentrées des devises	Les espaces des commerçants et petits vendeurs sont améliorés	rapport des travaux	Exprimer le besoin dans les villages	
	Des boutiques, les hangars et les magasins sont construits dans les marchés existants	Présence physique des infrastructures	PV de réception	Engagement de la Commune	
	Des marchés périodiques sont créés	Le jour du marché est déterminé pour chaque village	Calendrier des marchés	Engagement de la Commune	
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Créer des marchés à Abba Adam, Atoupayel Agatou, Bah Horé, Baïgram, Boderi, Bounerou, Djabbiré, Djigam, Boungouï, Biri, Guélaïo, Maïdjamba, Mbailou, Ouro Mayo, Rya Iréma, Tokormaye, Badiddi, Badjari, Gangouri, Sinassi		5 000 000	X	X	Mobilisayion des ressources
Construire, les hangars et les magasins dans les marchés de Baïkoua (02 M), Djamaré (02 H), Djamaré Taparé (02H), Laïndé Djaoulé (02H), Mayo Wonder Windé (02H)		40 000 000	X	X	Mobilisayion des ressources Mobilisayion des ressources
Créer des marchés périodiques			X	X	

Tableau 43: cadre logique secteur Commerce



CADRE LOGIQUE 29 SECTEUR : COMMUNICATION

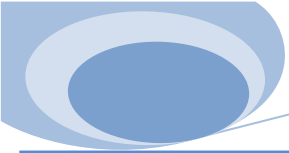
OBJECTIFS	LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES		SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
OBJECTIF GLOBAL	Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Rey-Bouba	Une nette amélioration du niveau de vie		Enquête socioéconomique	Adhésion totale des acteurs locaux
OBJECTIF SECTORIEL	Améliorer les conditions de communication au sein de l'espace communal	Les outils de communication sont accessibles		Enquêtes	Volonté de l'Etat
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Faciliter l'accès aux médias nationaux et internationaux	Les populations accèdent aux différents médias		Faciliter de connexion	Volonté de l'Etat
	Installer une antenne relais de CRTV	Accès difficile aux informations Radio et Télé		Chaîne de radio et télé	Volonté de l'Etat
	Rapprocher les populations des services de presses écrites	Les populations accèdent à la presse écrites		Présence des kiosques	Volonté de l'Etat
RESULTATS	L'accès aux médias nationaux et internationaux est facilité	Les populations accèdent aux différents médias		Faciliter de connexion	Volonté de l'Etat
	Une antenne relais de CRTV est installée	Les populations accèdent aux informations radio et télé		Station radio et télé	Volonté de l'Etat
	Les populations sont rapprochées des services de presses écrites	Les populations accèdent à la presse écrites		Présence des kiosques à journaux	Volonté de l'Etat
ACTIVITES		COUTS EN FCFA	MOYENS		CONDITIONS DE REALISATIONS
			H	M	
Faciliter l'accès aux médias nationaux et internationaux		?	X	X	Volonté de l'Etat
Installer une antenne relais de CRTV		?	X	X	Volonté de l'Etat
Rapprocher les populations des services de presses écrites		?	X	X	Volonté de l'Etat

Tableau 44: cadre logique secteur Communication

5.3 COUT ESTIMATIF DU PCD

N° ORDRE	ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	COUTS EN F CFA
1	COMMUNE	15 500 000
2	AGRICULTURE	392 000 000
3	ELEVAGES PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES	569 500 000
4	DOMAINES DES AFFAIRES FONCIERES	8 000 000
5	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	145 000 000
6	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	30 000 000
7	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	?
8	FORET ET FAUNE	90 000 000
9	EDUCATION DE BASE	2 625 190 000
10	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	305 920 000
11	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	50 500 000
12	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	2 500 000
13	SANTE PUBLIQUE	1 350 000 000
14	EAU ET ENERGIE	1 463 100 000
15	TRAVAUX PUBLICS	PM
16	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS	60 500 000
17	AFFAIRES SOCIALES	83 000 000
18	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	170 000 000
19	JEUNESSE	130 000 000
20	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	58 000 000
21	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	108 000 000
22	TRANSPORT	22 500 000
23	POSTE ET TELECOMMUNICATION	?
24	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	56 000 000
25	TOURISME	120 000 000
26	CULTURE	58 000 000
27	MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	?
28	COMMERCE	45 000 000
29	COMMUNICATION	?
30	PERSONNES VULNERABLES ET POPULATIONS MARGINALES	44 000 000
31	ECONOMIE LOCALE	10 000 000
	TOTAL	8 012 221 000

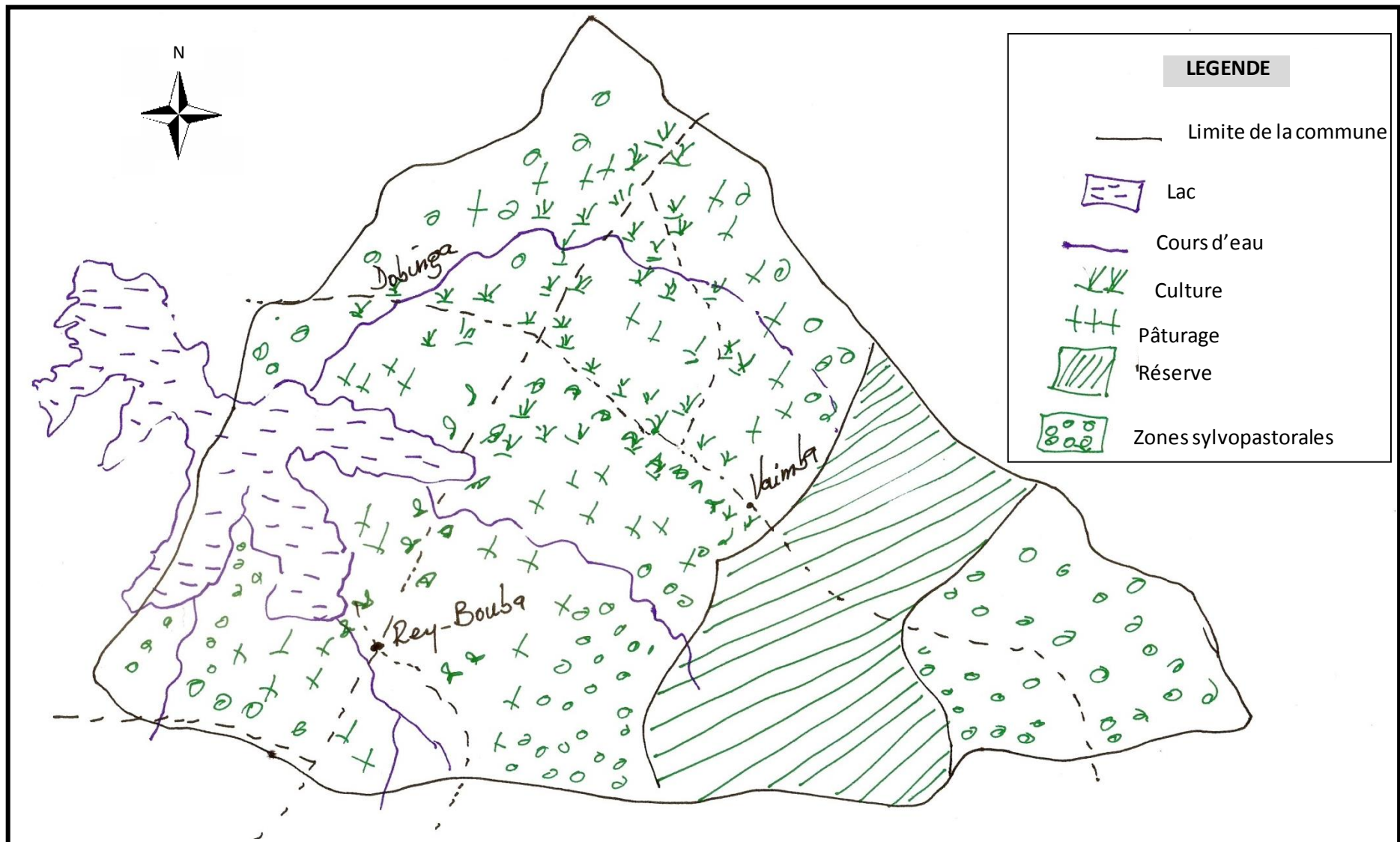
Tableau 45: Coût estimatif du PCD





PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

5.4 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

-REGION DU NORD- COMMUNE DE REY-BOUBA

5.5 Tableau: plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Ressources Naturelles	Statut d'emploi + Localisation	Potentiel	Utilisateur	Contrôleur	Mode Gestion	Tendance	Problème/ Contrainte	Action à Entreprendre
Zone de poly culture	Tous les villages	Espace disponible, terres par endroit fertiles, possibilité de pratiquer toutes les variétés de cultures	Agriculteurs, éleveurs	Chefs traditionnels	Libre	Baisse fertilité, dégradation, érosion, inondation,	Conflits agropastoraux, baisse de la fertilité, inondation, érosion, vols, feux de brousse, rareté et cherté des intrants et matériels agricoles	-Aménagement des parcelles, utilisation de la fumure organique, -mise en place des comités de gestion, faciliter l'accès aux intrants et matériels agricoles, délimitation des périmètres agricoles
Forêt	La forêt communautaire de Douka (village limitrophes : Djamboutou, Tondiré, Kourmi, Sélifa)	20 ha de superficie, Présence de biodiversité floristique et faunique	Population locale, braconniers (bois et gibier)	Service MINFOF Commune Comité de gestion, Chefs traditionnels	Comité	Dégradation (coupe fréquente de bois), pratique agricole par endroit, élevage bovin	1. Coupe anarchique du bois, Création des champs non autorisés, Insuffisance du personnel et moyens pour la surveillance, Occupation par les habitations, Destruction du couvert arboré, Production bois de services et production de charbon et bois de chauffe, Pêche non contrôlée	1. Sensibilisation des populations 2. Intensifier le contrôle 3. Engager le processus de mise en place de la forêt communale (poursuivre et finaliser) 4. Entreprendre des actions de reboisement des espaces dégradés 5. Sensibiliser les habitants actuels sur le statut futur de la forêt
Lac et mares	Béri, Danédjam, Tondiré, Lougoumi, Haïgadjéwa, entre Djamboutou et Selifa, Bocklé, dada. Gadourou, Dovéndou	Eau en permanence, poisson, fourrage, abreuvement bétails	pêcheurs, agriculteurs, éleveurs,	Chefs traditionnels	Accès libre	Baisse drastique des ressources halieutiques, ensablement du lac, érosion des abords, début d'eutrophisation	dégradation des berges (déforestation, érosion,...), baisse des ressources halieutiques, perte de la biodiversité (faune, flore), ensablement du lac, pollution des eaux, modification de la biodiversité	Reboisement systématique des berges du lac, aménager les berges (plan d'aménagement), consolidation, aménagement des zones de frais, mise en place d'un mécanisme de gestion faire respecter la réglementation
Bas-fonds	Kismatari, Bawo. Hosséré, Dovédou, Laïndé Biloné, Babal, perma, Dengui, etc.	Herbes de pâturage, eau, terre fertile, maraîchage, riziculture, vergers	Agricultures, éleveurs	Chefs traditionnels	Accès libre	Dégradation, baisse de la fertilité, érosion, inondation	Conflits agropastoraux, débats des cultures par les hippopotames,	Aménagement, mise en place des comités de gestion, appui des agriculteurs en équipement d'irrigation
Zone de pâturage	Mayo. Danédjam, Djalongo Tchumpa, Djamboutou, kismatari, Bocklé, etc	Existence du pâturage	Eleveurs	Chefs traditionnels	Accès libre	Dégradation, réduction de l'espace	Conflits agropastoraux, occupation par les cultures, feux de brousse	Sécurisation, mise en place des comités de gestion, planter les arbres fourragères,
Cours d'eau (Benoué, Mayo-Douka, Mayo-Kébi)	Béri, Danédjam, Tondiré, Lougoumi, Haïgadjéwa, entre Djamboutou et Selifa, Bocklé, dada. Gadourou, Dovéndou	Eau en permanence, ressource halieutique, fourrage, abreuvement bétails, sables, transport	pêcheurs, agriculteurs, éleveurs, transporteurs	Chefs traditionnels	Accès libre	Baisse drastique des ressources halieutiques, ensablement, érosion des berges, baisse en eau	dégradation des berges, baisse des ressources halieutiques, perte de la biodiversité, ensablement du lac, pollution des eaux, modification de la biodiversité	Reboisement systématique des berges, aménager les berges (plan d'aménagement), consolidation, réglementer l'accès

Tableau 46: Plan de gestion et d'utilisation de terre

6 PROGRAMMATION

6.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABL ES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
PROJETS DE PREMIERES ANNEES											
1	Construction de la gare routière de Rey-Bouba	Les conditions d'accès aux moyens de transport sont améliorées	Le Maire Le DDT Le PNDP	X	X	X	X	X	128 000 000	PNDP	
	Construction d'un bloc de 02 salles de classes à l'EP de Rey-Bouba	Les conditions de travail des élèves et des enseignants sont améliorées	Le Maire L'IAEB Le PNP	X	X	X	X	X	18 000 000	PNDP	
	Construction de 02 hangars au marché de Baïkoua	Les conditions de travail des commerçants sont améliorées	Le Maire Le DDCommer e Le PNDP	X	X	X	X	X	32 000 000	PNDP	
	Construction de 02 abattoirs à rey-Bouba et à Baïkoua	Les conditions de production de viande sont améliorées	Le Maire Le DAMINEPIA Le PNDP	X	X	X	X	X	30 000 000	PNDP	
	Construction d'un centre de santé à Wafango	Les conditions de accès à la santé sont améliorées	Le Maire Le Médecin Le PNDP	X	X	X	X	X	50 000 000	PNDP	
	Equipement d'un véhicule tout terrain	La commune améliore sont parc d'engin roulant	Le Maire	X	X	X	X	X	50 000 000	Commune	
	Appui à la structuration des agriculteurs	Les agriculteurs de l'espace communale accèdent au professionnalisme	Le Maire Le DAADR	X	X	X	X	X	15 000 000	Commune	
	Construction d'un radier à Mayo Sina	La commune est désenclavée	Le Maire Le DDTP	X	X	X	X	X	9 000 000	Commune	
	Etude de faisabilité de l'aménagement du tronçon de Glakélé	La commune est désenclavée	Le Maire Le DDTP	X	X	X	X	X	6 000 000	Commune	
	Extension du réseau électrique	Les communautés accèdent à l'énergie électrique	Le Maire AES-SONEL	X	X	X	X	X	20 000 000	Commune	
	Entretien des ouvrages communaux	Le patrimoine communal est renoué	Le Maire Le DDTP	X	X	X	X	X	15 000 000	Commune	
	Etude de faisabilité de la construction d'un bain détiqueur à Rey-Bouba	Les cheptels sont bien soignés	Le Maire Le DAMINEPIA	X	X	X	X	X	6 000 000	Commune	
	Equipement des établissements scolaires en tables-bancs (EP Rey-Bouba, EP	Les conditions de travail des élèves et des enseignants sont	Le Maire L'IAEB	X	X	X	X	X	9 000 000	Commune	

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	Konkron, EP Dobinga	améliorées									
	Construction de l'hôtel de ville à Rey-Bouba	Le patrimoine communal est renoué	Le Maire Le FEICOM	X	X	X	X	X	150 000 000	FEICOM	
	Construction de la salle des actes à Rey-Bouba	Les conditions de travail des élèves et des enseignants sont améliorées	Le Maire L'IAEB	X	X	X	X	X	50 000 000	FEICOM	
	Réalisation de 10 forages à pompes à motricité humaine (Abakoura (02), Abba Adam (01), Atoupayel Agatou (02), Angari Ladane (01), Angari Wassali (01), Ateki (01), Babororo (01), Badidi (01), Badjari (01),	Les populations locales accèdent à l'eau potable	Le Maire Le DDMINEE	X	X	X	X	X	80 000 000	FEICOM	
	Construction d'une salle de classes à L'EP bilingue de Rey-Bouba	Les conditions de travail des élèves et des enseignants sont améliorées	Le Maire L'IAEB	X	X	X	X	X	16 000 000	BIP	
	Equiperment des établissements secondaires en tables bancs (Lycée de Rey-Bouba, Lycée de Baïkoua, CES de Dobinga, CETIC de Rey-Bouba)	Les conditions de travail des élèves et des enseignants sont améliorées	Le Maire L'IAEB	X	X	X	X	X	1 800 000	BIP	
	Equiperment en bureau des enseignants(Lycée de Rey-Bouba, Lycée de Baïkoua, CES de Dobinga, CETIC de Rey-Bouba)	Les conditions de travail des élèves et des enseignants sont améliorées	Le Maire L'IAEB Le PNP	X	X	X	X	X	250 000	BIP	
	Construction d'un parc vaccino-gène à Reey-Bouba	Les cheptels sont bien soignés	Le Maire Le DAMINEPIA	X	X	X	X	X	7 600 000	BIP	
	Construction d'un fumoir à Lesdi Bodéri	Les produits halieutiques sont bien conditionnés	Le Maire Le DAMINEPIA	X	X	X	X	X	7 000 000	BIP	
	Réhabilitation de 08 forages à Alarba (01), Babororo (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (01), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01),	Les populations locales accèdent à l'eau potable	Le Maire Le DDMINEE	X	X	X	X	X	10 400 000	BIP	

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	Réalisation d'un forage à Sinassi(01),	Les populations locales accèdent à l'eau potable	Le Maire Le DDMINEE	X	X	X	X	X	8 000 000	BIP	
	Entretien de voiries municipales	La commune est désenclavée	Le Maire Le DDTP	X	X	X	X	X	60 000 000	BIP	
TOTAUX ANNEE 1					X	X			779 050 000		
AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL											
	Affecter le Délégué d'Arrondissement et (6) chefs de poste agricole dans la commune à Baïkoua, Alpha, Dobinga, Mboukma, Vaïmba, Rey-Bouba	Au moins 70% des paysans sont suivis par un chef de poste agricole	-Maire -DDADDR - Responsables des groupements de producteurs		X		X	X			Notes d'affectation
2	Réhabiliter le CEAC de Rey-Bouba	80% des paysans ont acquis de nouvelles techniques en agriculture	-Maire -DDADDR - Responsables des groupements de producteurs		X		X	X	50 000 000	BIP	PV e réception
3	Former les bénéficiaires aux techniques de fertilisation et de traitement des plantes et mauvaises herbes Tout l'espace communal	80% des paysans ont acquis de nouvelles techniques en fertilisation et en traitement des mauvaises herbes	-Maire -DDADDR - Responsables des groupements de producteurs			X	X	X	20 000 000	Commune	Rapport de formation
4	Octroyer des crédits d'équipement agricole aux paysans au sein de l'espace communale	50% des paysans ont eu accès au crédit	-Maire -DDADDR - Responsables des groupements de producteurs		X		X	X	40 000 000	IMF	Contrats de crédits
ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES											
1	Délimiter des zones de pâturage à Vaïmba, Mboukma, Bassari, Sabongari, Alpha, Maïdjamba, Assaka, Doléré, Ta tou, Rey-Manga, Boderi, Batao, Mayo Wondé, Bah Bororo, Djourdé, Lamouguel Foulbé, Sinassi	Les espaces pastoraux sont délimités et bornés	- Maire - DAEPIA Responsables des groupements d'Éleveurs				X	X	15 000 000	PNDP	Rapport d'activité du comité
2	Réaliser des puits pastoraux dans les villages Bassari (01), Sabongari (01), Alpha (01), Maïdjamba (01), Assaka (01), Doléré (01), Ta tou (01), Rey-Manga (01), Boderi (01), Batao (01), Mayo Wondé (01), Bah Bororo (01), Djourdé (01),	Les conditions d'abreuvement des animaux sont améliorées de 20%	- Maire - DAEPIA Responsables des groupements d'Éleveurs				X	X	520 000 000	BIP FEICOM PNDP COMMUNE	PV e réception

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	Lamouguel Foulbé (01), Sinassi										
3	Affecter des agents zootecniques et vétérinaires à Rey-Bouba, Béré, Baïkoua, Momboré Salassa et à Alpha	Les conditions d'encadreme nt des éleveurs sont améliorées de 50%	- Maire - DAEPIA Responsabl es des groupeme nts d'Eleveurs				X	X			Notes d'affectat ion
4	Appuyer la création des GIC d'éleveurs	Les conditions d'encadreme nt des éleveurs sont améliorées de 40%	- Maire - DAEPIA Responsabl es des groupeme nts d'Eleveurs				X	X			Récépiss s de création de GIC
5	Organisé un repos biologique du lac	Augmenté les produits de pêche					X	X			Notes du DAEPIA
EDUCATION DE BASE											
1	Créer 12 écoles dans les villages : Tchaporoma (01), Alarba (01), Koindéri Moundang, Ateki (01), Kondoing (01), Tapareou (01), Ecole Bilingue de Baïkoua (01), Ecole Bilingue de Rey-Bouba (01), Lammouguel Lamé (01), Landou II (01), Larki et Fimbé (01), Vaimba (02), Rey-Manga (01), Achaka(01),	Nombre d'écoles dans la commune a augmenté de 30%	Le Maire L'IAEB Le PNP		X	X	X	X	?		Note de création
2	Construire 23 salles de classes dans les écoles de : Babororo (02), Baïgram et Tchéferé (06), Bari, Somessis et Koubadjé (03), Béré II et Mayo Bani Haman (06), Damdjel (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (01), Koindéri (06)	Le nombre de salles de classes a augmenté de 20%	Le Maire L'IAEB Le PNP		X		X	X	391 000 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV e réception
3	Doter les établissements d'environ 1 022 tables- bancs dans les écoles de : Babororo (230), Badidi (33), Badissem(52 Baïgram et Tchéferé (30), Bappouni, Dokérol II (44), Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (50), Batao et Mayo Gnibi (51), Béré II et Mayo Bani Haman (233), Bitan Daba (28), Bounbou (38), Damdjel (35), Djagol (45), Djangana (24), Djourdé (14), Djouroum et Mbideing (13), Dobinga (02),	Nombre des tables-bancs a augmenté de 60%	Le Maire L'IAEB Le PNP		X	X	X	X	30 660 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
4	Réaliser 18 points d'eau dans les écoles de : Alpha (01), Assaka (01), Badidi (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (01), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01), Batao et Mayo Gnibi (01), Béré II et Mayo Bari Haman (01), Bitan Daba (01), Bodal (01), Boderi (01), Bounbou (01), Bounerou (01), Damdjel (01), Dami (01),	L'eau est accessible dans au moins 18 écoles	Le Maire L'IAEB Le PNP		X	X	X	X	180 000 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception
5	Réaliser 19 blocs de deux latrines dans les écoles de : Alpha (01), Assaka (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (02), Bitan Daba (01), Bodal (01), Boderi (01), Bounerou (01), Damdjel (01), Dana et Dawane (01), Djagol (01), Djangana (01), Dobinga (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (01), Gadbé Bakary, Gadbé Bamaï, Dami et Ouro Gadoudji (01),	30% des écoles sont dotées de latrines	Le Maire L'IAEB Le PNP		X	X	X	X		BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE											
1	Créer et construire un C.E.S à Baboro, Bari, Béré II, Koindéri, Konrong, Landou, Taparé et Djamaré, Sinassi. Un CES bilingue à rey-Bouba	Le nombre de CES dans la commune a augmenté de 30%	- Le Maire - Les Chefs d'établissements concernés - Les parents d'élève				X	X		BIP	Arrêté de création
2	Construire des salles de classe (au Lycée de Baïkoua (04), Lycée de Rey-Bouba (04) et CETIC de Rey-Bouba (04)) au CES de Dobinga (04)	Le nombre des salles de classes a augmenté de 25%	- Le Maire - Les Chefs d'établissements concernés - Les parents d'élève		X	X	X	X		PNDP	
3	Equiper les établissements secondaires en 1332 Tables bancs (au Lycée de Baïkoua (355), Lycée de Rey-Bouba (525) au CETIC de Rey-Bouba (252) et au CES de Dobinga (200))	Le nombre des salles de classes a augmenté de 30% dans les établissements	- Le Maire - Les Chefs d'établissements concernés - Les parents d'élève		X	X	X	X	120 000 000	FEICOM	PV de réception
4	Affecter des enseignants formés (au Lycée de Baïkoua, Lycée de Rey-	Les enseignants prennent effectivement	- Le Maire - Les Chefs d'établissements		X		X	X	13 320 000	COMMUNE	PV de réception

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	Bouba et CETIC de Rey-Bouba et au CES de Dobia)	service	ents concernés Les parents d'élève								
5	Construire des blocs de latrines (au Lycée de Baïkoua, Lycée de Rey-Bouba, au CES de Dobia et au CETIC de Rey-Bouba)	Présence physique des latrines	- Le Maire - Les Chefs d'établissements concernés Les parents d'élève		X	X	X	X		BIP	Arrêté d'affectation
6	Créer des points d'eau (au Lycée de Baïkoua (01), Lycée de Rey-Bouba (01) et CETIC de Rey-Bouba (01) et au CES de Dobia (01))	Tous les établissements secondaires disposent d'un point d'eau	- Le Maire - Les Chefs d'établissements concernés Les parents d'élève		X	X	X	X	4 000 000	PNDP	PV e réception
7	Etablir un branchement au réseau AES-SONEL au profit du Lycée de Rey-Bouba, du CETIC de Rey-Bouba, du CES de Dobia	Les Lycée de Rey-Bouba, CETIC de Rey-Bouba, CES de Dobia sont branchés au réseau AES-SONEL	- Le Maire - Les Chefs d'établissements concernés Les parents d'élève			X	X	X	40 000 000	FEICOM	PV e réception
EAUX ET ENERGIES											
1	Réhabiliter 26 forages en pannes dans les villages : Alarba (01), Babororo (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (01), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (02), Batao et Mayo Gnibi (01), Béré I et Laïndé Modibo (02), Béré II et Mayo Bani Haman (03), Bounbou (01), Damdjel (01), Djoundi (01), Djourdé (02), Djouroum et Mbideing (01), Dobia (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Doukroum et Carrefour oukroum (01), Gangoï, Diwodji, Tchikali, Ouro Mayo et Malkaïgué (02)	Au moins 25 forages sont réhabilités	Le Maire Le Délégué de l'Eau et de l'Energie Le Chef Centre AES SONEL		X	X	X	X	26 000 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception
2	Réhabiliter 30 puits à ciel ouverts non fonctionnels dans les villages : Alpha (01), Béré I et Laïndé Modibo (05), Béré II et Mayo Bani Haman (01), Bounbou (01), Djadjouli (02), Djerwing (01), Djoundi (01), Gatouguel (01), Lerka, Goni et Koindjoing (04), Mayo Labi (02), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (02), Sénao et Souki (02), Taparé	Au moins 30 puits sont réhabilités	Le Maire Le Délégué de l'Eau et de l'Energie Le Chef Centre AES SONEL		X	X	X	X	30 000 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	et Djamaré (07).										
3	Réhabiliter 38 puits couverts non fonctionnels dans les villages : Babororo (01), Baïkoua (04), Balsanri (01), Béré II et Mayo Bani Haman (01), Bodal (02), Djourdé (01), Djouroum et Mbideing (01), Dokérol I (01), Doukroum et Carrefour Doukroum (04), Koindéri (04), Laïhirdohi (02), Laïndé ani, Téwaré, Mayel Pouldebbo et kara (03), Lammouguel Lamé (02), Mayo Wondé (01), Sinassi (02), Tokormaye I (05), Vaïmba (01), Wakla Pakouaré (01), Yadia (01).	Au moins 30 puits sont réhabilités	Le Maire Le Délégué de l'Eau et de l'Energie Le Chef Centre AES SONEL		X	X	X	X	76 000 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception
4	Réparer le robinet en panne de Rey-Bouba.	L'eau coule du robinet	Le Maire Le Délégué de l'Eau et de l'Energie		X		X	X	100 000	COMMUNE	PV de réception
5	Réaliser 84 forages dans villages de : Abakoura (04), Abba Adam (01), Atoupayel Agatou (03), Angari La dane (01), Angari Wassali (01), Ateki (01), Babororo (01), Badidi (01), Badjari (01), Baïgramet Tchéferé (01), Baïkoua (04), Balsanri (01), Basabar (01), Biri (01), Blama Moussa (03), Bodal (01), Boderi (01), Bounerou (03), Dambi (01), Djabirouet Boliel (02), Djadjouli (01), Djagol (01), Djangana (01), Djourndi (01), Dokérol I (01), Gaïna (01), Godji (01), Guilaou (01), Guiling (01), Kamalé et Godi (01), ketchel Alioum (01), Laïndé Djaoulé (02), Lammouguel Lamé (01), Lerka, Goni et Koïndjoing (02), Maïdjamba (01), Maïdjamba Hake (02), Manga (02), Mayel Borodji (01), Mayo ketchel Djerwing (05), Mbailou (01), Oroumoyo (02), Pakli (01), Rya Irema (01), Sargari (02), Sinassi (01), Taparé et Djamaré (05), Tatou (03), Tokormaye I oura Lara (01), Wakla Horaré (01), Wakla Pakouaré (01), Windé Taparé et maradi (01), Yola Mbodéwa (02), Zina Ballam (01).	Au moins 25 forages sont réalisés	Le Maire Le Délégué de l'Eau et de l'Energie Le Chef Centre AES SONEL		X	X	X	X	840 000 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception
6	Réaliser 50 puits dans les villages de : Abakoura (03), Abba Adam (01), Atoupayel	Au moins 30 puits sont réhabilités	Le Maire Le Délégué de l'Eau et de		X	X	X	X	400 000 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	Agatou (03), Angari Ladane (01), Angari Wassali (01), Ateki (01), Badidi (01), Baikoua (02), Batao et Mayo Gnibi (01), Biri (01), Blama Moussa (03), Boderi (01), Bounerou (03), Djabirou et Boliel (01), Djagol (01), Dokérol I (01), Dokérol II (01), Guilao (01), Laindé Djaoulé (01), Larki et Fimbé (01), Maidjamba (01), Maidjamba Hake (01), Manga (01), Mayel Borodji (01), Mayo ketchel Djerwing (05), Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi (01), Ouro moyo (01), Rya Irema (01), Sargari (01), Taparé et Djamaré (02), Tatou (02), Tchapoma (01), Toura Lara (01), Yola Mbodéwa (01), Zina Ballam (01).		l'Energie Le Chef Centre AES SONEL								
7	Sensibiliser et former les populations sur les techniques de traitement des eaux	L'eau de consommation est filtrée et traitée	Le Maire Le Délégué de l'Eau et de l'Energie		X		X	X	5 000 000	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	Rapport de formatio n
8	Faire une extension du réseau électrique dans l'ensemble des villages	Les villages accèdent à l'électricité	Le Maire Le Délégué de l'Eau et de l'Energie Le Chef Centre AES SONEL			X	X	X	PM	BIP PNDP FEICOM COMMUNE	PV de réception
SANTE											
1	Créer et construire 14 nouveaux centre de santé dans les localités de : Bari, Somessis Blama Moussa (01), Boderi (01) Larki et Fimbé (01), Naoudel (01), Sargari (01), Sinassi (01), Taparé et Djamaré (01), Tokormaye I (01), Toura Lara (01), Wafango (01), Windé Taparé et maradi (01), Yadia (01), Yola Mbodéwa (01), Zina Ballam (01).	Les centres de santé sont proches des populations	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	280 000 000	BIP PNDP COMMUNE	PV de réception
2	Affecter le personnel de santé dans les centres de santé opérationnels de : Alpha, Baikoua, [Béré II et	Le nombre du personnel de santé a augmenté	Le Maire Le Délégué de la santé Le		X	X	X	X	?		Arrêté d'affectat ion

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABL ES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré								
3	Construire des bâtiments abritant la maternité et le laboratoire dans les installations sanitaires de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].	Le nombre de bâtiments a augmenté dans les installations sanitaires	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	55 000 000		PV e réception
4	Equiper les centres de sante de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré] en matériels médicaux, lits, réfrigérateur, stérilisateur et de dispositif de traitement de déchets.	Les équipements sont disponibles dans les centres de santé	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	33 000 000		Facture
5	Clôturer et reboiser les centres de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].	La sécurité est assurée autour des centres de santé	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré			X	X	X	110 000 000		PV de réception
6	Construire des latrines dans les centres de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].	Les conditions d'hygiène sont améliorées autour des latrines	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	11 000 000		PV de réception
7	Réaliser des points d'eau dans les centres de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring,	L'eau potable est disponible dans les centres de santé	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de				X	X	110 000 000		PV de réception

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].		Santé Intégré								
8	Construire des logements pour le personnel de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].	Le personnel de santé est logé dans les structures idoines	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	55 000 000		PV de réception
9	Former des Comités de Gestion (COGE) et de Santé (COSA) dans les centres de santé de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].	La gestion des centres de santé est dynamique	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	10 000 000		Rapport de formatio n
10	Appuyer les centres de santé de Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré] en produits pharmaceutiques.	Les produits pharmaceuti ques sont disponibles dans les centres de santé	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	22 000 000		Facture
11	Construire et équiper un service d'accueil d'urgence à l'hôpital de district	Un service d'accueil est construit	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X		X	X	10 000 000		Arrêté d'affectat ion
12	Construire une salle de garde et une salle de soin à l'hôpital de district	Une salle de garde et une salle de soin est construite	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	7 000 000		PV e réception
13	Doter l'hôpital de district d'une ambulance	L'hôpital est doté d'une ambulance fonctionnelle	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de		X	X	X	X	37 000 000		Facture

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
			centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré								
14	Construire des latrines dans les csi de : Alpha, Baïkoua, [Béré II et Mayo Bani Haman], [Djabirou et Boliel], Dobinga, Koindéri, Konrong, [Momboré Gouring, Waléol Siwo, Guébadi], Rey-Bouba, [Taparé et Djamaré].	Les latrines sont construites au sein de l'hôpital de district	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X	X	X	11 000 000		PV de réception
15	Réinstaller le circuit de l'eau à l'hôpital de district	Le circuit d'eau est réparé au sein de l'hôpital de district	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré				X	X	1 000 000		PV de réception
16	Equiper à l'hôpital de district d'un groupe électrogène	L'hôpital de district est équipé d'un groupe électrogène	Le Maire Le Délégué de la santé Le Médecin chef de centre de District Le Chef de centre de Santé Intégré		X	X		X	300 000		Facture
FORET ET FAUNES											
1	Entamer une action de reboisement dans les villages de la commune Konrong, Rey-Manga, Godji, Windé Taparé et Maradi, Wafango, Gatouguel, Mbilla, Rya, Rya Iréma, Djouroum et Mboideing, Ateki, Bassari et Djaoro Gotel, Dana et Daw ane, Dambi, Guiling, Manga, Basabar, Balsanri, Gadbé Bakary, Gadbé Bamaï, Dami et Ouro Gadoudji, Kamalé et Godi, Gangouri, Batao et Mayo Gnibi, Libatmi, Badjari, Badidi, Sargari, Mayo Wondé, Bounbou, Laïhirdohi, Béré I et Laïndé Modibo, Béré II et Mayo Bani Haman, Mayo Laye, Doukroum et Carrefour Doukroum, Lerka, Goni et Koindjoing, Taparé et Djamaré, Bodal, Mayo Wondé Windé, Hetchourou, Bari, Somessis et Koubadjé, Laïndé Bani, Téwaré, Mayel Pouldebbo et kara, Louga Tchabal, Alarba, Djadjouli, Abakoura, Mayel Borodji, Laïndé Djaoulé, Djoundi, Djipordé, Ketchel Alim,	Les différents villages sont reboisés	Le Maire Le Délégué des forêts et faune Les responsables des villages		X	X	X	X	50 000 000	BIP PNDP COMMUNE	

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
	Damdjel										
2	Former les pépiniéristes sur la technique de production des plants	Les pépiniéristes sont formés sur la technique de production de plants	- Le Maire - Le Délégué des forêts et faune Les responsables des villages		X	X	X	X	10 000 000	BIP PNDP COMMUNE	
2	Créer des forêts communales	Au moins une forêts communale est créée	- Le Maire - Le Délégué des forêts et faune Les responsables des villages		X	X	X	X	30 000 000	BIP PNDP COMMUNE	
4	Affecter des agents des eaux et forêts afin de veiller à limiter la coupe abusive du bois et le braconnage.	Au moins 05 agents des eaux et forêts sont affectés au sein de l'espace communal	- Le Maire - Le Délégué des forêts et faune Les responsables des villages		X	X	X	X			
TRAVAUX PUBLICS											
1	Aménager les pistes : - Dja bbiré-Béré (05 Km) - Dja bbiré-Mayo Rey (03 Km) - Djigam-Dobinga (12 Km) - Ouro Mayo-Lagdo (134 Km) - La mouguel-lamouguel lame (05 Km) - La mouguel- Koindéri (xx Km) - Rya-Rey (09 Km) - Rya-Gatouguel (06 Km) - Djerweing-Laïndé (3,5 Km) - Djoundi-Laïndé Djaoulé (7,5 Km) - Mayo Wondé Windé- Béré (03 Km) - Mayo Wondé Windé- Hetchourou (05 Km)	Les pistes reliant au moins 10 villages sont aménagés d'ici la deuxième année	- le Maire - Le Délégué des travaux publics		X		X	X	300 000 000	BIP COMMUNE	
2	Construire les ouvrages de franchissement sur les pistes	Le tiers au moins des ouvrages de franchissements sont construits	- le Maire - Le Délégué des travaux publics		X		X	X	50 000 000	BIP COMMUNE	
AFFAIRES SOCIALES											
1	Construire un Service d'action sociale	Un bâtiment de services d'action social est construit	Le Maire Le Délégué des Affaires Sociales		X		X	X	30 000 000	BIP COMMUNE	PV de réception
2	Prendre en charge les personnes vulnérables et les orphelins	Au moins 100 personnes vulnérables sont identifiées et prises en charge	Le Maire Le Délégué des Affaires Sociales			X	X	X	20 000 000	COMMUNE	Rapport d'activités

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
3	Créer un centre de réinsertion sociale à Rey-Bouba	Un centre de réinsertion sociale est construit	Le Maire Le Délégué des Affaires Sociales				X	X	30 000 000	BIP	Fiches de suivi
4	Apporter un appui à la "Maison des enfants" de Rey-Bouba	Un appui est apporté à la Maison des enfants de Rey-Bouba	Le Maire Le Délégué des Affaires Sociales		X		X	X	3 000 000	COMMUNE	Bordereau de réception
PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE											
1	Organiser les femmes en groupements dynamiques	Au moins 20 groupements de femmes sont organisés	Le Maire Les autorités administratives Les autorités traditionnelles Les élites		X		X	X	15 000 000	COMMUNE PROJETS	PV de réception des travaux
2	Développer un plaidoyer en faveur de la femme rurale	Une action de plaidoyer en faveur de la femme est développée	Le Maire Les autorités administratives Les autorités traditionnelles Les élites		X		X	X	5 000 000	COMMUNE	Les arrêtés d'affectation
3	Sensibiliser les parents contre le mariage précoce	Les parents sont sensibilisés	Le Maire Les autorités administratives Les autorités traditionnelles Les élites			X	X	X	?	?	PV de réception
4	Inscrire les filles en âge scolarisable à l'école	Au moins le tiers des filles en âge scolaire sont inscrites à l'école	Le Maire Les autorités administratives Les autorités traditionnelles Les élites		X		X	X	?	?	Les feuilles de rencontre
5	Créer des centres d'alphabétisation dans les villages de Abakoura (01), Atoupayel Agatou (01), Babororo (01), Badi (01), Baïgram et Tchéferé (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01), Béré I et Laïndé Modibo (01), Blama Moussa (01), Boderi (01), Bounerou (01), Dana et Dawane (01), Djagol (01), Djoundi (01), Dokérol I (01), Wafango (01), Windé Taparé et maradi (01), Yadia (01), Yola Mbodéwa (01), Zina Ballam (01).	Au moins dix centres d'alphabétisation sont créés	Le Maire Les autorités administratives Les autorités traditionnelles Les élites			X	X	X	38 000 000	BIP COMMUNE FEICOM	Bordereaux de décharge
PERSONNES VULNERABLES											

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABLES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
1	Répertorier les personnes vulnérables	Un répertoire des personnes vulnérable est disponible	Le Maire Le PNDP Le DDAS		X	X			500 000	COMMUNE	Répertoire des personnes vulnérables
2	Apporter une aide financière aux personnes vulnérables	20% des personnes vulnérables reçoivent une aide financière	Le Maire Le PNDP Le DDAS		X	X			10 000 000	COMMUNE	Documents de décharges
3	Appuyer les personnes vulnérables afin de les permettre de se prendre en charge	Les personnes vulnérables arrivent à se prendre en charge	Le Maire Le PNDP Le DDAS		X	X			2 000 000	COMMUNE	Rapport d'activités
4	Apporter une formation nécessaire aux personnes vulnérables	10% des personnes vulnérables sont formés	Le Maire Le PNDP Le DDAS		X	X			5 000 000	COMMUNE	Rapport de formation
5	Permettre aux personnes vulnérables d'accéder à l'emploi	10% des personnes vulnérables répertoriées au moins accèdent à l'emploi	Le Maire Le PNDP Le DDAS		X	X			1 500 000	COMMUNE	Note d'engagement
6	Construire un centre réservé aux personnes vulnérables et aux invalides	Un centre réservé aux personnes vulnérables est créé	Le Maire Le PNDP Le DDAS		X	X			25 000 000	COMMUNE	PV de réception
ECONOMIE LOCALE											
1	Organiser un forum pour informer les acteurs locaux de la nécessité d'un décollage économique	Un forum pour informer des acteurs locaux est tenu	Le Maire Les autorités administratives Les autorités traditionnelles Les élites			X	X	X	2 000 000	COMMUNE ET AUTRES PARTENAIRES	Rapport d'organisation
2	Créer un conseil à la création d'entreprise	Un conseil à la création de l'entreprise est créé	Le Maire Les autorités administratives Les autorités traditionnelles Les élites		X		X	X	3 000 000	COMMUNE	Arrêté de création
3	Former les jeunes entrepreneurs à la création d'entreprises	Les jeunes entrepreneurs sont formés	Le Maire Les autorités administratives Les autorités traditionnelles Les élites		X		X	X	2 500 000	COMMUNE	Rapport de formation
4	Apporter une formation aux entreprises nouvellement créées en comptabilité et en gestion	Les entreprises sont formés en comptabilité	Le Maire Les autorités administratives Les autorités		X	X	X	X	2 500 000	COMMUNE	Rapport de formation

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS DE RESULTATS	RESPONSABL ES	PERIODES			RESSOURCES			SOURCES DE FINAN- CEMENT	OBSERVATI ON/SOURC ES DE VERIFICATI ON
				2012	2013	2014	H	M	F		
		et en gestion	traditionnell es Les élites								
5	Créer une banque locale pour un appui au décollage économique	Une banque pouvant appuyée le décollage économique local est créée	Le Maire Les autorités administrativ es Les autorités traditionnell es Les élites		X	X	X	X	PM	COMMUNE	Autorisati on de création

Tableau 47: Cadre de Dépenses à Moyen Terme

6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT et du PIA

6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs)

TYPE DE MICROPROJET CONTENU DANS LE PIA ET DANS LE CDMT	IMPACTS SOCIOENVIRONNEMENTAUX POSITIFS POSSIBLES	IMPACTS SOCIOENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS POSSIBLES
<p>Construction des infrastructures de bases</p> <ul style="list-style-type: none"> - Salles de classes - Centre de santé - Logement - Hangar de marché - Boutiques - Centre artisanal 	<ul style="list-style-type: none"> - L'amélioration des revenus des populations par le développement des activités commerciales, suite au développement des infrastructures comme les marchés et la main d'œuvre locale - L'amélioration de la gouvernance locale à travers la gestion des fonds et la création des comités de gestion des microprojets ; - Le renforcement de la dynamisation des populations à travers la mobilisation de la contrepartie ; - La facilitation de l'accès aux soins de santé - L'amélioration des conditions de fréquentation dans les écoles - Le développement des activités culturelles et des mouvements associatifs - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) - Amélioration des conditions de vie des enseignants ; - Facilitation et amélioration des activités sportives ; - etc 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Risque lié au déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage - Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux - Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage - Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.) - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage
<p>Aménagements Hydrauliques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forages - Puits 	<ul style="list-style-type: none"> - La diminution des maladies hydriques du fait de la facilitation de l'accès à l'eau potable - L'amélioration de la gouvernance locale ; - Le renforcement de la dynamique des populations des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie - L'amélioration des revenus (la main d'œuvre locale) 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Risques liés au Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage - Risques d'accident dus aux travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses - Perturbation de la qualité de l'eau
<p>Travaux publics</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tronçon de piste - Ouvrage de franchissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Amélioration de l'accès à l'énergie ; - Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques - L'amélioration de l'accès à l'énergie électrique - etc 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Risques liés au Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage - Risques d'accident dus aux travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage

Tableau 48: principaux impacts socio environnementaux

6.2.2 Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

TYPE DE MICROPROJET CONTENU DANS LE PIA ET DANS LE CDMT	MESURES SOCIOENVIRONNEMENTALES D'ATTENUATION
<p>Construction des infrastructures de bases</p> <ul style="list-style-type: none"> - Salles de classes - Centre de santé - Logement - Hangar de marché - Boutiques - Centre artisanal 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtention acte de donation du site dans le cas où un individu cède sa portion de terrain ou titre foncier - Compensation des personnes affectées conformément aux dispositions du PDIR (Identification nombre de familles ou personnes touchées, les compensés et réinstallés) - Remise en état les zones d'emprunts - reboisement des zones affectées - Mettre en place les bacs de récupération des huiles de vidange - respect des règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes) et arrosage du chantier - reboisement des alentours de l'ouvrage - sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA et le braconnage - Mettre en place panneaux de signalisation du chantier - Prévision des bacs à ordures - Prévision des latrines, des incinérateurs pour les hôpitaux - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie
<p>Aménagements Hydrauliques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forages - Puits 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtention acte de donation du site dans le cas où un individu cède sa portion de terrain ou titre foncier - Compensation des personnes affectées conformément aux dispositions du PDIR (Identification nombre de familles ou personnes touchées, les compensés et réinstallés) - Mettre en place les bacs de récupération des huiles de vidange - Respect des règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes) et arrosage du chantier - Reboisement autour de l'ouvrage - sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA et le braconnage - Mettre en place panneaux de signalisation du chantier - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie - Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau
<p>Travaux publics</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tronçon de piste - Ouvrage de franchissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtention acte de donation du site dans le cas où un individu cède sa portion de terrain ou titre foncier - Compensation des personnes affectées conformément aux dispositions du PDIR (Identification nombre de familles ou personnes touchées, les compensés et réinstallés) - Mettre en place les bacs de récupération des huiles de vidange - Reboisement de l'emprise - sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA et le braconnage - Mettre en place panneaux de signalisation du chantier - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie

Tableau 49: mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

6.2.3 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau : Plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	10 Octobre 2011	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	20 octobre 2011	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de	PNDP	25 octobre	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux		2011			
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires NB	PNDP, Mairie (conseil municipal)	01 Novembre 2011	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs)	Agent de développement	A partir de Novembre 2011	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Mp	Entrepreneurs	A partir de Décembre 2011	Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du Mp)	

Tableau 50 : plan sommaire de gestion de l'environnement

6.3 Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1 Ressources mobilisables et échéances

N°	LIBELLES	Pourcentage pour investissement	ANNEE 1	ANNEE 2
1	Ressources Propres (RP)		9 000 000	9 000 000
2	Centimes Additionnels Communaux (CAC)		30 000 000	34 800 000
3	Dotation Générale de la Décentralisation (DGD)		-	50 000 000
4	Fonds Spécial d'Equipe ment et d'Intervention Intercommunal (FEICOM)		-	100 000 000
5	PNDP		95 000 000	-
6	TOTAL		134 000 000	1930 000

Tableau 51 : Ressources mobilisables et échéances

6.3.2 Tableaux de mobilisation des ressources des projets prioritaires par secteur

Sources de mobilisation	Ressources Humaines/Financières/Matérielles /Activités Pré-retenues			Secteur concerné par l'utilisation de la ressource	OBSERVATIONS
	Ressources (Moyens)	Valeur (FCFA)	Activités Pré-retenues à financer		
EDUATION DE BASE BIP			Création de 12 écoles		
			Réhabilitation de 25 salles de classes dans 08 écoles		
			Construction de l'Inspection		
		32 000 000	Construction de deux bâtiments de deux salles de classes		16 000 000 FCFA par Bâtiment
		42 000 000	Construction de deux blocs de latrines à six compartiments dans 06 écoles		3 500 000 FCA par latrines
			Construction de 15 logements d'enseignants dans 05 écoles dans la zone du lac		
			Clôturer 05 écoles		
			Doter les salles de classes de 300 bureaux pour les enseignants		
			Equiper les salles de classes de 5000 tables bancs		
		16 000 000	Réaliser deux forages dans deux écoles		8 000 000 FCFA/Forage
		300 000	Doter 10 écoles de bac à ordures		30 000 FCFA par bac
		300 000	Approvisionner les écoles en 1000 plants de reboisement		300 FCFA Par plant
	4 000 000	Aménagement des aires de jeux dans deux écoles		2 000 000 FCFA par aire	

Tableau 52: Tableau de mobilisation des ressources d'éducation de base

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Sources de mobilisation	Ressources Humaines/Financières/Matérielles /Activités Pré-retenués			Secteur concerné par l'utilisation de la ressource	OBSERVATIONS
	Ressources (Moyens)	Valeur (FCFA)	Activités Pré-retenués à financer		
MINEPIA (AFOP, AMO,		30 000 000	Appui à la demande de construction du bâtiment de la Délégation d'Arrondissement de l'Élevage des Pêches et des Industries Animales (DAEPIA) à Rey-Bouba		
MINEPIA ACEFA, PDFP, PDEPR, PNVRA, PDENC, Elites)		25 000 000	Construction d'un Centre Zootechnique et Vétérinaire (CZV) à Baïkoua		
		72 000 000	Construction de quatre (04) aires d'abattage à Rey-Bouba, Béré, Baïkoua et Dobinga		18 000 000 FCFA chaque aire
		9 600 000	Réfection de six (06) bâtiments des CZV de Rey-Bouba, Béré, Momboré et Salassa et Poste CZV de Dobinga et de Dami		
			Construction de parcs vaccino-gènes à Rey-Bouba, Ashaka, Baïkoua, Momboré et Lesdi Mbodéri		
			Construction d'un bain de tiqueurs à Rey-Bouba		
			Construction de 08 puits pastoraux à Lerka, Djamaré, Ouro Bali, Bari, Djordé, Lamounguel Foulbé, Kolamé et Ouro Goni		
		50 000 000	Construction de cinq (05) forages pastoraux à Polmbomi, Bodan, abakoura et Tokormaï		10 000 000 FCFA chaque forage
			Construction de quatre (04) fumoir moderne à Lesdi Bodéri, Ateki, Ashaka et Alpha		
		Construction de deux (02) chambres froides à Rey-Bouba et Dobinga			
		Appui par une demande de l'affectation de douze (12) personnel à la Délégation d'Arrondissement de l'Élevage des Pêches et des Industries Animales (DAEPIA)			

Tableau 53 : Tableau de mobilisation des ressources de MINEPIA

Sources de mobilisation	Ressources Humaines/Financières/Matérielles /Activités Pré-retenués			Secteur concerné par l'utilisation de la ressource	OBSERVATIONS
	Ressources (Moyens)	Valeur (FCFA)	Activités Pré-retenués à financer		
PMEESA	BIP DGD	3 000 000	Appui aux artisans pour l'organisation de 03 salons d'exposition (Local, Départemental et Régional)		1 000 000 FCFA par salon
		200 000 000	Construction et équipement d'un centre Artisanal au niveau communal (Sur requête + dossier terrain et plan)		
	PACD Bailleurs de fonds		Appui aux promoteurs (sensibilisation, montage de projets),		
	PAOPES		Appui aux activités de transformations des produits locaux de consommation		20% contribution des bénéficiaires
			Appui aux promoteurs dans les AGR		

Tableau 54: Tableau de mobilisation des ressources de PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Sources de mobilisation	Ressources Humaines/Financières/Matérielles /Activités Pré-retenues			Secteur concerné par l'utilisation de la ressource	OBSERVATIONS
	Ressources (Moyens)	Valeur (FCFA)	Activités Pré-retenues à financer		
EAU ET ENERGIE	BIP	96 000 000	Construction de 12 forages sur trois ans soit 04 forages/an		8 000 000FCFA par forage
			Réhabilitation de 20 forages		
			Traitement d'eau de consommation		

Tableau 55: Tableau de mobilisation des ressources d'EAU ET ENERGIE

Sources de mobilisation	Ressources Humaines/Financières/Matérielles /Activités Pré-retenues			Secteur concerné par l'utilisation de la ressource	OBSERVATIONS
	Ressources (Moyens)	Valeur (FCFA)	Activités Pré-retenues à financer		
AFFAIRES SOCIALES		600 000	Achat appareillage		
		30 000 000	Construction d'un centre social		
		1 500 000	Bornage du terrain		

Tableau 56: Tableau de mobilisation des ressources des AFFAIRES SOCIALES

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

6.3.3 Programmation Annuelle des projets prioritaires (PIA)

ACTIVITES	TACHES	INDICATEURS	Responsables/ partenaires	Sources de financemen t	PERIODE (Juillet 2011-Décembre 2012)												RESSOURCES			OBS						
					J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S		O	N	D	H	M	F
Construction de la gare routière de Rey-Bouba	Identification du site	Un site est identifié	Le Maire DD TRANSPORT	PNDP Commune								X										X	128 000 000			
	Montage du microprojet	La requête est disponible												X										X		
	Mobilisation des financements	Le relevé bancaire													X	X	X							X		
	Lancement du DAO	PV de sélection de l'entreprise																							X	
	Réalisation du projet	PV de réception															X	X	X	X	X	X		X	X	
Construction d'un bloc de 02 salles de classes équipées avec 120 tables bancs et 02 latrines à l'EP de Rey-Bouba	Montage de la requête	Un site est identifié	Le Maire L'IAEB	PNDP Commune																		X	18 000 000			
	Mobilisation des fonds	La requête est disponible													X									X		
	Lancement du marché	Le relevé bancaire														X								X		
	Cotation du marché à un entrepreneur	PV de sélection de l'entreprise														X	X							X		
	Réalisation des travaux de construction	PV de réception																X	X	X	X	X		X	X	
Construction de 02 hangars au marché de Baikoua	Montage de la requête	Requête disponible	Le Maire Le Délégué de Commerce	PNDP commune											X							X	32 000 000			
	Collaboration avec le sectoriel du Commerce pour le montage du DAO	PV de rencontre															X							X		
	Sélection d'un entrepreneur	PV de sélection de l'entreprise															X							X		
	travaux de construction	PV de réception																X	X	X				X		
Construction de 02 abattoirs à rey-Bouba et à Baikoua	Collaboration avec le MINEPIA pour la fourniture des plans standards pour les abattoirs	PV de rencontre	Le Maire Le Délégué du MINEPIA	PNDP commune											X							X	30 000 000			
	Sélection de l'entrepreneur	PV de sélection de l'entreprise															X							X		

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

ACTIVITES	TACHES	INDICATEURS	Responsables/ partenaires	Sources de financemen t	PERIODE (Juillet 2011-Décembre 2012)												RESSOURCES			OBS							
					J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S		O	N	D	H	M	F	
	Construction	PV de réception																			X	X					
Construction d'un centre de santé à Wafango	Collaboration avec le Délégué de Santé afin de disposer des plans standards	PV de rencontre	Le Maire Le Délégué de santé	PNDP commune																			X		50 000 000		
	Montage de la requête de financement	Requête disponible																								X	
	Sélectionner un entrepreneur	Un entrepreneur est retenu																								X	
	Réaliser la construction	PV de réception																								X	X
Equipement d'un véhicule tout terrain	Passation de la commande au constructeur	La commande est passée	Le Maire	Commune																				X	50 000 000		
	Achat du véhicule	Le véhicule est mis en route																								X	X
Appui à la structuration des agriculteurs	Lancement d'un appel à manifestation	Documents invitant les entreprises à postuler	Le Maire	Commune																				X	15 000 000		
	contractualisation avec un expert en organisation paysanne	PV de sélection																								X	
	Rédaction du contrat	Contrat																									
	Organisation des agriculteurs en groupement	Documents d'homologation																								X	
Construction d'un radier à Mayo Sina	Collaboration avec le délégué des TP pour un avis sur les normes techniques	PV de rencontre		Commune																				X	X	9 000 000	
	Montage du DAO	Documents invitant les entreprises à postuler																							X		X

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

ACTIVITES	TACHES	INDICATEURS	Responsables/ partenaires	Sources de financemen t	PERIODE (Juillet 2011-Décembre 2012)													RESSOURCES			OBS			
					J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O		N	D	H
	Contractualisation d'une entreprise	PV de sélection d'entreprise																		X				
	Réalisation des travaux	PV de réception																		X	X			
Etude de faisabilité de l'aménagement du tronçon de Glakélé	Lancement d'appel à candidature pour la sélection d'un consultant	PV de sélection d'entreprise	Le Maire	Commune										X										
	selection du consultant Elaboration de l'étude	réception du rapport d'étude																						
Extension du réseau électrique Dans les villages de Sinassi, Baïkoua, Bere,	adresser demande d'extension à AES-SONEL	Une demande d'extension du réseau est posée à AES-SONEL	Le Maire	Commune											X									
	Réaliser l'extension du réseau suivi de l'exécution des travaux	PV de réception																						
Entretien des ouvrages communaux	Identifier les ouvrages et la nature des travaux à effectuer	Les ouvrages et la nature des travaux sont identifiés	Le Maire	Commune													X							
	Monter un DAO pour la réfection des ouvrages	Le DAO																	X					
	Sélectionner un entrepreneur	PV de sélection d'entreprise																					X	
	Réaliser l'entretien	PV de réception																						X
Etude de faisabilité de la construction d'un bain détiqueur à Rey-Bouba	Lancement d'appel à la candidature pour la sélection d'un consultant	PV de sélection du consultant	Le Maire	Commune																	X			
	électionner un consultant réaliser l'étude	Rapport d'étude																					X	

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

ACTIVITES	TACHES	INDICATEURS	Responsables/ partenaires	Sources de financemen t	PERIODE (Juillet 2011-Décembre 2012)												RESSOURCES			OBS							
					J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S		O	N	D	H	M	F	
Equipement des établissements scolaires en 600 tables-bancs (EP Rey-Bouba, EP Konkrong, EP Dobinga)	Montage d'un appel d'offre pour la sélection d'un fournisseur	Le DAO est monté	Le Maire	Commune																				9 000 000			
	Selection du fournisseur	Le contrat rédigé, signé et enregistré																									
	Rédaction des termes du contrat	PV de réception des tables-bancs concernés																									
Construction de l'hôtel de ville	Mise en place du crédit	Le crédit est mis en place	Le Maire Le responsable de suivi de chantier	FEICOM																				150 000 000			
	Lancement de l'appel d'offre	Le Dossier d'appel d'offre																									
	Sélection d'une entreprise compétitive	PV de sélection d'entreprise																									
	Réalisation des travaux	PV de réception																									
Construction de la salle des actes	Mise en place des fonds	Les fonds sont mis en place	Le Maire Le responsable de suivi de chantier	FEICOM																				50 000 000			
	Lancement du DAO	Le DAO est lancé																									
	Dépouillement et sélection d'une entreprise compétitive	PV de sélection d'entreprise																									
	Réalisation des travaux	PV de réception																									
Réalisation de 10 forages à pompes à motricité humaine (Abakoura (02), Abba Adam)	Mise en place des financements	Les fonds sont mis en place	Le Maire Le responsable de suivi de chantier	FEICOM																				80 000 000			
	Lancement des dossiers d'appels d'offres	Le DAO est lancé																									
	Sélection de l'entreprise ou des selection des	PV de sélection d'entreprise																									

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

ACTIVITES	TACHES	INDICATEURS	Responsables/ partenaires	Sources de financemen t	PERIODE (Juillet 2011-Décembre 2012)												RESSOURCES			OBS							
					J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S		O	N	D	H	M	F	
(01), Atoupayel Agatou (01), Angari Ladane (01), Angari Wassali (01), Ateki (01), Babororo (01), Badidi (01), Badjari (01),	prestataires																										
	Réalisation des travaux	PV de réception																									
Construction d'une salle de classes à L'EP bilingue de Rey- Bouba	Mobilisation des financements	Les fonds sont mis en place	Le Maire	BIP																					16 000 000		
	Production et lancement des DAO	Le DAO est lancé																									
	Sélection de l'entrepreneur	PV de sélection d'entreprise																									
	Construction de la salle de classe	PV de réception																									
Equipement des établissements secondaires en 120 tables banco (Lycée de Rey- Bouba, Lycée de Baikoua, CES de Dobinga, CETIC de Rey-Bouba)	Séance de travail maire/IAEB	PV de réception des équipements	Le Maire L'IAEB	BIP																					1 800 000		
	Selection des prestataires Fourniture des tables banco													X	X	X										X	X
Equipement en bureau des enseignants(Lycée de Rey-Bouba, Lycée de Baikoua, CES de Dobinga,	Séance de travail maire/DRSEC	PV de réception des équipements	Le Maire L'IAEB	BIP																					250 000		
	Selection des prestataires Fourniture des tables banco													X	X	X										X	X

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

ACTIVITES	TACHES	INDICATEURS	Responsables/ partenaires	Sources de financemen t	PERIODE (Juillet 2011-Décembre 2012)												RESSOURCES			OBS							
					J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S		O	N	D	H	M	F	
CETIC de Rey-Bouba)																											
Construction d'un parc vaccino-gène à Rey-Bouba,	Séance de travail maire/Délégué de l'élevage	réception des équipements	Le Maire Le Délégué de l'élevage	BIP																							7 600 000
Construction d'un fumoir à Lesdi Bodéri	Séance de travail maire /Délégué de l'élevage	réception des équipements	Le Maire Le Délégué de l'élevage	BIP																							7 000 000
Réhabilitation de 08 forages Alarba (01), Babororo (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (01), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01),	Séance de travail maire Délégué du MINEE	PV de réception de 08 forages	Le Maire Le Délégué du MINEE	BIP																							10 400 000
Réalisation d'un forage Sinassi (01),	Séance de travail maire Délégué du MINEE	PV de réception	Le Maire Le Délégué du MINEE	BIP																							8 000 000
Entretien de voiries municipales	Séance de travail maire Délégué des Travaux Publics	PV de réception des Travaux	Le Maire Le Délégué des Travaux Publics	BIP																							60 000 000

Tableau 57 : Plan d'investissement annuel



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

6.3.4 Budget annuel opérationnel du PIA

LIBELLE	MONTANT	OBSERVATION
Construction de la gare routière de Rey-Bouba	128 000 000	
Construction d'un bloc de 02 salles de classes	18 000 000	
Construction de 02 hangars au marché de Rey-Bouba	32 000 000	
Construction de 02 abattoirs à Rey-Bouba et à Baïkoua	30 000 000	
Construction d'un centre de santé à Wafango	50 000 000	
Equipped d'un véhicule tout terrain	50 000 000	
Appui à la structuration des agriculteurs	15 000 000	
Construction d'un radier à Mayo Sina	9 000 000	
Etude de faisabilité de l'aménagement du tronçon de Glakélé	6 000 000	
Extension du réseau électrique	20 000 000	
Entretien des ouvrages communaux	15 000 000	
Etude de faisabilité de la construction d'un bain détiqueur	6 000 000	
Equipped des établissements scolaires en tables-bancs	9 000 000	
Construction de l'hôtel de ville	150 000 000	
Construction de la salles des actes	50 000 000	
Réalisation de 10 forages à pompes à motricité humaine	80 000 000	
Construction d'une salle de classes	16 000 000	
Equipped des établissements secondaires en tables bancs	1 800 000	
Equipped en bureau des enseignants	250 000	
Construction d'un parc vaccinogène	7 600 000	
Construction d'un fumoir	7 000 000	
Réhabilitation de 08 forages	10 400 000	
Réalisation d'un forage	8 000 000	
Entretien de voiries municipales	60 000 000	
TOTAL	779 050 000	

Tableau 58 : Budget opérationnel du PIA

6.3.5 Plan de Financement du PIA

ACTIVITES DU PIA	Coûts	Apports partenaires/bailleurs				Apport de la commune		
		Partenaires/ Bailleurs	Subvention	Crédit	fonds de concours	%	Financier	Nature
Construction de la gare routière de Rey-Bouba	128 000 000	PNDP	108800000			15 %	19 200 000	
Construction d'un bloc de 02 salles de classes	18 000 000	PNDP	15300000			15 %	2 700 000	
Construction de 02 hangars au marché de Rey-Bouba	32 000 000	PNDP	27200000			15 %	4 800 000	
Construction de 02 abattoirs à rey-Bouba et à Baikoua	30 000 000	PNDP	25500000			15 %	4 500 000	
Construction d'un centre de santé à Wafango	50 000 000	PNDP	42500000			15 %	7 500 000	
Equipement d'un véhicule tout terrain	50 000 000	Commune					50 000 000	
Appui à la structuration des agriculteurs	15 000 000	Commune					15 000 000	
Construction d'un radier à Mayo Sina	9 000 000	Commune					9 000 000	
Etude de faisabilité de l'aménagement du tronçon de Glakélé	6 000 000	Commune					6 000 000	
Extension du réseau électrique	20 000 000	Commune					20 000 000	
Entretien des ouvrages communales	15 000 000	Commune					15 000 000	
Etude de faisabilité de la construction d'un bain détiqueur	6 000 000	Commune					6 000 000	
Equipement des établissements scolaires en tables-bancs	9 000 000	Commune					9 000 000	
Construction de l'hôtel de ville	150 000 000	FEICOM		150 000 000				
Construction de la salles des actes	50 000 000	FEICOM		50 000 000				
Réalisation de 10 forages à pompes à motricité humaine	80 000 000	FEICOM		80 000 000				
Construction d'une salle de classes	16 000 000	BIP	16 000 000					
Equipement des établissements secondaires en tables bancs	1 800 000	BIP	1 800 000					
Equipement en bureau des enseignants	250 000	BIP	250 000					
Construction d'un parc vaccinogène	7 600 000	BIP	7 600 000					
Construction d'un fumoir	7 000 000	BIP	7 000 000					
Réhabilitation de 08 forages	10 400 000	BIP	10 400 000					
Réalisation d'un forage	8 000 000	BIP	8 000 000					
Entretien de voiries municipales	60 000 000	BIP	60 000 000					
TOTAL	779 050 000		330 350 000	280 000 000			168 700 000	

Tableau 59 : Plan de financement du PIA

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

6.1 Plan de passation de Marché du PIA

Tableau N°1 Début par rapport à la passation de marché

Code analytique	Désignation	Elaboration de la Requête		Elaboration de la Convention		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	Appui PNDP	Préparation (Termes de Référence, DAO/Cotation, DP)
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée						
	TRAVAUX							TRAVAUX			
A 300	Construction de la gare routière de Rey-Bouba	12 jan/2012		06 mars /2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	128 000 000	121 600 000	11mai/ 2012
A 300	Construction d'un bloc de 02 salles de classes à l'EP de Rey-Bouba	05Av/2012		03Mai/2012		Maire	CPM,PNDP	DC	18 000 000	17 100 000	03Juin/ 2012
A 300	Construction de 02 hangars au marché de Rey-Bouba	07/Mai/2012		05/Juin/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	32 000 000	30 400 000	04/Juillet/2012
A 300	Construction de 02 abattoirs à rey-Bouba et à Baïkoua	13Mai/2012		21Juin/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	30 000 000	28 500 000	06/Juillet/2012
A 300	Construction d'un centre de santé à Wafango	01/Av/2012		15/Mai/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	50 000 000	47 500 000	12/Juin 2012
A 300	Equipement d'un	18/Juin		18/Juillet/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	50 000 000		12/Août :2012

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Elaboration de la Requête		Elaboration de la Convention		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	Appui PNNDP	Préparation (Termes de Référence, DAO/Cotation, DP)
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée						
	TRAVAUX							TRAVAUX			
	véhicule tout terrain	2012									
A 300	Appui à la structuration des agriculteurs	21/Juillet/2012		13/Août/2012		Maire	CPM,PNNDP	AONO	15 000 000		11/Sept/2012
A 300	Construction d'un radier à Mayo Sina	07/Juin/2012		11/Juin/2012		Maire	CPM,PNNDP	AONO	9 000 000		14Juillet/2012
A 300	Etude de faisabilité de l'aménagement du tronçon de Glakélé	26Mars/2012		15Avril/2012		Maire	CPM,PNNDP	AONO	6 000 000		02Juin/2012
A 300	Extension du réseau électrique Dans les villages de Sinassi, Baïkoua, Bere,	04/Avril/2012		18/Mai/2012		Maire	CPM,PNNDP	AONO	20 000 000		19/Juin/2012
A 300	Entretien des ouvrages communaux	09/Mai/2012		13/Juin/2012		Maire	CPM,PNNDP	AONO	15 000 000		07/Juillet/2012
A 300	Etude de faisabilité de la construction d'un bain détiqueur à Rey-Bouba	26Juin/2012		25Juillet/2012		Maire	CPM,PNNDP	AONO	6 000 000		25Août/2012
A 300	Equipement des établissements scolaires en tables-bancs (EP Rey-Bouba, EP Konkrong, EP Dobinga	05/Août/2012		05/Sept /2012		Maire	CPM,PNNDP	AONO	9 000 000		05/Oct/2012

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Elaboration de la Requête		Elaboration de la Convention		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	Appui PNDP	Préparation (Termes de Référence, DAO/Cotation, DP)
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée						
	TRAVAUX							TRAVAUX			
A 300	Construction de l'hôtel de ville	17/Juillet/2012		17/Août/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	150 000 000		17/Sept/2012
A 300	Construction de la salle des actes	12/Juillet/2012		12/Août/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	50 000 000		12Sept/2012
A 300	Réalisation de 10 forages à pompes à motricité humaine (Abakoura (02), Abba Adam (01), Atoupayel Agatou (02), Angari Ladane (01), Angari Wassali (01), Ateki (01), Babororo (01), Badidi (01), Badjari (01),	19/Août/2012		17/Sept/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	80 000 000		13/Oct/2012
A 300	Construction d'une salle de classes à L'EP bilingue de Rey-Bouba	22/Sept/2012		19/Oct/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	16 000 000		14/Nov/2012
A 300	Equipement des établissements secondaires en tables bancs (Lycée de Rey-Bouba, Lycée de Baïkoua, CES de	05/Juin/2012		09/Juillet/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	1 800 000		11/Août/2012

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Elaboration de la Requête		Elaboration de la Convention		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	Appui PNDP	Préparation (Termes de Référence, DAO/Cotation, DP)
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée						
	TRAVAUX							TRAVAUX			
	Dobinga, CETIC de Rey-Bouba)										
A 300	Construction d'un parc vaccino-gène à Rey-Bouba,	03/Sept/2012		01/Oct/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	7 600 000		02/Nov/2012
A 300	Construction d'un fumoir à Lesdi Bodéri	09/Juillet/2012		08/Août/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	7 000 000		11/Sept/2012
A 300	Réhabilitation de 08 forages Alarba (01), Babororo (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (01), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé (01),	06/Mai/2012		03/Juin/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	10 400 000		08/Juillet/2012
A 300	Réalisation d'un forage Sinassi (01),	15/Avril/2012		18/Mai/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	8 000 000		13/Juin/2012
A 300	Entretien de voiries municipales	13/Avril/2012		09/Mai/2012		Maire	CPM,PNDP	AONO	60 000 000		20/Juin/2012
	TOTAL DECAISSEMENT 2010								779 050 000	356 150 000	

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

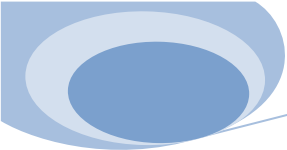
Code analytique	Désignation	Elaboration de la Requête		Elaboration de la Convention		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	Appui PNDP	Préparation (Termes de Référence, DAO/Cotation, DP)
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée						
	TRAVAUX							TRAVAUX			

Tableau N°2 : suite par rapport à la passation des marchés

Code analytique	Désignation	Consultation, Avis d'Appel d'Offres, Invitation		Evaluati on technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation du contrat		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception provisoire		Observations
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	
	TRAVAUX															
A 300	Construction de la gare routière de Rey-Bouba	20/05/2012		20/06/2012		20/07/2012		25/07/2012		15/08/2012		25/08/2012		25/10/2012		
A 300	Construction d'un bloc de 02 salles de classes à l'EP de Rey-Bouba	08/06/2012		11/07/2012		15/08/2012		20/08/2012		02/09/2012		20/09/2012		15/11/2012		

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Consultation, Avis d'Appel d'Offres, Invitation		Evaluati on technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation du contrat		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception provisoire		Observatio ns
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	
	TRAVAUX															
A 300	Construction de 02 hangars au marché de Rey-Bouba	20/07/2012		27/12/2011		27/01/2012		15/02/2012		20/02/2012		25/02/2012		10/06/2012		
A 300	Construction de 02 abattoirs à rey-Bouba et à Baikoua	17/07/2012		12/08/2012		20/08/2012		22/08/2012		01/09/2012		10/09/2012		15/11/2012		
A 300	Construction d'un centre de santé à Wafango	20/06/2012		20/07/2012		30/07/2012		05/08/2012		10/08/2012		25/08/2012		25/11/2012		
A 300	Equipement d'un véhicule tout terrain	28/08/2012		28/09/2012		05/09/2012		10/09/2012		15/09/2012		20/09/2012		28/11/2012		
A 300	Appui à la structuration des	20/07/2012		20/08/2012		27/08/2012		05/09/2012		10/09/2012		17/09/2012		27/11/2012		

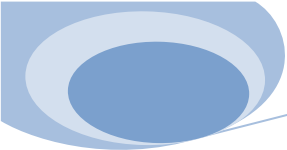


PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Consultation, Avis d'Appel d'Offres, Invitation		Evaluati on technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation du contrat		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception provisoire		Observatio ns
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	
	TRAVAUX															
	agriculteurs															
A 300	Construction d'un radier à Mayo Sina	25/07/2012		08/08/2012		20/09/2012		25/09/2012		30/09/2012		05/10/2012		25/12/2012		
A 300	Etude de faisabilité de l'aménagement du tronçon de Glakélé	08/06/2012		11/07/2012		15/08/2012		20/08/2012		02/09/2012		20/09/2012		15/11/2012		
A 300	Extension du réseau électrique Dans les villages de Sinassi, Baïkoua, Bere,	28/06/2012		05/07/2012		10/07/2012		20/07/2012		30/07/2012		05/08/2012		05/08/2012		
A 300	Entretien des ouvrages communaux	25/07/2012		08/08/2012		20/09/2012		25/09/2012		30/09/2012		05/10/2012		21/12/2012		
A 300	Etude de faisabilité de la construction	30/08/2012		05/09/2012		10/09/2012		15/09/2012		20/09/2012		25/09/2012		10/12/2012		

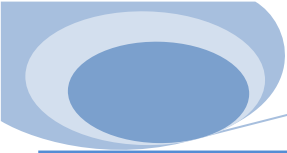
PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Consultation, Avis d'Appel d'Offres, Invitation		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation du contrat		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception provisoire		Observations
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	
	TRAVAUX															
	d'un bain d'été à Rey-Bouba															
A 300	Equipement des établissements scolaires en tables-bancs (EP Rey-Bouba, EP Konkong, EP Dobinga)	10/10/2012		15/10/2012		20/10/2012		25/10/2012		30/10/2012		02/11/2012		29/12/2012		
A 300	Construction de l'hôtel de ville	20/09/2012		25/09/2012		30/09/2012		03/10/2012		08/10/2012		15/10/2012		24/12/2012		
A 300	Construction de la salle des actes	15/09/2012		20/09/2012		25/09/2012		30/09/2012		03/10/2012		07/10/2012		27/12/2012		
A 300	Réalisation de 10 forages à pompes à motricité humaine	15/10/2012		20/10/2012		24/10/2012		27/10/2012		29/10/2012		30/10/2012		30/12/2012		



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Consultation, Avis d'Appel d'Offres, Invitation		Evaluati on technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation du contrat		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception provisoire		Observatio ns
		Date prévue	Date réalis ée	Date prévue	Date réalis ée	Date prévue	Date réalis ée	Date prévue	Date réalis ée	Date prévue	Date réalis ée	Date prévue	Date réalis ée	Date prévue	Date réalis ée	
	TRAVAUX															
	(Abakoura (02), Abba Adam (01), Atoupayel Agatou (02), Angari Ladane (01), Angari Wassali (01), Ateki (01), Babororo (01), Badidi (01), Badjari (01),															
A 300	Construction d'une salle de classes à L'EP bilingue de Rey-Bouba	16/11/2012		18/11/2012		19/11/2012		20/11/2012		22/11/2012		25/11/2012		30/12/2012		
A 300	Equipement des établissements secondaires en tables bancs (Lycée de Rey-Bouba, Lycée de Baïkoua, CES de	15/08/2012		20/08/2012		24/08/2012		05/09/2012		13/09/2012		21/09/2012		15/11/2012		



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Consultation, Avis d'Appel d'Offres, Invitation		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation du contrat		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception provisoire		Observations
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	
	TRAVAUX															
	Dobinga, CETIC de Rey-Bouba)															
A 300	Construction d'un parc vaccino-gène à Rey-Bouba,	05/11/2012		07/11/2012		10/11/2012		15/11/2012		18/11/2012		25/11/2012		31/12/2012		
A 300	Construction d'un fumoir à Lesdi Bodéri	15/07/2012		18/07/2012		24/07/2012		30/07/2012		05/08/2012		15/08/2012		18/11/2012		
A 300	Réhabilitation de 08 forages Alarba (01), Babororo (01), Badissem (01), Badjari (01), Baïgram et Tchéferé (01), Baïkoua (01), Bappouni, Homa Hamatciwto, Bira, Homa Mal Yaya (01), Bari, Somessis et Koubadjé	12/07/2012		17/07/2012		24/07/2012		29/07/2012		13/08/2012		27/08/2012		18/11/2012		

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

Code analytique	Désignation	Consultation, Avis d'Appel d'Offres, Invitation		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation du contrat		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception provisoire		Observations
		Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	
	TRAVAUX															
	(01),															
A 300	Réalisation d'un forage Sinassi (01),	18/06/2012		25/06/2012		04/07/2012		16/07/2012		22/07/2012		30/07/2012		15/10/2012		
A 300	Entretien de voiries municipales	30/06/2012		07/07/2012		16/07/2012		22/07/2012		30/07/2012		13/08/2012		28/12/2012		
	TOTAL DECAISSEMENT 2010															

Tableau 60: Plan de passation de marché

7 MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

La Commune de Rey-Bouba envisage mettre en œuvre son plan de Développement en respectant les principes de suivi et d'évaluation afin de restreindre les écarts, et mettre à profit ces outils pour atteindre sur un large spectre ses objectifs. En d'autres termes, il lui reviendra en interne d'entamer une action d'autoévaluation sans toute fois recourir à un appui d'un partenaire.

Afin de remplir ces conditions, un organe a été mis sur pied et jouera un rôle de premier plan à savoir celui d'apporter un appui à l'exécutif dans la mise en œuvre du plan. Il s'intéressera tout particulièrement aux aspects ayant trait au niveau d'atteinte des objectifs fixés.

Le Comité de pilotage du Plan de Développement Communal de Rey-Bouba a été mis sur pied par les acteurs communaux eux-mêmes. Il se compose des membres ayant une bonne connaissance du terrain et nt pris part de bout en bout aux différentes phases d'élaboration du PCD.

7.1 Composition et attributions du comité de suivi du PCD

7.1.1 Critères de sélection pour être membre du comité de suivi

Pour assurer le suivi de l'exécution des actions et d'évaluation de la phase de mise en exécution du plan, une structure a été mise sur pied. Cette structure a été baptisée comité de suivi-évaluation et est composée de plusieurs membres remplissant les critères suivants :

- **Un Président** : il doit être un personnel de la commune (SG, agent communal) ou toute autre personne désignée par le Maire, efficace, dévouée, disponible et résidant de préférence en permanence dans la commune. Il doit également être imprégné des principes du développement participatif et avoir des aptitudes à rassembler;
- **Un Secrétaire** : il doit être un personnel de la commune (SG, agent communal). Etre disponible, capable de lire et écrire. Il doit avoir une capacité de synthèse et d'archivage des documents. Une connaissance en informatique (bureautique) est un atout indéniable ;
- **Un Trésorier** : être de bonne moralité, avoir une connaissance en gestion et comptabilité simplifiée ;
- **Un chargé de suivi des infrastructures** : il doit avoir une bonne connaissance en génie-civil, disponible et ouvert ; un responsable sectoriel
- **Un chargé des formations, études et actions d'appui** : il doit avoir une bonne connaissance en développement local, animateur, bon leader, il doit avoir une bonne connaissance de la commune et doit s'approprier le PCD qu'il maîtrise parfaitement ;
- **Un superviseur** : il doit avoir des aptitudes de persuasion, d'analyse et restitution. Il doit être de préférence un agent technique de développement ;
- **Des conseillers** : des personnes ouvertes au développement.

NB : Prendre en compte l'aspect genre dans la répartition des postes.

7.1.2 Composition du comité de suivi du PCD

Composé de (07) membres, identifiés par l'exécutif municipal, ces derniers ont été choisis en respectant des critères de disponibilité, de la connaissance de leur milieu, et fortement imprégnés des concepts de développement local et de planification.

Ce comité de suivi compte parmi ses membres :

- 01 Président ;
- 01 Secrétaire ;
- 05 Membres.

7.1.3 Attributions du comité de suivi du PCD

La mission du comité est :

- De suivre le PCD;
- De veiller à la transparence du processus de planification et de sa mise en œuvre;
- De proposer des critères de choix au conseil en cas de choix des projets de développement à financer ;
- De coordonner le processus d'élaboration et de mise en œuvre du PCD ;
- De suivre le déroulement des travaux ;
- De rendre compte au maire et/ou au conseil municipal ;
- De veiller à la diffusion des informations sur le processus ;
- D'actualiser le PCD en fin d'année pour que celui-ci reflète continuellement les préoccupations des communautés;
- De dresser un rapport annuel de suivi évaluation du PCD.

7.2 Indicateurs de suivi-évaluation

Afin de mener à bien le suivi-évaluation des actions inscrites dans le PCD, les acteurs peuvent situer les impacts en valorisant certains outils tels que le tableau de bien-être, la fiche de suivi de chaque activité. Pour ce qui est des dépenses à effectuer, le budget prévisionnel doit être élaboré et les dépenses suivies de près pour éviter des écarts dans la gestion.

7.3 Dispositif, outils et fréquence de suivi

Le conseil municipal, organe délibérant, prend activement part à l'exécution, au suivi et l'évaluation du PCD et des projets qui en sont issus. Il joue le rôle de relais à travers les conseillers qui ont pris part à certaines étapes d'élaboration du PCD.

Des fiches ont été conçues en rapport avec chaque activité retenue dans le cadre de ce PCD. Les responsables chargés d'effectuer ce suivi auront à s'appuyer sur ces documents afin de déceler les activités qui devraient être mises en œuvre, de vérifier leur délai d'exécution, d'en identifier les contraintes afin de proposer une autre reprogrammation en concertation avec l'exécutif municipal.

Le suivi s'effectuera en fonction d'une certaine période fixée d'avance par les responsables chargés de cette mission. Ils veilleront à remplir le formulaire correspondant à l'activité de concert avec l'exécutif municipal.

7.4 Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA

Pour la Révision du PCD et de la préparation du PIA la Commune va s'appuyer sur le réseau des sectoriels qui devront réviser les cadres logiques et identifier de nouveaux besoins en rapport avec leur secteur respectif.

7.5 Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Le programme annuel a été inspiré pour une grande part du plan de campagne de la Commune de Rey-Bouba. Il a été pris en compte et, en plus se trouve ajoutées de nouvelles activités. Les actions qui en sont issues rejoignent le programme politique du Maire. Le choix des actions respectent également les besoins exprimés par les populations à la base. C'est ce qui a permis de mettre sur pied un PIA qui a pris à la fois les préoccupations communales, sociales et sectorielles.

Une fois le PCD validé par le COMES, le conseil municipal sera sollicité pour la mise en œuvre d'une campagne promotionnelle de ce document. Pour avoir un rayonnement important, la phase communicationnelle concernera des organisations locales dont l'importance s'est avérée incontournable pour le développement local. Cette action induira une appropriation par les bénéficiaires de ce document.

Planification des activités de communication au niveau communal

1. Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution

Objectif	Activités	Emetteurs	Récepteurs	Support/Outil	Coût	Périodes	Indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	-Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	Internet	2000	Sep 2011	Réception des meils
	- Créer un carnet d'adresses	Chargé de la communication	Conseillers municipaux	Internet	RAS	Sep 2011	Carnets d'adresses fournies
	- Créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints	Internet	RAS	Sep 2011	Fiche bien, tenue et régulièrement remplie
	- Créer une boîte postale	Chargé de communication		Internet	RAS	Sep 2011	Clé boîte postale et fiche d'ouverture

Tableau 61: Communication interne à la Commune

1. La communication institutionnelle

a) La communication avec les autorités et les sectoriels

Objectif	Activité	Emetteurs	Récepteurs	Support/Outil	Coût	Période	Indicateurs
Informier régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune les autorités	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	-Chargé de la communication -Agent de Développement	-Membres du gouvernement -Gouverneur -Sectoriels -Préfet	Rapport trimestriel	100 000 CFA	Trimestriel	Cahier de transmission

Tableau 62: Communication avec les autorités et les sectoriels

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

b) La communication entre la commune avec les populations bénéficiaires

Objectifs	Activités	Emetteurs	Récepteurs	Supports/Outils	Coût	Périodes	Indicateurs
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser des causeries éducatives avec les populations	-Maires -Conseillers Municipaux	-Communautés	Plan communal de développement	100 000	Octobre 2011	Enquêtes participative
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur le DSCE au niveau des communautés	-Délégués Départementaux MINEPAT	-Communes -Communautés	DSCE	RAS	Octobre 2011	Liste de présence
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Organiser une séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux	Communautés	Plans communaux de développement	400 000	Octobre 2011	Liste de présence
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	Maire	Communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la commune	RAS	Octobre 2011	Compte rendu

Tableau 63 : communication avec les populations bénéficiaires

c)

Communication avec la société civile et le secteur privé

Objectifs	Activités	Emetteurs	Récepteurs	Supports/Outils	Coût	Périodes	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Maire	Société civile/secteur privé	correspondances	RAS	Octobre 2011	
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	Maire		RAS	Octobre 2011	Répertoire disponible
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, Secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing	RAS	Tous les six mois	Liste de diffusion du rapport

Tableau 64: Communication avec la société civile et le secteur privé

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

d) la Communication avec les partenaires techniques et financiers

Objectifs	Activités	Emetteurs	Récepteurs	Supports/Outils	Coût	Périodes	Indicateurs
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	Maires	Plan communal de développement	100 000	Novmbtre 2011	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	maires	Séances de travail	RAS	Novmbtre 2011	Compte rendu disponible
Informer régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds ONG	Rapport d'activités	RAS	Tous les deux mois	Rapport diffusé

Tableau 65: Communication avec les partenaires financiers

e) Communication avec les élites extérieures et la diaspora

Objectifs	Activités	Emetteurs	Récepteurs	Supports/Outils	Coûts	Périodes	Indicateurs
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des	Chargé de la communication	Maires		RAS	Déc 2011	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	RAS	Déc 2011	Compte rendu disponible
Informer régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers Municipaux	Elites Extérieures Diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	RAS	Déc 2011	Rapport diffusé

Tableau 66: Communication avec les élites extérieures et la diaspora

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE REY-BOUBA

2. La communication de masse

Objectifs	Activités	Emetteurs	Récepteurs	Supports/Outils	Coûts	Périodes	Indicateurs
Informers le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	300 000	Jan 2012	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	RAS	Jan 2012	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	Journalistes	Dossiers de presse	RAS	Jan 2012	
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public		RAS	Jan 2012	
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public		1 000 000	A partir de jan 2012	Nombre d'éditions

Tableau 67: communication de masse

3. Actions de plaidoyer

Objectifs	Activités	Emetteurs	Récepteurs	Supports/Outils	Coûts	Périodes	Indicateurs
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres auprès du MINEPAT	Maire	MINEPAT	PCD et état de mise en oeuvre	300 000	Jan 2013	Rapport d'activité
	Organiser des rencontres auprès des bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	Partenaires	PCD et état de mise en oeuvre	1 000 000	Jan 2013	Rapport d'activité
	Organiser des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en oeuvre	500 000	Jan 2013	Rapport d'activité
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		1 000 000	Fév 2013	Rapport d'activité

Tableau 68: Action de plaidoyer

4. CONCLUSION

Le PCD de Rey-Bouba a été élaboré selon le procédé participatif. Les différents acteurs de cette commune ont apporté leur contribution dans l'accomplissement de cette œuvre. C'est ce qui lui confère un caractère consensuel obtenu dans un environnement démocratique. Par ailleurs, Il a été élaboré, en respectant à tout point de vue, les étapes proposées par le canevas du PNDP, approuvé par le MINEPAT. C'est ce qui lui garanti une autre légitimité cette fois, étatique ou institutionnelle.

Cette intervention a permis de déceler des contraintes que les populations locales vivent au quotidien. Ainsi, bien que cette commune regorge du potentiel, il se pose aux citoyens des contraintes notamment sur le plan éducatif, sanitaires, de développement des activités productives (agriculture, élevage, commerce, transformation, des créations d'entreprises et transport). D'autres contraintes notamment sociales (problèmes des jeunes, des femmes, des couches vulnérables) ont également été identifiées.

Un pointage des coordonnées des infrastructures au GPS a été effectué. C'est ce qui a permis de noter un handicap lié à une insuffisance des infrastructures éducatives, hydrauliques, sanitaires, routières, marchandes, sociales...

Face à ces contraintes, l'analyse des problèmes effectuée par les populations locales, a conduit à identifier des solutions efficaces. En définitive, ce document compile des actions retenues qui devront se mettre en œuvre, soit éminemment, soit dans un avenir proche. Tout dépend de la capacité de la Commune à mobiliser des ressources nécessaires.

Le PCD de Rey-Bouba élaboré pour une atteinte des objectifs de développement qui, d'ici quelques années, transformeront cette cité en un potentiel économique et social reconnu sur le plan national.



ANNEXES



FICHES DES PROJETS DU PIA

FICHE DE PROJET REHABILITATION DE 25 SALLES DE CLASSES

Résumé :

Date: **Août 2011**

N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE	Désignation du micro projet : restauration de 25 salles de classes dont (02) à l'EP de Achaka, (02) à l'EP de Konkron, (02) à l'EP de Koindéri Moudang, (02) à l'EP Bilingue de Rey-Bouba, (02) à l'EP Bilingue e Baikwa, (02) à l'EP de Lammuguel Lamé, (02) à l'EP de Taparéou, (02) à l'EP de Vaïmba, (02) à l'EP de Koindéri, (02) à l'EP Bilingue de Rey-Bouba, (01) à l'EP Bilingue de Baikoua	
	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Région: NORD	Commune: REY-BOUBA	
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)		
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)		
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'infrastructure scolaire par la restauration de 25 salles de classes ; • Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 		
Coût total à estimé: 125 000 000 FCFA	Financement demandé : 112 500 000 FCFA	
	Contribution des villages: 12 500 000 F CFA	Source de Financement : - Communauté des villages concernés
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • La restauration de 25 salles de classes 		
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.		
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011

Nature du micro projet : Secteur Education de Base
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non
Source de financement : COMMUNAUTE des villages concernés/PNDP/autres partenaires

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date : Août 2011

N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Construction et équipement de deux (02) salles de classe à l'école publique de BADIDI	
Région : NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction et l'équipement de deux (02) salles de classe ; • Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 			
Coût total à estimé : 16 207 268 FCFA		Financement demandé : 15 000 000 FCFA	
		Contribution du village : 1 207 268 FCFA	Source de Financement : - Communauté de BADIDI
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • La construction de deux (02) salles de classe à l'école publique de BADIDI ; • Equipement de deux salles de classe avec 50 tables bancs et deux bureaux d'Enseignant ; • Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées • Reboisement de l'espace scolaire 			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Education de Base

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

Source de financement : COMMUNAUTE BADIDI/PNDP

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date : Août 2011

N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Construction et équipement de deux (02) salles de classe à l'école publique de LES DI MBODERI	
Région : NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction et l'équipement de deux (02) salles de classe ; • Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 			
Coût total à estimé : 16 207 268 FCFA		Financement demandé : 15 000 000 FCFA	
		Contribution du village : 1 207 268 FCFA	Source de Financement : - Communauté de LES DI MBODERI
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • La construction de deux (02) salles de classe à l'école publique de LES DI MBODERI ; • Equipement de deux salles de classe avec 50 tables bancs et deux bureaux d'Enseignant ; • Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées • Reboisement de l'espace scolaire 			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Education de Base
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non
Source de financement : COMMUNAUTE LES DI MBODERI/PNDP

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date : Août 2011

N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Construction e deux blocs de latrines à Konkron, à Ouro Toupé, à l'EP e Rey-Bouba, à l'EP de Baïgram, à l'EP de Bamaye, à l'EP de Djamaré, à l'EP de Guirling	
Région : NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction de deux bloc de latrines dans les écoles ; • Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 			
Coût total à estimé : 42 000 000 FCFA		Financement demandé : 37 800 000 FCFA	
		Contribution du village : 4 200 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées à Konkron, à Ouro Toupé, à l'EP e Rey-Bouba, à l'EP de Baïgram, à l'EP de Bamaye, à l'EP de Djamaré, à l'EP de Guirling 			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Education de Base

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

Source de financement : COMMUNAUTE DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date: **Août 2011**

N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Construction de 15 logements d'enseignants à Lesdi Mboderi, Badidi, ami, Ouro Gadoudji et à Maidjamba	
Région: NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction des logements d'enseignants; • Améliorer les conditions de travail des enseignants en leur offrant un cadre productif ; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 			
Coût total à estimé: 42 000 000 FCFA		Financement demandé : 37 800 000 FCFA	
		Contribution du village: 4 200 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • Des logements des enseignants à Lesdi Mboderi, Badidi, ami, Ouro Gadoudji et à Maidjamba 			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Education de Base

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

Source de financement : COMMUNAUTE DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :		Date : Août 2011	
N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Clôturer les écoles de Rey-Bouba, Ouro Toupé, Konkong, Baikwa et à Béré	
Région : NORD Commune : REY-BOUBA		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Clôturer les écoles; • Améliorer les conditions de travail des enseignants en leur offrant un cadre productif; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 			
Coût total à estimé : 150 000 000 FCFA		Financement demandé : 135 000 000 FCFA	
		Contribution du village : 15 000 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : <u>Sur le plan technique</u> , il s'agit de : Clôturer les écoles de Rey-Bouba, Ouro Toupé, Konkong, Baikwa et à Béré			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Education de Base
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non
Source de financement : COMMUNAUTE DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :		Date : Août 2011
N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Doter les établissements de (180) à Baïgram, (180) à Bamaye, (180) à Djamaré, (180) à Dobinga, (180) à Baïkwa, (180) à Gabdé, (180) à Mayo-Wondé, (180) à Béré de 1440 tables bancs
Région : NORD Commune : REY-BOUBA		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)		
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)		
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Clôturer les écoles; • Améliorer les conditions de travail des enseignants en leur offrant un cadre productif ; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 		
Coût total à estimé : 150 000 000 FCFA		Financement demandé : 135 000 000 FCFA Contribution du village : 15 000 000 FCFA Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit de Doter les établissements de doter les établissements de (180) à Baïgram, (180) à Bamaye, (180) à Djamaré, (180) à Dobinga, (180) à Baïkwa, (180) à Gabdé, (180) à Mayo-Wondé, (180) à Béré de 1440 tables bancs		
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.		
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011

Nature du micro projet : Secteur Education de Base
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non
Source de financement : COMMUNAUTE DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date: **Août 2011**

N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Réaliser les forages dans deux écoles à Béré et à Ouro Gadouji	
Région: NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser les forages dans deux écoles à Béré et à Ouro Gadouji • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 			
Coût total à estimé: 16 000 000 FCFA		Financement demandé : 14 400 000 FCFA	
		Contribution du village: 1 600 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : <u>Sur le plan technique</u> , il s'agit de Réaliser les forages dans deux écoles à Béré et à Ouro Gadouji			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : **Secteur Education de Base**

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : **Non**

Source de financement : COMMUNAUTE **DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES**

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date : Août 2011

N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Approvisionner les écoles en 1000 plants de reboisement (200) à Ouro Toupé, (200) à Mayo Wondé, (200) à Sinassi, (200) à Somessi, (200) à Batao	
Région : NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Approvisionner les écoles en 1000 plants de reboisement (200) à Ouro Toupé, (200) à Mayo Wondé, (200) à Sinassi, (200) à Somessi, (200) à Batao Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 			
Coût total à estimé : 300 000 FCFA		Financement demandé : 270 000 FCFA	
		Contribution du village : 30 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit d'Approvisionner les écoles en 1000 plants de reboisement (200) à Ouro Toupé, (200) à Mayo Wondé, (200) à Sinassi, (200) à Somessi, (200) à Batao			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Education de Base

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

Source de financement : COMMUNAUTE DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date : **Août 2011**

N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE		Désignation du micro projet : Aménagement des aires de jeux dans deux écoles à Ouro Toupé et à Djamaré	
Région : NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des aires de jeux dans deux écoles à Ouro Toupé et à Djamaré • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 			
Coût total à estimé : 3 000 000 FCFA		Financement demandé : 2700 000 FCFA	
		Contribution du village : 300 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit d'Aménagement des aires de jeux dans deux écoles à Ouro Toupé et à Djamaré			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Education de Base
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non
Source de financement : COMMUNAUTE DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date : Août 2011

N° de référence : Volet SOCIO ECONOMIQUE Secteur ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES		Désignation du micro projet : Construction de quatre (04) aires d'abattage à Rey-Bouba, Béré, Baikoua et Dobia	
Région : NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer la production animale et de la pêche. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Construction de quatre (04) aires d'abattage à Rey-Bouba, Béré, Baikoua et Dobia • Accroître le rendement en élevage; • Accroître l'économie locale. 			
Coût total à estimé : 72 000 000 FCFA		Financement demandé : 64 800 000 FCFA	
		Contribution du village : 7 200 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit de construction de quatre (04) aires d'abattage à Rey-Bouba, Béré, Baikoua et Dobia Djamaré			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Elevage pêche et industries animales

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

Source de financement : COMMUNAUTE DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES

FICHE D'IDENTIFICATION DU PROJET

Résumé :

Date : Août 2011

N° de référence : Volet SOCIO ECONOMIQUE Secteur ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES		Désignation du micro projet : Construction de quatre (04) aires d'abattage à Rey-Bouba, Béré, Baikoua et Dobinga	
Région : NORD		Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : REY-BOUBA			
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)			
Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
Objectif global du micro projet : Améliorer la production animale et de la pêche. Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Construction de quatre (04) aires d'abattage à Rey-Bouba, Béré, Baikoua et Dobinga • Accroître le rendement en élevage; • Accroître l'économie locale. 			
Coût total à estimé : 72 000 000 FCFA		Financement demandé : 64 800 000 FCFA	
		Contribution du village : 7 200 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de DES VILLAGES CONCERNES
Description du microprojet : Sur le plan technique, il s'agit de construction de quatre (04) aires d'abattage à Rey-Bouba, Béré, Baikoua et Dobinga Djamaré			
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de ce plan.			
Période d'exécution souhaitée : Aout 2011-Déc 2012		Date souhaitée de démarrage : Aout 2011	

Nature du micro projet : Secteur Elevage pêche et industries animales

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

Source de financement : COMMUNAUTE DES VILLAGES CONCERNES/PNDP/AUTRES PARTENAIRES

**PV DE VALIDATION
DU PCD PAR LE COMES**

REGION DU NORD

DEPARTEMENT DU MAYO-REY

PREFECTURE DE TCHOLLIRE

SECRETARIAT PARTICULIER

SERVICE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

**ARRETE PREFECTORAL N° *D.A.A*/AP/D47/BRP/2
VALIDANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE PLAN
COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA
COMMUNE DE REY-BOUBA**

**LE PREFET DU DEPARTEMENT DU MAYO-REY ;
ADMINISTRATEUR CIVIL PRINCIPAL
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DE LA VALEUR**

Vu la constitution de République du Cameroun;
Vu la loi N°2004/017 du 22 Juillet 2004 d'orientation de la Décentralisation ;
Vu la loi N°2004/018 du 22 Juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes ;
Vu le Décret N°2008/376 du 12 Novembre 2008 portant organisation Administrative de la République du Cameroun et les textes modificatifs subséquents;
Vu le Décret N°2008/377 du 12 Novembre 2008 fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et les Organes et personnels chargés de les assister dans l'exercice de leurs fonctions;
Vu le Décret N°2010/185 du 15 Juin 2010 portant nomination de Monsieur **MIDJIAWA BAKARI** aux fonctions de préfet du Département du Mayo-Rey ;
Vu la délibération de conseil municipal adoptant le Plan Communal de Développement(PCD) de la Commune de Rey-Bouba;
Vu les nécessités de service ;

-ARRETE-

Article 1^{er} : Est pour compter de la date de signature du présent arrêté, validé et rendu exécutoire, le Plan Communal de développement(PCD) de la Commune de Rey-Bouba.

Article 2 : Le Plan Communal de Développement(PCD) de la Commune de Rey-Bouba est assorti :

- D'un cadre logique prenant en compte l'ensemble des actions à entreprendre par la Commune pour l'atteinte de son développement ;
- D'un Cadre de Dépense à Moyen Terme(CDMT) ou Plan triennal pour les 03 prochaines années (2011,2012 et 2013) ;
- D'un Plan d'Investissement Annuel(PIA) pour l'année 2011 ;

Article 3 : Chaque année, le Maire de la Commune de Rey-Bouba élabore un Plan d'Investissement tiré du Cadre de Dépense à Moyen Terme(CDMT).

Article 4 : A la demande expresse du conseil municipal pour un financement d'un projet, la Commune peut solliciter la révision dudit projet ; Toutefois l'actualisation du présent Plan Communal de Développement(PCD) ne peut intervenir qu'après la mise en œuvre de deux(02) Cadres de Dépense à Moyen Terme(CDMT).

Article 6 : Le présent Arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout ou besoin sera. /-

Tcholliré, le 13 DEC 2011

LE PREFET,

AMPLIATIONS :

- MINATD(YDE)
- G.R/NORD/GAROUA
- MAIRE/C/REY-BOUBA
- PNDP/NORD
- LAMIDO DE REY-BOUBA
- ARCHIVES



Administrateur Civil Principal